QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - Nº 12948 - 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 14-LUNDI 15 SEPTEMBRE 1986

Services secrets : stupide polémique

a expliqué, le vendredi 12 sep-M. Jecques Chirac, à l'Institut des hautes études de défense autre premier ministre, M. Pierre Meuroy, avait lui ausei assimilé ce défi international à « un crime qui dispose des moyens de guerre» pour conclure que la iterroriste est « une per-

On ne peut qu'apprécier une talle continuité de la doctrice antre la droite et le gauche, en France, sur un sujet de cette gravicé. Face à ce consensus dans la définition du danger, la polémique entre daux anciens « patrons » des services secrets, MM. Alexandre de Marenches et Pierre Marion, qui s'accusent réciproquement de n'avoir prati-quement rien entrepris contre le terrorisme, a quelque chose de dérisoirs, d'indécent et de stupide à l'heure où des Français

relle. Un un après le ratage de l'opération contre le «Reinbowin direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), qui paner ses plaies, mérite un autre débes que cette dispute inopportune.

Pourquoi des bommes habituée à l'ombre et à l'action clandestine per leurs responsabilités passées éprouvent-ils ce besoir impérieux de perature et de perader lorsou'ils ont peens d'exercer leurs fonctions? A qui profits leur goût, longtemps refréné, pour ces bevardages spectacu-leiras ? De leur temps, ils impo-sèrent silence à leurs subor-donnés. Pourquoi n'auraient-ils pes sujourd'hui le scrupule de respecter leur devoir de réserve, aux qui sevent d'expérience que le contre-espionnege requiert avant tout de le discrétion pour ne pas fournir de renes ments à l'adversaire ? S'ils veulent témoigner pour l'histoire, qu'ils évitent d'abord de s'affranchir de leur déontologie profes-

D'autent que la mission de leur excien service, à l'hours No, n'est ni aussi aisée ni ausei positive que certaine, y comprie dans les milieux gou-vernementaux, veulent le faire

Face à un exécutif qui a des comptes à rendre à le nation et qui, pour reseurer itats concrets, voire rapides, dens le lutte amiterroriste, ni jes ervices secrets, comme la DGSE, ni « a fortiori » l'armée ne sont la panecée. Des actions milimires, à le condition qu'un gouabilité devent la commuavoir des effets ponctuels et mis. Elles ne disamerpes une situation explosive Mão à bien d'autres considéram, politiques et idéologiques.

« Le terrorieme set le mariage du fac et de l'eau », explique un fonctionnaire de la DGSE. C'est-à-dire deux éléments naturels qui, loraqu'lis se

Le gouvernement craint une escalade des attentats

M. Chirac annonce des mesures antiterroristes

Le gouvernement redoute une intensification des attentais, après l'explosion d'une bombe qui a fait, le vendredi 12 septembre, dans le quartier de la Défense. quarante et un blessés, dont deux grièvement. M. Jacques Chirac devait rendre publiques, ce week-end, un certain nombre de mesures antiterroristes. Le premier ministre, en visite à Alger, pourrait s'entretenir avec ses interlocuteurs du problème du terrorisme. (Lire nos informations page 6.)



La négociation franco-iranienne pourrait aboutir rapidement

nous déclare le représentant de Téhéran à Paris

La négociation sur le règlement du contentieux financier entre la France et l'Iran progresse et pourrait aboutir rapidement, estime le chargé d'affaires iranien à Paris, tout en se déclarant «optimiste» quant à l'avenir des relations entre les deux pays. Le diplomate a, d'autre part, souligné que l'Iran condamnait sans réserve le terrorisme: « Nous n'approuvons aucunement, dit-il, le massacre d'innocents. »

Le contentieux financier entre la France et l'Iran pourrait être réglé au moins partiellement dans un «proche avenir», pent-être « dans quelques semaines», estime le chargé d'affaires iranien à Paris. « Je suis optimiste», nons a déclaré M. Gholan Reza Haddadi, visiblement très soncieux de faire état de . progrès - au moment où certains laissent entendre que les négociations financières engagées entre les deux pays piétinent,

« Je dois dire que le gouvernement français a montré une cer-taine bonne volonté à propos de ce problème » du rembo du prêt de 1 milliard de dollars

consenti par l'Iran an Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

en 1974, a poursuivi M. Haddadi. Selon le diplomate, « des progrès ont été accomplis cet été » lors des derniers pourparlers qu'a ens la délégation des négociateurs français à Téhéran. Certes, M. Haddadi reconnelt qu'ancune nouvelle rencontre entre les deux délégations u'est prévue, mais « ce n'est pas du tout un mauvais signe », dit-il, laissant entendre que la négociation est arrivée à un

> Propos recueillis par ALAIN FRACHON (Lire la suite page 2.)

Les Philippines, six mois après la chute de Marcos

Les ambiguïtés du « pouvoir du peuple »

tembre, Mª Aquino a de nou-veau, vendredi, appelé son gouremement et ses compatriotes à s'unir derrière elle. Deux adjoints du ministre philippin de la défense, M. Eurile, avaient, en effet la veille, critiqué ouvertement le gouvernement et affirmé que des communistes s'étaient inflitrés dans l'administration.

MANILLE de notre envoyé spécial

L'action se passe en 1991. Cory Aquino achève son mandat présidentiel. Sa fille, Kris, est devenue une superstar de la télévision. Bongbon, le fils de Marcos, est lui dans le maquis, organisant les - loyalistes ». Afin de contraindre Cory à autoriser son père à revenir mourir dans son pays, Bongbon enlève Kris et l'histoire prend alors inopinément un tour de Roméo et Juliette désopilant.

visite officielle le badi 15 sep. rendre l'âme et Imelda et Cory entre un pouvoir dictatorial et me Philippines, la commission constiéchangeront des fleurs sur les tombes, placées côte à côte, de lears époux respectifs.

Cette pièce de Bienvenidu

M. Noriega n'est pas du grand théâtre : c'est une farce, tour à tour grinçante et sentimentale, que vensit applandir, début septembre au centre culturel de Manille (construit par Imelda Marcos), un public joune et visiblument ravi de rire du . people's power » de février et d'une Cory grisonnante, un peu guindée dans son angélisme. Cette aptitude à renverser jusqu'à l'absurde l'ordre des choses reflète le caractère pour le moins mouvant d'une situation politique où alliances et mesalliances font bon menage.

Six mois après cette « révolution de février » qui mit bas le régime Marcos et à la veille d'une visite à Washington qui duit consacrer sa crédibilité internationale, Mª Aquino a perdu son

Certes, le pluralisme a été rétabli - si bien, au demeurant, que l'intérêt national semble le plus souvent passer après les ambitions

Les partis surgissent comme des pousses de bambous après la pluie, les journaux confondent la liberté d'expression avec la propagation des rumeurs et le cabinet est si ouvertement divisé entre une gauche radicale et une droite traditionnelle qu'on se demande parfois si ces ministres qui se critiquent les uns les autres siègent bien dans le même gouvernement. Chacun prend en fait position pour les deux échéances politiques qui marquent la fin de la période de transition : le référendum sur la nouvelle Constitution (avant la fin de l'amée) et les élections locales puis générales (au printemps).

Le prujet de Constitution devait être prêt le 2 septembre.

Avant son départ pour les Tout finit bien : un Marcos-pantin innocence politique saus quispour Mais victime du pluratisme éclaté Etats-Unis, et elle se rend en reviendra sux Philippines pour y antant, la période de transition que connaissent actuellement les tutionnelle, formée de qu huit personnalités venent d'horizons les plus divers (religieux économiques, radicaux, juridi-ques), s'empêtre dans les détails.

La présidente essaye de se tenir au-dessus de la mélée. Elle jouit tonjours d'une incontestable popularité, presque instinctive en ce qu'elle tient plus à une sorte de - foi en Cory - qu'à un jugement politique (ce qui lui épargne pour l'instant de devoir cautionner sa légitimité par des réalisations concrètes). M= Aquino demande du temps, et la majorité des Phi-lippins lui accordent volontiers un blanc-seing. Il reste que, si elle est populaire, clie n's pas pour autant derrière elle une force politique capable, notamment dans le futur Parlement, de lui assurer une majorité qui n'ait pas le caractère aléatoire de toute coalition.

> PHILIPPE PONS. (Lire la suite page 3.)

Six a casques bleus n

La patrouille a sauté sur une bombe télécommandée. PAGE 20

Des mesures pour les familles

Le budget 1987 comportera des dispositions favorables aux familles nombreuses.

PAGE 17

La réforme du CNRS

Renforcement de la direction et priorité à la recherche fondamentale.

PAGE 6

Un supplément à l'occasion du payage de M. Mitterrand à Djakarta.

PAGES 7 à 13

Le sommaire complet se trouve page 20

Un numéro hors série CHRONIQUE

ANNÉES de Michel Winock publiée cet été

chez tous les merchands

dans le Monde

de journaux 44 pages, 14 F

La mort de Jacques-Henri Lartigue

La légende du siècle

Jacques-Henri Lartique est mort le vendredi 12 septembre à Thôpital de Cimiez, à Nice. Il était 2gé de quatre-vingt-douze mu. Avec Henri-Cartier Bresson et Robert Dolmesa, il était Pus des trois photographes français les plus célèbres. Mais il est le seul dont l'œuvre alt entièrement accompli la traversée da siècle.

La légende sans doute était trop belle qui voulait qu'après plus de trois quarts de siècle d'une vic active et palpitante, traversée les yeux écarquillés, entièrem tournée vers la création, la flânerie, les voyages, le bonheur et les femmes, Jacques-Henri Lartigue ne s'éteigelt jamais

D'antent qu'il était devens de son vivant un personnage de légende. Et que son cenvre, en rat-trapant pour ainsi dire pas à pas chaque seconde de sa vie, par ses qualités inépuisables de grâce, de fracheur et d'enthousiasme, le fabaleux potentiel d'attention, d'amusement, de réceptivité qu'elle contient, pouvait se comparer au siècle. Et, en digérant le temps, se parer de plein droit d'un caractère d'éternité.

Il fut reconnu tardivement, à l'âge de soixante-neuf ans, alors qu'il pratiquait la photographie depuis l'enfance, et la légende veut qu'il ait été découvert aux Etats-Unis. En réalité, c'est Charles Rado, de l'agence Rapho, cains. Ce qui lui valut d'être consacré, quasiment du jour au lendemain, par une exposition présentée en 1963 au MOMA de New-York, comme un très grand photographe témoin de son temps. La pession de J.-H. Lartique

était née simplement de l'enfance. Le jour où, clignant rapidement des yeux phrsieurs fois de suite, il crut définitivement pouvoir mémoriser les scènes qu'il voyait. Mais lorsqu'il découvrit que les images ne représentaient jamais ce qu'il désirait, il en conçut an

découragement tel que ses parents

durent consulter un médecin. Le remède tout trouvé fut l'appareil en bois verni que son père, homme d'affaires à Courbevoie, lui offrit, et avec lequel il se mit à cultiver l'art de regarder et de faire poser tout ce qui l'enchantait.

Le miracle, en effet, c'est que, tout au long d'un siècle tourmenté, à travers tous les pays, les événements, deux guerres et trois mariages, ce qui revient à épouser trois fois la vie, Jacques-Henri Lartique s'est toujours conduit en

Il représente même l'archétype rève du photographe amateur qui met sa vie en images, de l'enfance à l'age aldulte, en compagnie duquel on fait l'apprentissage et la découverte du monde, et qui accède un jour à la postérité, entraînant dans son sillage une œuvre resplendimente de près de 200 000 clichés, répartis sur plus de 120 albums, reflet complet d'une époque, d'un pays, d'un siè-cle vus par un seul individu.

> PATRICK ROEGERS. (Lire la suite page 14.)

Le Monde

Avec le numéro du lundi 15 septembre (daté mardi 16 septembre)

L'informatique dans la bourrasque

> Supplément Sicob

68 pages en couleurs

Etranger

La fin du sommet Moubarak-Pérès

« L'esprit d'Alexandrie » résistera-t-il à l'arrivée au pouvoir de M. Shamir?

Le sommet israélo-égyptien, qui s'est achevé le vendredi 12 septembre à Alexandrie, devrait contribuer « à un mouvement » vers une relance du processus de paix an Proche-Orient, estime-t-on à Washington - où M. Pérès est attendu dimanche. tout en soulignant qu'il ne fallait pas s'attendre à une « percée » à court terme.

ALEXANDRIE

Proche-Orient.

de notre envoyé spécial

Les entretiens d'Alexandrie, dont

beaucoup d'abservateurs, israéliens

notamment, se gnbergeaient à

l'avance, marqueront peut-être, avec

le recul, une date importante dans la

relance du processus de paix au

parce que le président égyptien et le premier ministre israélien, cédant à

un réflexe - proclamatoire -, ont

dans un enmuniqué conjoint déclaré « 1987 conée de négociation de paix «. Parette profession de foi

reste le plus souvent lettre morte,

mais surtout parce que les deux diri-geants affirment vouloir se donner les moyens de leur politique,

Cette volonté commune supposait à l'évidence un échange de conces-

sions. Elles sont apparues clairement

à l'issue du sommet d'Alexandrie

Israel a accepté le principe d'une conférence internationale, dont le

rôle, la composition et les pouvoirs

devrnnt, le mnment venu, être définis par une commission préparatoire; en contrepartie, l'Egypte a

consenti à passer sous silence l'OLP,

avec laquelle l'Etat hébreu refuse

Conférence internationale : ces

deux mots resteront associés aux dis-

cussions d'Alexandrie. Pour satis-

faire le roi Hussein et « se couvrir » auprès des « durs » du monde arabe,

M. Monbarak sonhaitait faire adop-

ter, par son hôte, cette formule de

cause. Certes, le communiqué final

ne fait aucune référence à une telle

conférence de paix, M. Pérès ayant fait valoir qu'u n'était pas mandaté pour accepter un énoncé aussi solen-nel, mais M. Moubarak, dans son

avec constance de discuter.

Nnn pas seulement, bien sûr,

A Moscon, l'agence Tass écrit vendredi que le sommet d'Alexandrie est le résultat d'une « manœuvre » américaine : « Agissant activement en coulisses, Washington tente d'utiliser la rencontre d'Alexandrie comme un stimulant pour des accords séparés [au Proche-Orient], afia de réaliser ses projets expansionnistes dans la région. »

A Jérusalem et dans les territoires A Jerusalem et dans les territoires occupés, la presse palestinienne est d'une tonalité plutôt critique. « C'est le premier ministre israélien qui retire tont le bénélice de la rencontre », écrit, par exemple, le quotidien Al Fajr (pro-OLP). Ailleurs, le ton général de la presse arabe est à la condamnation du sommet et, particulièrement, de la politique suivie par le président Moubarak.

commentaire, s'est montré catégorique : « Nous sommes tombés d'accord sur une conférence internationale et avons décidé de constituer une commission chargée de la prê-

Confirmant cet « accord verbal » en rentrant à Tel-Aviv, M. Pérès a eité plusieurs arguments déjà employés en faveur d'une formule qu'il avait jusqu'à présent toujours refusé d'avaliser sans équivoque, et

des négociations directes entre les parties en conflit. Elle ne pourrait pas imposer une décision aux parties concernées. La semaine dernière, M. Pérès avait en outre réaffirmé à ce sujet trois autres principes : une conférence n'aurait aucun droit d'annuler des necords déjà signés par les parties en cause, sa composi-tion devrait être approuvée par tous, Israël s'opposerait en effet à ce que l'URSS en soit membre tant qu'elle

entières. La contrepartie obtenue par M. Pérès n'est pas mince. A Alexandrie, ni le communiqué final ni M. Moubarak dans ses commentaires n'ont mentionné FOLP. Certes l'Egypte n'a pas caché ces

derniers mois son agacement envers M. Arafaz, à qui elle repproche, entre autres, sa rupture avec le roi Hussein et son refus de la résolution 242. De là à croire qu'à Alexandrie le mutisme égyptien au sujet de l'OLP va au-delà d'un geste de pure circonstance il y a un pas qu'il serait imprudent de franchir.

Le problème palestimien fut an cœur des entretiens d'Alexandrie. · Ensemble et avec les autres parties concernées », annonce le communiqué commun, . M. Pérès et M. Moubarak poursutvront leurs efforts vers une solution du pro-blème palestinien sous tous ses aspects. - Naturellement, a pré-cisé le rais, nous coopérerons à ce sujet avec notre ami le roi Hus-sein. - M. Pérès a confirmé qu'Israel et l'Egypte entendaient « régler la difficile question palesti-nienne dans le cadre d'un arrange-ment avec la Jordanie ». Autrement dit, le roi Hussein, absent physiquement d'Alexandrie, était bel et bien dans tous les esprits.

Pour M. Pérès la faiblesse majeure de la rencontre d'Alexandrie est qu'elle arrive bien tard. Dans un mois, il ne sera plus premier ministre. Il est probable que son successeur et rival, M. Shamir ne se sentira pas tenu de respecter les engagements de celui qui devien-dra son ministre des affaires étrangères. M. Pérès aura-t-il assez d'influence et de liberté de manceu vre aux côtés de M. Shamir pour infléchir de manière décisive la diplomatic israélienne? «L'esprit d'Alexandrie» résistera-t-il à l'alternance? En tout cas, on imagine mal pour l'instant M. Shamir reçu à son

tour on Egypte.
JEAN-PIERRE LANGELLER.



que le Likond continue de combattre avec vigueur. Israël, a rappelé le premier ministre, approuva dès 1973 le principe d'une conférence internationale. Cette décision reste valide.

Silence sur POLP

Une conférence, mais quelle conférence? M. Pérès a répété ce qu'il nvait souvent dit : une conférence ne pourrait pas se substimer à

Un entretien avec le représentant conférence internationale restent de Téhéran à Paris

(Suite de la première page.)

M. Haddadi précise à ce sujet que le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, • n envoyé dernièrement un message ècrit - à son collègue iranien, M. Velayati; et je peux vous dire, poursuit le chargé d'affaires, que je transmettrai très vite une réponse impartante de la part de M. Velayati ., concernant notam-ment l'affaire du prêt. Cette réponse, M. Haddadi n'en connaît pas les • détails •, sculement les grandes lignes : mais elles l'autorisent, dit-il, à se déclarer « ravi » de l'évolution de la négociation et optimiste quant à l'aventr des relations franco-iraniennes.

Pour Téhéran, la normalisation de ces relations suppose que trois condi-tions soient satisfaites : le départ de France du mouvement d'opposition iranien des Mondjahidins du peuple (c'est chose faite avec l'installation, es caose raire avec i instantion, en juin, des principeux dirigeants de cette organisation à Bagdad); le remboursement du prêt de 1 mil-liard de dollars (e'est en voie d'être acquis, à en croire M. Haddadi); et, enfin, l'arrêt du soutien français à l'Irak, en guerre depuis près de sept

Faut-il en concinre qu'il ne saurait y avoir de o normalisation o avec Paris tant que la France n'aura pas modifié les relations qu'elle intretient avec l'Irak? Le chargé d'affaires ne semble pas le croire. Certes, dit-il, « nos conditions ne sont pas séparables les unes des autres », mais il ajoute, aussitôt que le règlement du contentieux financier devrait ouvrir la porte à un début de normalisation. Ce sera une pourra se développer », explique M. Haddadi, qui semble accorder la priorité au règlement du contentieux financier.

Pour le gouvernement français, la normalisation des relations avec l'Iran devrait amener Téhéran à user de son influence auprès des extrémistes chiites libanais (proiraniens), qui retienment des Francais en ntage à Beyrouth. Là, M. Haddadi est catégorique, réaffir-mant la position de Téhéran. • Les relations franco-iraniennes, assuret-il, sont tout à fait Indépendantes de ce qui se passe au Liban », qu'il s'agisse de l'affaire des otages on du enmbat que menent contre la FINUL, dans le Sud libanais, cer-

Il affirme que les événements du Liban ne sont nullement « pris en considération » dans les pourparlers franco-iranieus. Le chargé d'affaires ne nie pas que « la République Isla mique d'Iran exerce une influence tout à fait importante au Liban » si qu'elle entretienne « des relations très proches avec les religieux et les musulmans de ce pays »; pour antant, cela « n'autorise pas à conclure que tout ce qui se passe [an Liben] est commandité par la République islamique... ».

M. Haddadi affirme d'ailleurs ne M. Hadded attirme d'attieurs ne pas comprendre pourquoi M. Raimond a indiqué, il y a quelques
jours, qu'il ne se rendrait pas en
visite officielle à Téhéran tant que
les otages ne seraient pas libérés.
« Cette visite, explique le diplomate, ne dépend que de la France; M. Raimond pourrait le faire dans les conditions actuelles (...) car il est souhaitable que les responsables se rencontrent . Il se déclare encore convaincu que, « du fait des actions positives constatées depuis quelques mois . les relations francoiraniennes tronveront à l'avenir, · dans l'intéret des deux parties, leur véritable dimension ».

D'autre part, le chargé d'affaires étonne que l'utilisation d'armes chimiques par les forces irakiennes ne suscite pas plus de protestations de la part de la communauté inter-nationale, et notamment de la part de la France. C'est parce que l'Irak a recours à ce type d'armes, en violation des conventions internationales, que l'Iran, dit-il, n été amené à lan-

Il n'y a qu'une solution pour mettre un terme au conflit, - c'est le départ de Saddam Hussein » (le président irakien). « Notre position sur le front est aujourd'hul plus forte que jamais; nos forces sont prêtes pour une offensive déterminante », souligne le diplomate, tout en exprimant le vœu qu'« un coup d'Etat provoque la chute de Saddam Hussein - avant que l'Iran n'ait besoin de lancer cette offensive.

Enfin, le chargé d'affaires a tenu à déclarer à propos du terrorisme : condamnable, sous n'importe quelle forme et où que ce solt; nous en avons été victimes et nous n'approuvons nucunement le mossacre d'innocents.

ALAIN FRACHON

sémantique de l'« nccompugue-ment » international à la « conférence - en passant per le « forum » qui o'est pas innocent. Il ne faut pas snrestimer la concession de M. Pérès. Elle relève, on le voit, largement du vocabulaire. Les réserves d'Israel quant au fonctionnement et au mandat d'une

de notre correspondant

Pour M. Pérès, la conférence qu'il

la même réalité. Il o'empêche

accepte aujourd'hui et le forum qu'il préconisait hier renvoient donc bien

relations diplomatiques.

Pour les Egyptiens une page vient d'être tournée

Les milieux politiques égyptiens sont divisés quant à l'évaluation des résultats du sommet Moubarak-Pérès à Alexandrie. Selon leurs posi-tions politiques, ils estiment que le sommet a été un succès on un échec, mais sont d'accord sur le fait qu'une sake vient d'être tournée. ajoutent-ils. Pour la gauche égyptieune fonda-

lement opposée aux négociations avec Israel, le sommet a un goût de défaite. M. Monbarak a cédé aux pressions israéliennes et américaines sans rien obtenir en contrepartie. Le rals a non seulement rencontré M. Shimon Pérès, mais il a, de plus, nommé un ambassadeur égyptien en Israël. Pour la gauche, il s'agit de deux concessions remettant en cause le consensus tacite établi après le rappel de l'ambassadeur du Caire à Tel-Aviv en septembre 1932. Cer-tains n'hésitent pas à comparer le rab au président Sedale.

Les milieux proches du gouverne-ment soulignent en revanche les déclarations israéliennes sur une conférence internationale pour l'éta-

blissement de la paix au Proche-Orient. « Des progrès importants pourront être réalisés à ce niveau à condition que l'OLP reconnaisse les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU», affirment les partisans du sommet. « On pourra alors ressusciter l'accord jordanopalestinien et composer une délégation commune comprenant des membres ou des proches de l'OLP »,

En fait, les répercussions du sommet d'Alexandrie sur l'Egypte sont encore difficiles à évaluer. La rencontre Moubarak-Pérès n'a jusqu'à présent suscité que la curiosité de l'homme de la rue. Ce qui préoccupe la majorité de la population égyp-tienne anjourd'hui est la hausse des prix due à la crise économique. C'est le calcul qu'a vraisemblablement fait le gouvernement. Une pénurie de pain est bien plus dangereuse que les condamnations de l'opposition. Elle touche les 50 millions d'Egyptiens alors que les spéculations poli-tiques sont un luxe que ne pent se payer qu'une infime minorité.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Le texte de la déclaration commune

Alexandrie (Reuter). - Voici le texte complet de la déclaration diffusée en anglals à la fin du sommet entre le président égyp-tien Hosni Mouberak et le président du conseil israélien Shimon

a Las réunions entre la président Moubarak et le président du conseil Shimon Pérès à Alexandrie les 11 et 12 septembre mar-quent une nouvelle ère dans les relations bilatérales entre l'Egypte et israèl, sinsi que dens la racherche d'une paix équitable et globale au Proche-Orient.

» La signature d'un compromis sur l'arbitrege de Tabe a réaffirmé l'importance du dialo-gue et de la négociation comme moyen de régler des différends internationaux, dont la résolution du problème palestinien sous toutes ses formes.

» Le président Moubarak et le président du conseil Pèrès

croient fermement que, après avoir confié la question de Taba à des arbitres, les deux pays de-vraient à présent concentrer leurs efforts sur la relance du processus de paix global, lis sont gravement préoccupés par les el-fets d'une impasse dans le pro-

» ils déclarent 1987 année de négociations de paix. Ils appol-lent toutes les parties concer-nées à consecrer estre année à un effort intensif en vue de parvenir à l'objectif commun et nobie d'une paix équitable, durable et globale.

» Le président Moubanak et le président du conseil Pérès, avec d'autres parties concernées, poursuivront leurs efforts en vue de parvenir à une solution du problème palestinien sous toutes ses formes et à l'établissement d'une paix globale dans la ré-

SEYCHELLES

Tentative de coup d'Etat

SAINT-DENIS (la Réunion) de notre correspondant

Un nouveau coup d'Etat aurait Un nouveau coup d'Etat aurait été déjoué aux Seychelles, a-t-on appris, vendredi 12 septembre à Samt-Denis. Seion des sources bien informées, le complot a été tramé par le ministre et quelques hauts responsables de l'armée alors que le président des Seychelles, M. France-Albert René, se trouvait au Zimbabwe, où il participait au sommet des non alignés.

Avisé du danger qu'il courait, le président René est rentré précipitamment dans son pays le week-end dernier, à bord d'un avion qui aurait été spécialement affrété par l'Inde.

été spécialement affrété par l'Inde. Dans la muit du mardi 9 au mercredi 10 septembre, des patrouilles militaires furent envoyées à Praslin (la deuxième île de l'archipel), cà le complot aurait été préparé. Lors du conseil des ministres de mercredi, le mésident René a demandé à son ministre de la défense, le colonel Olgivy Berlouis, sa démission, laquelle a été officiellement annoncée le lendemain sur les ondes de Radio-Seychelles.

Radio-Seychelles.

Placé depuis en résidence surveillée, le colonel Olgivy Berlouis devait
quitter les Seychelles dimanche. Il
était l'un des fidèles compagnons de
route du président René, qu'il avait
aidé, le 5 juin 1977, à renversar
l'ancien président James Mancham.
Per eilleurs trois colonels de l'armér. Par ailleurs, trois coloncis de l'armée impliqués dans le complot auraient

ALIX DIJOUX.

Les «écoutes» du président René

Le président seycheliois, M. France-Albert René, reconnaît M. France-Albert René, recornaît dans une interview publiée le samedi 13 septembre, dans la Lettre de l'océan indien, qu'il a feit placer sur table d'écoute des opposants seychellois résident en Grende-Bretagne et en France. En réponse à une question sur le fait qu'il était troublent que le chef du Mouvement national seychellois (MNS, opposition), Gérard Hoareau, était sur sition), Gérard Hoareau, était sur écoutes lors de son assessinat, à Londres, en novembre 1985, M. René indique : « C'est troublent, muis il n'y a pas de lien. Si nous avions voulu assassiner Gérard Hoareau, ne pensaz-vous

pas que nous aurions enlavé les Le président des Seychelles indique que les autorités britanniques n'ayant pes accepté de chelloise à Londres, il e fait e le nécessire pour savoir ce qui sa sait ». A propos de la France, déclare ; « J'ai d'abord écrit au président Mitterrand pour l'aler-ter aur les activités de l'opposition en France.... Les Américains, monde entier. Pourquoi n'aurions-nous pas le droit d'écouter aussi ? Et nous continuerons à écouter. » - (AFP).

Le Monde

7. RUE DES ITALIENS. 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F. Télécopieur : (1) 45-23-06-81-Tel.: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

André Fontais directeur de la publication Anciens directeurs:

Habert Benn-Méry (1944-1969) Jacques Fagvet (1969-1982) André Laurem (1982-1985) Darée de la société :

·· cent ans à compter du 10 décembre 1944. Canital social: 620,000 F

Principaux associés de la société : Société civile Les Rédacteurs du Monde ... Société anonyme
des locteurs du Monde.
Le Mondo-Entreprises.
MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, Jondaies

Administrateur général Bernard Wouls. Réducteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef:-Claude Sales.

Le Monde

Tel: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Telex MONDPUB 206 136 F.



Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

ABONNEMENTS : TEL: (1) 42-47-98-72 6 mos. 9 mos. 12 mos FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANCERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

687 F 1 357 F 1 756 F 1 157 F 1 158 F

Par voie africane: tarif our demante.
Cangement d'adresse définitifs ou provisoure: non abonds sont invint à lorander leur demande deux semener avant leur deput. Jointe la demitre bande d'anvoi à toute correspondance.
Venillez avoir l'abligement d'écrire tous les nous propres en capitales d'angrimente.

PREX DE VENTE AL'ÉTRANGER Abpirin, S. DAT. Marrow, G. dir.: Turnisa, 700 m.; Alismagne, 2.80 DM; Astricia, 20 sch.; Selgique, 40 fr.; Camma, 2 fr.; Camma, 2 fr.; Camma, 2 fr.; Genegre, 176 pts.; G.-S.; SS g.; Grico. 140 dr.; Irlanda, 95 p.; Iralis, 2.00 L.; Litter, 4.00 fr.; Frey-Bat, 2.00 fr.; Portugal, 130 sc.; Sánágal, 450 fr. CPA; Sabde, 11 br.; Salam, 1.80 L.; USA, 1.25 fr.; Sabde, 11 br.; Salam, 1.80 L.; USA, 1.25 fr.; Sabde, 11 br.; Salam, 1.80 L.; USA, 1.25 fr.; Sabde, 11 br.; Salam, 1.80 L.; USA, 1.25 fr.; Sabde, 11 br.; Salam, 1.80 L.; USA, 1.25 fr.; Sabde, 11 br.; Salam, 1.80 L.; USA, 1.25 fr.; Sabde, 11 br.; Salam, 1.80 L.; USA, 1.25 fr.; Sabde, 11 br.; Salam, 1.80 L.; USA, 1.25 fr.; USA, (West Casel, 1.80 fr.)

Le Congrès américain préconise de nouvelles sanctions contre Pretoria

WASHINGTON de notre correspondent

La Chambre des repréque dominent les démocrates, e décidé, le vendredi 12 septembre, de se rallier à un projet de nouvelles sanctions contre le régime de Pretoria, que le Sénat avait déjà adopté en août dernier. Les représentants ont ainsi abandonné lour propre texte, plus dur, mais le résultat de texte, paus dur, mais le resultat de cette concession est que M. Reagan se trouve placé, beaucoup plus tôt qu'il ne l'avait prévu, dans une situa-tion impossible, puisqu'il demeure fermement opposé à un renforcement des pressions économiques sur l'Afrique du Sud.

e Marie I pe

· · · · · · · · ·

 $d\eta_{M(2)}=\epsilon$

 $(c_{i,j})_{i \in I}$

The state of

Sugar and Sugar

Marin .

And the second

Control of the Control

1.1 . Land Berry

たび 独変

....

Let Avenue

Property and in the last

· erader

** * - **

· ...

G. William

 $\{\gamma_{i,j}\}_{i=1}^{n}$

190

••• п

Le président américain paraît, en effet, être placé devant l'alternative suivante : perdre en se battant ou sanvante: perdre en se battant ou perdre sans se battre. A en croire son porte-perole, M. Speakes, son intention serait d'opposer son veto. Pour devenir loi, le projet devrait alors être à nouveau adopté per les deux Chambres à la majorité des deux tiers. La barre est haute, mais le vote du Sénat avait été sequis pur 84 voix contre 14 et celui de la 84 voix contre 14, et celui de la Chambre l'a été par 308 voix contre 77, et il y a pen d'espoir, semble-t-il, que ces majorités s'effritent beau-

M. Reagan pourrait aussi choisir d'exprimer seulement sa désappro-bation et laisser ensuite le projet du Congrès acquérir force de loi. Ce faisant, il abdiquerait de fait au pro-fit des parlementaires la conduite de la politique étrangère. Ce ne serait là ti le souhait, ti le style, ni encore moins l'intérêt de M. Reagan.

Les mesures votées par le Congrès préconisent l'interdiction de tout nouvel investissement en Afrique du Sud, un embargo sur les importa-tions de charbon, d'acter, d'uranium et de produits textiles et la ferme-ture des séroports américains aux appareils de la compagnie aérienne sud-africaine.

TUNISIE M. M'Zali déchargé de ses fonctions an CIO

L'ex-premier ministre M. M'Zali, L'ex-premier ministre M. M'Zali, qui scrait aujourd'hiti réfugié en Suisse, a été « déchargé de ses jonctions de président du comité olympique tunisien et perd sa qualité de membre du Comité olympique international (ClO), étant donné qu'll a cessé d'habiter son pays », a amoncé, le vendredi 12 septembre, l'agence de presse tunisieme TAP, Le comité olympique a pris cette mesure. « après avoir pris connaissance des pourquites pénales engogées à l'encoutre de M. M'Zali pour franchissement illégal des frontières ». tieres ».

L'ancien premier ministre avait récemment été invité en Suisse par-le CIO et avait déclaré, après son limogeage du gouvernement le 8 juillet dernier, qu'il voulait à l'ave-nir se consacret à ses activités au sein du CIO.— (Reuter, AP.)



SECULATION PROSTATIONS

West or 15 to 12 to 12 Signs

Life of Living to 12 and 12 an

La libération de M. Daniloff Le KGB maintient l'accusation d'espionnage contre le journaliste américain

MOSCOU de notre correspondant

M. Nicholas Daniloff a quitté, le vendredi 12 septembre dans la soi-rée, la prison de Lefortovo, où il était incarcéré depuis treize jours. "Je ne suis pas ce soir un homme libre, mais j'ai changé d'hôtel, et le nouveau est bien meilleur. Je rema-cie le président Reagan et le secré-taire général Gorbatchev », a déclaré le javandités emérica. déclaré la journaliste américain. Nicholas Daniloff est tenu de rester en URSS et de répondre aux convo-cations de l'officier du KGB qui instruit l'accusatioo d'espionnage maintenue contre lui.

La scène ne manquait pes d'allure devant la prison de Lefortovo, où ont été détenus dans le passé Soljenit-syne et Chtcharansky. Le correspon-dant de l'Us News & World Report, mal rasé et visiblement fatigné, fai-sait avec ses doigts le signe de la victoire sous les projectours des caméras de télévision. Il montait ensuite dans une Cadillac bleu foncé battant pavillon américain, dans laquelle se trouvaient sa femme et le chargé d'affaires américain. Un peu plus tard, la voiture arrivait devant l'ambassade des Etats-Unis, et le journaliste était applaudi par un groupe de correspondants étrangers.

M. Daniloff a choisi d'éviter toute

polémique. Il s'est réjoni que MM. Shultz et Chevardnadze puissent se rencontrer les 19 et 20 sep-tembre à Washington pour parier de « choses infiniment plus sérieuses » que l'incident dont il a été victime et leur a souhaité « bonne chance ».

Le correspondant de l'Us News & World Report est pourtant parfaitement conscient que l'affaire n'est pas terminée. Il sait qu'il reste - à son domicile, après avoir passé la muit de vendredi à samedi à l'ambassade - à la disposition de l'officier instructeur du KGB. Il a du remet-

tre son passeport aux autorités sovié-

tiques. Il u'a pas non plus toute sa

liberté de parole. Tass a enfoncé le clon vendredi soir : « Conformément à une entente réciproque, la mosure préventive prise contre Nicholas Daniloff, journaliste amé-ricain poursuivi pour ses activités d'esplonnage, n'été modifiée. Il a été remis en liberté et confié à la garde de l'ambassade américaine à Moscou. L'instruction de l'affaire suivant son cours, il est tenu de ne pas quitter l'Union soviétique et, en cas de besoin, de répondre aux convocations », indique l'agence soviétique, reprise par la presse et la télévision. Tass o annoncé simultanément la mise en liberté à New-York de M. Guennadi Zakharov, ressortis-

sant soviétique arrêté le 23 soût der-nier. C'est la première fois que les médias soviétiques mentionnaient l'existence de M. Zakharov. Ils ne précisent pas que celui-ci est inculpé Les Soviétiques ont certainement commis une erreur d'appréciation en ne prévoyant pas l'ampleur de la réaction américaine et internationale. La «sagesse» de M. Gorbat-chev est d'avoir teno compte de la nouvelle situation. Il n'en reste pas moins qu'ils ont obteno pour l'ins-tant ce qu'ils voulaient : la libération d'un de leurs citoyens arrêté en fla-grant délit d'espionnage, en recon-rant à une sorte de prise d'otage sur

qu'ils n'avaient encore jamais fait M. Daniloff o temi à répéter solemellement à sa sortie de prison qu'il o'était pas un espion et o'avait jamais en quelque contact que ce soit avec un quelconque service de renseignements. Les Soviétiques peuvent néanmoins maintenir la ression en interrogeant à leur guise le correspondant américain, voire en fournissant de nouvelles « preuves »

la personne d'un journaliste, ce

ou d'autres « témoins ».

Washington considère comme « transitoire » l'arrangement conclu avec Moscou

WASHINGTON

de notre correspondant

Le soulagement des dirigeants américains était aussi évident que leur rage profonde après l'annonce. lo veodredi 12 septembre, de l'accord passé avec Moscou pour obtenir la mise en liberté provisoire de Nicholas Daniloff.

« Nous sommes si soulagés et

heureux qu'il soit sorti de so cellule », s'est contenté de déclarer M. Reagan, en marquant par ce lapidaire pragmatisme toute la satisfaction qu'il ressent à ovoir empêché cette affaire de torpiller la préparation de son prochain «sommet» avec M. Gorbatchev. A défoot d'apporter une véritable solution, la formule appliquée vendredi après d'intenses négociations permet en effet d'apaiser suffisamment les choses pour éviter à Washington d'eotrer daos l'eogreoage des mesures de représailles et elle laisse surtout MM. Shultz et Chevardnadze tenir à peu près normalement leurs conversations de vendredi et samedi prochains au département

Le revers de la médaille

Sauf nouvel incident de parcours, M. Reagan devrait done pouvoir bientôt dire à ses concitoyens qo'il recevra M. Gorbatchev à Washington avant Noël. Cette perspective devrait réhausser son image et lui permettre d'aider les républicains à conserver le 4 novembre prochain lour majorité sénatoriale, sans laquelle le président serait condamné à terminer son mandat avec en face de lui un Congrès totalement démocrate.

'autres « témoins ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

La tenue de ce deuxième sommet
affermirait également les chances

de M. Reagan de rester dans l'instoire comme le signataire d'on accord majeur de réduction des armements. Le revers de la médaille est que pour en arriver là, les diri-geants américains ont dû faire bénéficier M. Guennadi Zakharov des mêmes mesures prises à Moscou en faveur de M. Daniloff. Puisqu'il ne s'agit, M. Shultz l'a assez répété, que d'une solution « transitoire ». Washington, formellement parlant, o'a pas pour autant accepté de mettre sur le même plan le correspondani de US News et le fonctionmaire soviétique de l'ONU, doni l'arresta-tion pour espionnage à New-York avait conduit le KGB à découvrir sondain un espion en M. Daniloff.

Il o'en reste pas moins que, si la Maison Blanche o'a pas officiellement cédé sur les principes, dans les faits c'est tout comme. M. Reagan et ses collaborateurs oot été contraints de laisser voir qo'ils souhaitent au moins autant que M. Gor-batchev la lenue du sommet et qu'ils étaient prêts à lui sacrifier l'intransigeante fermeté qu'ils avaient, un temps, professée envers l'URSS.

Il s'agit là d'un indiscutable succès pour Moscou, et la pâleur de M. Shultz, lors de sa brève conférence de presse, le disait mieux que toot. Niebolas Daniloff, a-t-il déclaré, demeure un « otage » tant qu'il n'aura pas quitté l'URRS. « La seule chose qui ait changé [est] le lieu » de sa détention, qui reste « inacceptable », a-t-il ajouté avant de dire avec agacement que cette affaire était « évidemment nuisible » aux relations américanosoviétiques et figurerait, faote d'un règlement préalable, à l'ordre do joor de ses cooversations avec

BERNARD GUETTA.

CHILI

Un commando d'extrême droite revendique l'assassinat de militants de gauche

pris pour nom « groupe du 11 septembre » (date du coup d'Etat du général Pinochet contre le gouvernement d'Unité populaire de Salvador Aliende eo 1973), a revendiqué le vendredi 12 septembre, à Santiago, l'assassinat de quatre militants de gauche et annoncé qu'il allait faire hientôt une cinquième victime « en réplique nux cinq morts de l'attentot perpetré contre le chef de l'Etat ». Quatre personnes ont en effet été tuées ces derniers jours pendant le couvre-feu après avoir été enlerées de leur domicile par des civils armés se présentant comme policiers. Uo correspondant anooyme a déciaré par téléphone à plusieurs agences de presse que le groupe du 11 septembre > était une réponse au Front patriolique Manuel-Rodriguez (FPMR) qui a revendiqué l'attentat du 7 septembre contre le général Pino-

Uo opposant ao régime, enlevé mardi à soo domicile par des inconnus, a été retrouvé mort, avec six balles dans la poitrine, vendredi dans les environs de Santiago. La victime, Abraham Muskatblie, un comptable âgé de quarante ans, avait été enlevé par six hommes, la tête recouverte d'une capuche, selon son épouse. Le corps a été retrouvé dans un canal d'irrigation à 50 kilomètres au sud-ouest de la capitale,

D'aotre part, une joune fillo a été tuée par balles dans la nuit du jeudi 11 ao veodredi 12, au cours d'une manifestation de soutien aox trois protros frauçais expulsés, dans le quartier de la

Santiago-du-Chili. - Un com-mando d'extrême droite, qui a levé beaucoup d'émotion dans ce quartier populaire où les Pères Dubois, Daniel Caruette et Jacques Lancelos exerçaieot leur sacerdoce. Les habitants s'étaient rassemblés dans la rue pour protester, se heurtant à plusieurs reprises aux forces de l'ordre.

C'est alors que la jeune fille, âgée de dix-oeuf ans, a été atteinte par des balles tirées d'une camionnette qui sillonnait le sec-teur. Les habitaots de la Victoria ont décidé d'observer, à tour de rôle, une grêve de la faim co souvenir et eo remerciement des trois religieux français. Les autorités chilicunes oot affirmé que les trois prêtres oot été arrêtés parce qu'ils portaient des tracts lors d'une manifestation.

A soo arrivée en France, le Père Dubois a démenti calègoriquement ces affirmations et précisé qu'il avait été frappé à plusieurs reprises par uo gradé.

Toujours selon les autorités, les anteurs de l'attentat du 7 septembre auraieot préparé un second dispositif avec des explosifs non loin du lieu de la première embuscade cootre le convoi présidentiel. -- (AFP, UPI.)

 A Mexico, un porte-parole du Front patriotique Manuel-Rogriguez a affirmé vendredi que la « commando du 5 septembra » responsable da l'attentat contre le général Pinochet e comprenait des militaires en activitá ou à la retraite » et qu'il n'avait eu aucuna perte. Selon la porteparola, trois groupes comprenant en tout vingt-cinq hommes auraient participé à l'attentat. Il a ajouté qua le Front avait eu recours aux militaires en raison des difficultés techniques qua présantait l'opération ». — (AFP.)

Les Philippines six mois après la chute de Marcos

Les ambiguïtés du «pouvoir du peuple»

ressentiments. M. Laurel espé-(Suite de la première page.) La vie politique philippine est en train de se polariser à droite et à gauche avec au centre un grand vide, une sorte de ventre mou où pullulent certes les miniorganisations de toutes sortes mais sans qu'une force mobilise ces bonnes volontés. A droite, la renaissance dn moribond Parti nationaliste est symptômatique de attiré une réaction cinglante de la solide force présidence qui lui a nié le droit conservatrice constituant notamment un point de ralliement pour d'absence. Du point de vue les politiciens du KLB (parti de constitutionnel, la décision se jus-Marcos), qui souhaitent se débar- tifie : le vice-présideot n'agit au rasser d'une étiquette encombrante. Le Parti nationaliste est manœuvté en conlisse par M. Ponce Enrile, ministre de la défense. Au centre droit, l'Unido dn vice-président Laurel, sous la bannière duquel Cory Aquino fit campagne, est devenu le parti des La prise d'otages

de Karachi Le principal suspect assure travailler pour la Libye Islamabad (AFP, AP, Reuter).

L'enquête sur la sanglante prise d'otages - vingt et un morts d'un avion de la Panam, le 5 septembre dernier à Karachi, a conduit à l'arrestation d'un sus pect, M. Sulman Taraki (le Monde du 13 septembre). Celui-ci, pour justifier les très nombreux déplacements entre Islamabad et Karachi qu'il avait effects de la company de fectués peu avant le drame, a fait valoir qu'il effectuait des «missions » pour le compte du gouver-nemeot libyen. Il a produit un passeport libyen, mais le docu-

ment serait fanx et, selon la po-lice, Sulman Taraki serait Palestide dénigrer certains de ses mem-Un second suspect a échappé à l'arrestation à l'aéroport d'Islamabad. Le bruit ayant couru qu'il s'était réfugié à la représentation de l'OLP, l'organisation palestimenne a assuré n'avoir « aucun

rapport avec cette affaire ». Les quatre pirates arrêtés à bord de l'appareil - âgés de dixneuf à vingt-cinq ans, - ne répon-dent à ancune question et se di-

sent « illettrés ». L'ambassadeur de Libye au Pakistan a dénoncé les « milieux qui tentent de nuire aux relations entre les deux pays - en « impli-quant Tripoli dans cette affaire ». Nemenzo, à la recherche d'une

rait, en cumulant les fonctions (vice-président, premier ministre et ministre des affaires étrangères), être une sorte de proconsul du nouveau pouvoir. Par ses déclarations intempestives à la veille de la visite de la présidente en Indonésie et à Singapour, au milieu du mois d'août, il s'est d'assurer l'intérim en cas nom du président que lorsque celui-ci est dans l'incapacité d'assumer ses fonctions (lorsque, par exemple, M. Reagan est sous anesthésie, c'est le vice-président américain qui prend sa place). Il reste que, compte tenn du flou entretenu sur la fonction de viceprésident dans le contexte constitutionnel actuel, la manière dont M. Laurel a été rappelé à l'ordre fut pour le moins peu cordiale. A l'humiliation du vice-président, qui a perdu la face et ronge son frein, s'ajoutent les rancœurs des membres de l'Unido qui voient le ministre des administrations locales, M. Pimentel, nommer les hommes de son parti, le PDP-Laban, à tous les postes-clés en romplacement des élus de Pancien régime. Aussi, l'Unido, semble-t-il prêt à flirter avec les nationalistes. Un tel rapprochement pourrait, à terme, poser desproblèmes de cohabitation entre la présidente et un vice-président qui, an demourant, ne se prive pas de faire les commentaires les plus sceptiques sur le gouvernement auquel il appartient, sinon

A gauche, le Partido ng Bayan, de José Maria Sison, fondateur du PC clandestin, et de Bernabe Buscayno, qui organisa l'Armée du peuple en Intte depuis 1970 contre le gouvernement, apparaît clairement comme l'expression légale du mouvement communiste. Une autre organisation, Bicig, qui mêle des intellectuels marxisants et des chrétiens radicaux et est, selon l'expression de son secrétaire général, Francisco rience historique nationale », paraît teutée également de sc

constituer en parti. L'effervescence de l'extrême gauche se rellète sur le mouvement syndical, où l'on observe anssi une aggravation de la polarisation existant précédemment entre le KMU (500 000 membres), dont le président Rolando PC), et la TUCP (la Conférence des syndicats philippins), qui essaye de se dégagor do son image d'organisation pro-Marcos. La TUCP est en guerre ouverte contre le ministre do travail. M. Sanchez, jugé trop à gauche, doot elle pourrait obtenir la

Une nébuleuse

Tant sur le plan politique que dans le domaine syndical, les forces du centre et dn centre gauche ont des difficultés à s'organiser. Il est de plus en plus clair que se produit une érosion dn mouvement populaire qui porta Cory Agnino ao poovoir : le retrait de la scène de l'Eglise, qui iona un rôle essentiel dans la « révolutioo de février », mais souhaite désormais avoir un profil plus bas pour ne pas provoquer les fondres de Rome (Mgr Claver, qui a écrit récemment un article sur le rôle de l'Eglise pour la revue jésuite Etudes, s'est fait réprimander par le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat), n'est sans doute pas étranger au vide qui s'est créé an centre de la scène politique. Le caractère fragmenté des forces qui sontenaient Cory Aquino ot l'absence d'une cause à défendre au-delà de la mise à bas du régime Marcos sont, en outre, anjourd'hui, de plus eo plus appa-

rents. Le moovement socialdémocrate dont Butz Aquino, beau-frère de la présidente, est la figure la plus connue, reste inne nébuleuse sans ossature. Quant eo PDP-Laban, parti qui, par son passé de soutien à Ninoy Aquino, devrait être la formation la plus proche de la présidente, il ne sem-ble guère un bon cheval pour mie locale est un thème favori de

« idée socialiste adaptée à l'expé- Cory Aquino. Ce parti constitue, certes, une force qui se consolide en province, en particulier grâce à l'action, parfois contestable, de M. Pimentel, ministre des administrations locales. Mais c'est aussi un parti formé de politiciens

En s'identifiant an PDP-Laban, Mas Aquino perdrait son image suprapartisane, et surtout le crédit de renouveau de la vie polititido ng Bayan (ce qui suscite des que qui s'attacho oocore à son craintes chez certains militants nom et constituo l'élément porde voir le KMU annexé par le teur de sa popularité. Aussi ses conseillers lui suggéreot-ils plutôt de prendre la tête d'un mouvement «Cory Aquino» rassemblant les organisations et groupements de centre et de ceotre gauche qui ont soutenu sa campagne. Mais il lui faut aller vite et. notamment, se préparer à l'échéance du référendum, qui s'annonce comme une véritable plébiscite: «Si In présidente ne fait pas campagne elle-même alors que se constitue une opposition politique forte, le vote risque de ne pas être aussi favorable qu'on le souhnite : de quoi aurons-nous l'air si in nouvelle Constitution n'obtient qu'une faible majorité ? », confie l'un des collaborateurs de la présidente.

L'incideot do Manila Hôtel. ao début de juillet, lorsquo M. Tolentino, candidat à la viceprésidence anx côtés de M. Marcos, tenta un putsch avec une brochette de généraux, fut un premier élément de prise de consciooce. Le putsch sombra dans le grotesque, mais il o'en reste pas moins que les services secrets militaires o'avaient pas averti le gouvernement de la possihilité d'un complot et qu'en outre ce dernier o'avait aucun plan pour faire face à une telle éventualité.

Les risques d'éclatement

Ayant pris conscience de la fragilité d'un pouvoir à la merci d'un coup d'Etat de weck-cod. Mª Aquino s'aperçoit aussi qu'elle s'avance pent-être sur un terrain miné avec son souci, louable, de

toutes les commissions constitutionnelles depuis la promulgation de la première Loi fondamentale en 1935. Sans doute, afin de se démarquer du ceotralisme marcosien, le nonveau pouvoir doit-il accorder plus d'initiative aux régions. Le principe d'autonomie sera inscrit dans la nouvelle Constitution et une réforme siscale est en cours afin de permettre aux collectivités locales de recevoir 80% des impositions immobilières.

L'antonomie devrait en outre faciliter la recherche de solutions aux problèmes qui décbirent le pays : la rébellion des séparatistes musulmans, les revendications qui ont pris aussi, parfois, le carac-tère de la lutte armée – des ethnies de la Cordilleras, au centre de Luçon, et peut-être de l'insurrection communiste (celle-ci s'alimentant d'un appauvrissement croissant des populations rurales dans certaines régions comme Negros, auquel pourraient remédier des politiques menées dans un cadre d'autonomie

Les Philippins souhaitent une décentralisation des initiatives mais le goovernement Aquion preod aussi le risque, en poursuivant sa politique d'autonomie, d'accentuer les divisions du pays, d'alimenter les égoïsmes locaux représentés par des clans familiaux, de petites féodalités qui, avec leurs clientèles, sont les véritables maîtres des provinces. Les nominations de M. Pimentel ne changeol rien : oo remplace les hommes des clans pro-Marcos par ceux qui ont joué la carte Aquino, mais, fondamentalement, le système do pouvoir local demeure.

Le sentiment national aux Philippines est encore jeune, fragile, et le sens de l'intérêt commun dans un pays aussi fragmenté géographiquement (sept mille îles) que socialement, par le jeu des clans, est peutêtre encore trop faible pour que l'autonomie ne devienne pas un instrument au service des ambitions

Conjuguée au vide oui se crée au centre de la scène politique, l'autonomie locale peut conduire à une situation d'éclatement do pays, et pour certains se profile déjà le spectre du chaos do début des années 70 (un vide anarebique, certes alimenté par Marcos y cherchent prétexte à proclamer la loi martiale), propre à justifier toutes les solutions

PHILIPPE PONS.

« Tous les gens sont avec moi » déclare le général Pinochet

New-York. - * Tous les gens sont avec moi », affirme le prêsident Augusto Pinochet, dans une interview publiée ce samedi 13 septembre par lo New York

Le général Pinochet estime que l'administration américaine ferait preuve de « myopie politis'opposait à l'octroi da nouveaux prêts internationaux à son pays pour l'obliger à renoncer au pouvoir.

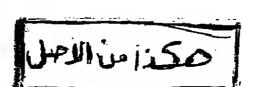
Le New York Times indique que l'interview n'a duré que dix minutes et que la général Pinochet est parti avant ou'il soit possibla da l'interrogar sur l'état de siège. - (Reuter.)

M. François Mouton est nommé ambassadeur

à Santiago Le Journal officiel du 11 septembre anconce la comicatico de M. François Mouton, consul général à Los Angeles, comme ambassadeur de France à Santiago, en remplacement de M. Paul Depis.

îNé le 29 mars 1932, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'ENA. M. François Mouton a commencé sa carrière, en 1959, comme attaché commercial, et a été affecté à la ques en Algérie, pour deux ans. Il a en-suite été en poste à Londres (1960-1963), puis au secrétariat général du 1963), puis au secrétariat général du gouvernement (1963-1965); nommé conseiller commercial en 1963, il a été affecté à Bombay en 1965, à La Havane en 1969, à Bruxelles (Communautés curopécanes) en 1972, à Genève (GATT) en 1977, détaché auprès du ministère des affaires étrangères en 1980, à la direction des affaires économiques et linancières, où il est resté jusqu'à sa nomination au poste de consul général à Los nation au poste de consul général à Los Angeles, en 1982. M. Mouton a, par ailleurs, été nommé ministre plénipoten-tiaire en 1984.]

• M.Garcia consul général à Genève. - M. Bernard Garcia, qui avait été nommé directeur des Francais de l'étranger et des étrangers en France en novembre 1984, après avoir été le conseiller diolomatique de M. Pierre Mauroy à l'Hôtel Matignon, est affecté à Genève comme consul général, en remplacement de M. Gaston Boyer, a annoncé la Journal official du 10 septembre.



Politique

Le projet de découpage électoral

M. Rocard préconise l'institution d'une instance indépendante

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, qui présentait, le vendredi 12 septembre, le « dossier noir « établi par le PS sur le découpage électoral (le Monde du 13 septembre), a admis que les socialistes n'ont pas les moyens de réaliser sérieusement une projection permet-tant de savoir si l'obtention, par la gauche, de la majorité des suffrages lui assurerait, dans le cadre de ce découpage, la majorité en sièges à l'Assemblée nationale.

M. Poperen a fait valoir qu'un certain nombre de varinbles inconnues, notamment l'attitude du Front national, empêchent de réaliser une telle opération. Il a néanmoins estimé qu'avec ce découpage les socialistes n'auraient obtenu pour le nombre de suffrages qu'ils

ont recueilli le 16 mars, que de 160 à 170 sièges (contre 215 pour le PS, le MRG et les divers gauche dans l'actuelle Assemblée). Quant au PC, selon M. Poperen, il aurait nbtenn de 10 à 15 sièges (contre 35 dans l'actuelle Assemblée).

De son côté, M. Michel Rocard, sans toutefois reprendre à son compte l'argumentation du « dos-sier noir » du PS sur les effets de ce découpage (qui aboutirait, selon ce document, à - fausser le suffrage universel - et à mettre l'alternance « en question »), critique la procédure utilisée par le gouvernement, dans le dernier numéro de sa lettre mensuelle Convainere (1).

L'ancien ministre, qui rappelle qu'il a toujours été partisan du scru-

tin majoritaire, et qu'il n'a jamais critiqué le gouvernement pour y être revenu, se déclare « en profund désaccord avec les méthodes qui, depuis plusieurs semaines, sont mises en œuvre pour délimiter les nouvelles circonscriptions . Le député des Yvelines reproche notamment au gouvernement d'avoir « introduit dans le scrutin majoritaire l'un des principaux défauts de la proportionnelle, qui est le caractère prévisible de l'élection d'un maximum de députés .. M. Rocard juge qu'il aurait fallu,

au contraire, rechercher les solutions les plus ouvertes politiquement dans le meilleur respect possible des équilibres (...) et des réalités démographiques «.

«Il me semble, ajoute d'autre part le maire de Conflans-Sainte-Hourine, que, dans une démocratie évoluée, le découpage devrait être confié à une instance indépendante de lo majorité ou du gouvernement en place. Cette ins-lance aurait pour lâche de revoir régulièrement lu carte électorale, pour tentr compte des évolutions pour tenir compte des évolutions démographiques. M. Rocard note, à propos de la commission des a sages », que le gouvernement ne l'a pas conçue comme une « instance arbitrale «, « ll est clair, ajoute-t-il, que M. Pasqua n'a suivi les conclusions de la commission des « sages » que lorsqu'elles allaient dans son

عكذا من الاحل

(t) Convainere, 266, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Nouvelles protestations

ALLIER. - M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale et député de l'Allier, vient de déposer un recours devant le Conseil d'Etat demandant l'abandon du projet de redécoupage électoral envisagé par M. Pasqua. Selon lui, le projet du ministre de l'intérieur a pour but d'affaiblir ses positions dans sa circonscription de Gannat, la moins peuplée du département. En effet, le projet de M. Pasqua prévoit le rattachement des cantons de Lurcy-Lévis et de Varenne-sur-l'Allier, issus respectivement de la première (Moulins) et de la quatrième circonscription (Vichy), à la troisième, détenue par M. Lajoinie. Celle-ci ne présenterait ainsi, selon la fédération commu-niste de l'Allier, aucune unité géographique. M. Lajoinie préconise done le maintien du canton de Lurcy-Lévis dans sa circonscription, mais souhaite le rattachement de Varenne-sur-l'Allier à celle de Moulins, afin d'alléger la circonscription de Vichy, la plus peuplée du dépar-

LOIRET. - M. Jean-Paul Charié, député RPR du Loiret, estime que le projet de découpage électoral cest « insoutenable » et qu' « il ne pourruit être retenu ni par le Conseil d'Etat ni par le président de la République l « Après l'avis de la « commission des sages », le projet de M. Pasqua rétablit certes l'équilihre démographique de la circons-cription, mais la vide de sou homogénéité humaine et politique en lui retirant les cantons ruranx d'Ouzoner-sur-Loire et de Châteauneuf, et en recevant en compensation le canton urbain de Fleuryles-Aubray, fief du PCF.

En outre, le découpage des trois nouvelles circonscriptions d'Orléans provoque également une levée de boucliers à gauche. Ainsi les deux cantons de La Source, traditionnellement à gauche et dépendant de la circonscription de M. Jean-Pierre Sueur (PS), sont dispersés, tandis que celle de M. Jean-Claude Por-theault (PS) se trouve amputée de

tion socialiste, il ne fait aucun doute que M. Pasqua a préparé son projet sur les conseils de M. Jacques Douffiagues, ministre délégué chargé des transports et maire d'Orléans : « //s ont voulu se partager le Loiret comme des chasseurs, muis les citoyens ne sont pas des lupins qu'on tire avant un bon repas. -(Corresp.)

MAINE-ET-LOIRE - Face à la protestation générale des élus locanx du Choletnis, conduits par MM. Jean Huchon, sénateur centriste, et Maurice Bigot, maire apparenté UDF de Cholet, contre sa proposition de déconpage électoral retenue par M. Charles Pasqua, M. Jean Foyer a indiqué qu'il a recommandé an gonvernement d' adapter plutôt un autre schéma. Cette proposition, sou-mise par M. Alain Ohrel, ancien préfet du Maine-et-Loire, prévoit de conserver presque intacte l'ancienne circonscription de M. Foyer, amputée du canton rural de Saint-Florent-Vieil, et donne satisfaction

la région des Munges sur denx circonscriptions, an lieu de trois dans le projet initial. En revanche, la propo-sition préfectorale diminue notablement les chances du RPR d'emporter quatre des sept circonscriptions (contre trois à l'UDF). - (Cor-

NORD. - M. Bernard Roman. emier secrétaire de la fédération du Nord du Parti socialiste, a saisi, mardi 9 septembre, le conseil d'Etat sur le projet de découpaga électoral de son département, Il s'agit d'- une manipulation particulièrement fine qui n'o rien o voir avec l'esprit qui devrait présider à un projet de loi électorale», a indique M. Roman qui estime que, selon le projet de M. Pasque, il faudrait que la ganche recueille «Plus de 55 % des voix pour être majoritaire en sièges ». Le premier secrétaire de la fédération a fait remarquer que ele projet gouvernemental a construit des circons-criptions majoritairement à droite, systématiquement sous-peuplées, tandis qu'il concentrait dans les cirennscriptions majoritairement à

La préparation des élections sénatoriales

ESSONNE: confuse bousculade

Bousculade à l'entrée du palais du Luxembourg : quatre listes de droite contre deux de gauche sollicitent les suffrages des grands électeurs pour pourvoir les cinq sièges détenus res-pectivement par MM. Jean Colin et Pierra Ceccaldi-Pavard (UDF-CDS), Jean Coghe et Pierre Gamboa (PC) et Yves Noé (PS).

Farte de ses importantes conquêtes municipales de 1983, la majorité compte envoyer trois des siens sur les bancs du Sénat. L'idée que certains se font du plein exer-cice de leur mandat actuel, le sentiment d'avoir été spolié au bénéfice d'antres, quelques petites querelles de personnes enfin, expliquent la multiplicité des candidatures, M. Jean Colin conduira la liste offi-cielle d'union. Celles menées par M. Jean Simonin, M. Alain Josse et M. Coccaldi-Pavard l'empêcheront vraisemblablement de faire le plein des voix espérées.

Tent espérées. ment d'avoir été spolié au bénéfice

Tout s'annonçait bien. Ou pres-que. M. Colin avait reçu l'aval de l'UDF pour constituer et diriger une liste d'union. Nul ne semblait lui contester ce rôle. Il avait d'ailleurs sur le papier une équipe proche de l'idéai, puisque susceptible de ras-sembler l'ensemble des courants

M. Colin en tête de liste apportait l'expérience de dix-huit années de mandet sénatoriel. Il souhaitait voir figurer M. Jean Simonin, président RPR du conseil général, « compagnos» de la traversée du désert de la droite au conseil général de 1976 à 1982, date à laquelle il devensit l'homme fort du département. Enfin. M. Jean Tournier-Lasserve complétait ce trio en apportant la caution des non-inscrits qui représentent un tiers du collège électoral.

Un premier gros problème surgis-sait. Sacrifié sur l'antel des dosages politiques par M. Colin, M. Ceccaldi-Pavard laissait enten-dre qu'il partirait en solitaire. Cétaient les prémices de l'éclate-

An début de l'été, les négociations entre M. Colin et le RPR s'engageaient sérieusement. Elles allaient achopper en deux temps. D'abord, début juillet, les instances nationales

a demandé « que la justice soit sai-

sie - car il n'avait - rien à [se]

reprocher -. M= Michaux-Chevry,

r'adressant au président du conseil régional, M. Félix Proto (PS),

accusé d'être à l'origine des fuites

dont ont bénéficié certains journa-

listes, a alors déclaré : - Je pous

accuse solennellement (_) parce

que vous avez d'abord trompé vos

amis. (...) Tout le monde est mis dans le même sac. (...) Il faut savoir. ». Le secrétaire d'Etat a

ensuite demandé que la chambre

régionale des comptes soit, confor-

mément à la loi de décentralisation

dn 10 juillet 1982, « saisie de cette:

l'investiture de M. Simonia porter leur choix sur MM. Jean-Jacques Robert et René L'Helguen. Motif; M. Simonia, en 1982, alors en balance pour la présidence du conseil général avec M. Robert. s'était engagé à ne pas être candidat au Sénat. Ensuite, le RPR local entendait placer ses deux poulains juste derrière le sénateur sortant en arguant de son poids dans la vie poli-

MM. Simonin et Tonrnier-Lasserve n'étaient, dans ces condi-tions, plus en position d'éligibilité, ce à quoi ne pouvait se résondre M. Colin. En juillet, ce dernier faisait le forcing pour imposer son tiercé. N'obtenant, selon lui, « pas de réponse du RPR », il s'était décide en août à maintenir ses choix initiaux. Mais, à quelques heures de les faire connaître officiellement, il apprenait que le RPR cédait sur son exigence pour la troisième place à M. Tournier-Lasserve aux dépens de M. L'Heiguen.

Tout était remis en cause. Après ce geste, M. Colin soumis aux pressions de son parti, ne pouvair pas refuser l'alliance nfficielle. Il « lächait » donc M. Simonin. Avec la crainte de le retrouver plus tard SHE SO FORTE:

De fait, le président gaulliste du conseil général sera candidat. Le patron du département doit aussi sièger au Sénat. Ce sont deux mandats parfaitement complémen-taires », plaide-t-il.

Les «jeunes» protestent

La famille RPR sera également présente avec la liste pilotée par M. Alain Josse (RPR), maire de Montgeron, et M. Gérard Nevers (UDF-PR), maire de Villebon-sur-Yvette, tous deux conseillers généraux. Quarante ans de moyenne d'âge à deux, ils se présentent comme des «militants». Arrivés ann affaires avec les remouvelleany affaires avec les renouvellements cantonant et municipaux de 1982 et de 1983, ils reprochent à la liste officielle de « r'être constituée sans dialogue, ni concertation, en rejetant toute idée de renouvelle-ment et la nouvelle génération politique. Ces jeunes loups, outre le lait qu'ils admettent difficilement d'avoir été exclus du partage, font grief à M. Robert d'avoir un peu trop flirté avec la gauche du temps nu le PC controlait l'assemblée départementale.

Comme prévu, M. Ceccaldi-Pavard persiste et signe. Il ira sans ravard persiste et signe. Il tra sans soutien des appareils, avec une liste sans étiquette. J'ai toujours dit que je serai candidat. Sénateur sortant, j'estime que je suis bien placé pour être élu. La sagesse politique voudrait que M. Josse et M. Simonin se retirent », estimo t-il.

nin se retirent », estimo t-il.

La majorité en se déchirant ainsi, a plus à perdre qu'à gagner, à commer par le RPR. « On n'a pas le droit de mettre en jeu l'équilibre de la majorité pour des questions de personnes «, clame M. Jean-Louis Campredon, nouveau secrétaire fédéral du RPR. Mais il a bean faire les gros yeux à l'occasion pour tenter de dissuader les brebis égarées, il ne parvient pas à réunifier son troupeau. « Il existe un véritable décaloge entre les options des appareils nationaux et celles qu'il faudrait prendre sur le terrain. On voudrait suicider le RPR en Eisonne qu'on ne s'y prendrait pas autrement «, enimmente, amer, M. Xavier Dngoin, son prêdécesseur anjourd'hui député.

En comptant les points, le camp

anjourd'uni député.

En comptant les points, le camp adverse se frotte les mains. La désumon de la droite favorisera le PC et encore plus le PS. Les communistes malgré leurs deux sortants (qui ne se représentent pas) seront en difficulté, pas certains de propulser M. Robert Vizet, leur leader, au palais du Luxembourg. Mais, avec six listes. In barre s'abaisse et l'espoir renaît. Chez les socialistes, le même calcul fait rêver d'un sacond siège. Sûr d'ètre étu. M. Jean-Luc Melenchon, premier secrétaire fédéral, pourrait être suivi de M. Paul Loridant, maire des Ulis. Le premier vient d'avoir trente-cinq ans, le second en compte trente-huit. ans, le second en compte trente-huit.
Considérant cette « jeunesse »
comme un atout, ils mènent une comme un atout, ils mênent une campagne qui, rompant avec la tradition, fait même nppel à des recettes éprouvées dans d'autres scrutins, comme la publicité payante dans les quotidiens diffusés localement ou à des «gadgets» comme cette dégustation de 196 crus de vins, c'est-à-dire autant que le département compte de communes.

Le Secoti, c'a

Gion a my com

comparer des p

Cité perfora

1) 3 team

SCS SALE MAR

MS DOS- 3.1

SON RATT. UM P

allon the office

16 bets

PATRICK DESAVIE.

M. JACQUES CHIRAC invite du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jacques Chirac sem Pinvité de Pémission habdonadaire « Le grand jury RTL-le Monds », disna-che 14 suptembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

En visite dans l'île

M. Pons cherche à concilier les ambitions de la Réunion et les possibilités financières

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outremer, est arrivé le jeudi 11 septembre à la Réunion avec l'intention de trouver une voie moyenne entre les ambitions des élus - tant au miveau de la loi-programme pour les DOM qu'à celui de l'opération intégrée de développement proposée pour la Réunion – et les possibilités hudgé-

Dès son arrivée à l'aéroport de Gillot. où il était aceueilli par M. Michel Debré (député de la Réunion) et le préfet, M. Jean Anciaux, M. Pons a donné le ton. Le gouvernement, a-t-il déclaré, a pris des décisions importantes - pour les DOM et M. Jacques Chirac e considère l'outre-mer comme l'une des trois grandes priorités. Parmi ces décisions, M. Pons a cité le - gros dossier - que constituait à ses yeux le projet de loi-programme, la défiscalisation des investissements dans divers secteurs de l'économie des DOM (sans nécessité d'un agrément en deçà de 30 millions de francs) et enfin la suite à donner au projet d'opération intégrée de déveoppement (OID) mis au point depuis 1979 par les assemblées locales en relation avec le gouvernement et les instances europé

La mise au point de la loiprogramme suscite depuis quelques mois un vif débat dans l'ile, notamment en ce qui concerne son chapi tre social: faut-il octroyer aux DOM l'égalité sociale (verser aux familles les mêmes prestations et aux mêmes taux qu'en métropole) ou la « parité sociale - (atteindre à terme un volume global de prestations sociales équivalent, mais en tenant compte des spécificités locales, telle la structure démographique différente on encore le niveau contributif plus faible des familles dans les DOM) ? La différence se chiffre, selon certains experts, à 10 milliards de francs sur cinq ans pour la scule Reunion. Pour M. Pons, réclamer « tout et tout de suite » (l'égalité sociale), e'est faire preuve de demagogie. « Je suis pret o écouter chacun mais n'entends pas suivre ceux qui, par démagogie, se font les chantres de l'assimilation la plus systématique et donc la pius aveugle et la plus dangereuse . a déclaré le ministre devant les conseillers généraux et régionaux. Partisan de la plus large concertation, il a cependant indique que le gouvernement ne reviendrait pas sur la parité sociale, même si la survi-vance d'une telle • discrimination • est critiquée à droite comme à gauche, quarante ans après la transformation de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion en départements français.

Le ministre a également été interpellé sur la position du gouvernement vis-à-vis de l'opération intégrée de développement de la Réunion. Avant son arrivée à Saint-Denis, M. Pons exprimait dans la presse locale ses réserves sur ce projet qui aurait tendance à ressembler un peu à un « catalogue de la Redoute ». Il demandait par la même occasion aux élus locaux da « foire des ehoix » et de réviser, là encore en

baisse, leurs ambitions. La réponse de la région aux propos de M. Pons a été tout aussi nette : « Si l'OID Réunion est un catalogue de la Redoute, la loi-programme, elle, e'est l'Almanach Vermot. - Au conseil régional on craint surtout que le gouvernement ne fasse trop atteindre la Réunion pour s'engager vrai-ment dans l'OID, le temps par exemple que les départements des Antilles définissent leur propre opé-ration intégrée de développement. Les précisions apportées par le ministre, suivant lesquelles une déclaration d'intention de l'Etat avait été transmise aux instances européennes avant son départ pour l'océan Indien, n'ont guere dissipé les inquiétudes des élus qui estiment, an vu des réserves formulées par M. Pons, que l'OlD n'aura sans doute pas la portée espérée.

ALIX DIJOUX.

En Nouvelle-Calédonie

Le FLNKS demande « un calendrier précis » pour négocier les modalités du référendum

NOUMĖA

de notre correspondant

Les quinze maires FLNKS pourraient décliner l'invitation de M. Jacques Chirac à se rendre à l'Hôtel de Ville de Paris si aucun calendrier précis - de négociation sur les modalités du référendum prévu sur le territoire autour de juillet 1987 n'est arrêté avant ce déplacement. Le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a posé cette condition, le vendredi 12 septembre à Noumés, à son retour d'Harare (Zimbabwe) où il assistait à la conférence des pays non alignés, précisant que « le FLNKS ne veut pas se faire trainer dans des réunions prétendument apolitiques mais qui risquent d'être exploitées politiquement comme une soumis-sion des indépendantistes «.

Le rendez-vous prévu dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre entre le maire de Paris et les trente-deux maires de Nnavelle-Calédonie - M. Chirac en avait lance l'invitation lors de son récent voyage à Nouméa — perdrait une grande partie de son impact s'il était boycotté par les municipalités indé-pendantistes et le FLNKS entend

accélérer l'ouverture des discus sur le scrutin d'autodétermination.
« Il fout que les choses soient claires pour que la lecture du dépla-cement à Paris se fasse dans un cadre donné », a ajouté M. Tjibaou, qui a exprimé à plusieurs reprises son inquiétude à propos d'une éven-tuelle récupération de cette rencon-

Au moment où le haut commissaire, M. Jean Monspezat, rentre de Paris avec la confirmation que près de 3 milliards de francs CFP (soit 170 millions de francs français) seront débloqués au profit des col-lectivités locales, M. Tjibaou a éga-lement souhaité associer au sein d'un front commun les régions et les communes indépendantistes dans la mise au point des conventions avec le haut commissariat.

Les quinze manicipalités et les trois régions FLNKS se sont dejà concertées pour convenir que les communes signeralent uniquement des conventions sur des « projets à caractère social et improductif » tandis que les projets de développement resteraient l'exclusivité des régions. Le FLNKS a proposé au haut commissaire la tenue d'une

« table ronde « avec l'ensemble des élus afin de négocier cette réparti-tion de crédits.

Par ailleurs, dans le cadre de l'enquête sur l'incident de la tribn de Nakety au cours duquel un lien-tenant parachutiste avait blessé par bulle un jenne Mélanésien (le Monde du 9 septembre), la famille de la victima a déposé plainte vendredi nvec constitution de partie civile. Les parents de Jean-Christophe Pouperon, le mineur blessé, comptaient par ce biais pro-voquer l'ouverture d'une informa-tion par le parquet de Nouméa lequel s'y refusait de sa propre initistive après en avnir manifesté l'intention dans un premier temps — afin d'aboutir à l'inculpation de l'officier du 8º RPIMa.

En fait, cette démarche n'aura strictement aucune incidence sur la rocédure puisque, conformément à l'article 698 du code de procédure pénale, les militaires échappent à la règle de droit commun qui veut qu'une constitution de partie civile entraîne automatiquement l'ouverture d'une information. Dans ces conditions, l'inculpation du lieutenant apparait, sauf rebondissement, peu probable.

FRÉDÉRIC BOBIN.

Polémique en Guadeloupe autour d'un scandale

M^{me} Michaux-Chevry et la majorité saisissent la chambre des comptes

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

M= Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'État chargé de la francophonie et conseiller régional de la Guadeloupe, a obtenu da conseil régional, le jendi 11 septembre, la saisine de la chambre régionale des enmptes au sujer da seaudale politico-financier qui secoue les milieux politiques locaux depuis le début de la semaine.

Les conseillers régionaux étaient réunis à Basso-Terre, en assemblée olénière, sfin de débattre en principe de l'avant-projet de loi-programme de M. Bernard Pons. Cependant des l'ouverture des débats, M. Philippe Chaulet (apparenté RPR), trésorier de l'un des instituts régionaux où de graves irrégularités auraient été commises (1),

affaire». • Qui se sert de l'épée périra par l'épée •, a concin M= Michaux-Chevry. Lors du vote des trente-trois conseillers présents ou représentés (huit seulement étaient absents), presque tons les élus de la droite se. sont montrés favorables à la saisine de la chambre régionale des comptes. La gauche (les représentants de la fédération socialiste ainsi que les membres du Parti commemiste guadeloupéen) s'est absteune en bloc. Pour M. Chaulet, cette affaire est une « cabale montée contre certaines personnes de droite .. . On nous accuse, a ajonté le maire de Bouillante, de tous lesmaux de la terre et la gauche refuse une enquête. C'est la première fois que je vois que ce sont les accusés qui demandent d'être jugés. » loterrogé sur l'attitude de son groupe politique, M. Proto a répondu, en

ANDRÉ LÉGER

substance, qu'il ne voulait pas faire

le jeu de ses adversaires politiques.

(1) C'est à la suite d'une erreur de transmission que, dans nos édicions pré-cédentes, nons avons attribué à M. Chaulet la présidence de l'IREPE, dont il est en réalité le trésorier. La présidence de cet institut est assurée par l'acien président du conseil général M. José Moustache,

Le Monde PUBLICITÉ TWINKING CASTLONIANTE Renseignements: 45-55-91-82, peste 4344

Le premier ministre répondra aux questions d'André Passeron et d'Alsia Vernholes, du Monde, de Pani-Jacques Truffunt et de Gilles Leclere, de RTL, le début étant firigé par Olivier Materolle.



Premières réactions du Sicob devant l'énorme



Le Sicob, c'est quand même ce qu'on a inventé de mieux pour comparer des performances et des prix!

The state of

Les persons.

Côté performances, le VICTOR PC2, avec microprocesseur Intel 8086*, système d'exploitation MS-DOS** 3.1. C'est un PC plus compact et plus puissant, avec 640 K Ram, un PC de nouvelle génération qui offre le luxe d'un vrai 16 bits.

Côté prix, les écarts se creusent et on comprend l'émotion des vendeurs de same quand ils découvrent que la version 2 disquettes 360 Ko est proposée à 11.900 F***. Et la version disque dur 20 Mo à 18.900 F***.

Mais le coup de grâce, c'est le VICTOR V 286:512 Ko et écrangraphique 14 pouces en standard. Pour un prix de 18.900 F*** en version disquette, 24.900 F*** en version disque

dur 20 Mo et 34.900 F en version disque dur 40 Mo. Comme quoi le Sicob des uns fait le malheur des autres.

VICTOR Technologies. Tour Horizon, 52, quai de Dion Bouton. 92800 Puteaux. Tél.: (1) 47.78.14.50. Lyon: 72.34.12.45. Montpellier: 67.64.71.72. Nantes: 40.89.24.28.



*Marque dépasée de intel Corp. **Marque dépasée de Microsoft Corp. ***Prix public H.T. conseillé.

VICT R

Comme moins cher qu'

مكذا من الأصل



L'attentat dans le quartier de la Défense

Le gouvernement redoute une escalade du terrorisme

« Nous sommes encore dans la phase ascendante; vraixemblablement les attentats vont continuer » au ministère de l'intérieur, samedi 13 septembre, on ne se faisait guère d'illusions sur la poursuite probable des attentats qui, depuis neuf mois maintenant, sont perpétrés à Paris. Et c'est sans surprise que les poli-ciers ont enregistré, vendredi 12 septembre, quelques heures à peine après l'attentat commis dans le centre commercial de la Défense, la revendication émanant des Partisans dn droit et de la liberté (PDL) déposée auprès d'une agence presse de Beyrouth-Ouest, dans la portion musulmane de la ville.

Le PDL s'est fait connaître pour la première fois lorsqu'il a revendiqué, le 8 septembre, à l'occasion de l'explosion a l'Hôtel de Ville de Paris. « tous les attentats commis en France depuis celul des Galeries Lafayette », en décembre 1985. Les enquêteurs estiment qu'il s'agit d'un sigle de circonstance qui, comme celui du Comité de soutien aux prisonniers pontiques arabes (CSPPA), cache en réalité les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), dont le chef, Georges Ibrahim Abdallah, détenu en France depuis le 25 octobre 1984. est inculpé de complicité de meurtre contre un diplomate américain et un diplomate israélien. En même temps que le PDL, le CSPPA a d'ailleurs

> Un communiqué du Comité de solidarité avec les prisonniers arabes

Nous sommes les vrais héritiers du courant humaniste >

Le Comité de solidarité avec les prisonniers arabes at du Proche-Orient (CSPPA) critique violemment la politique du goumuniqué publie vendredi 12 septembre à Bevrouth, et réclame la libération de ses militanta

Le communiqué, dactylographió en arabe, daté de jeudi mais modifié à la main pour porter la date de vendredi, ne fait pas mention de l'attentat au quartier de la Défense. Dans ce texte, le CSPPA s'élève contre les déclarations de M. Jacques Chirac sur le terrorisme : «M. Chirac considère ce qu'il appelle terrorisme comme la maladie du siècle, alors que la vraie [maladie] c'est l'impérialisme américain et les saropéanna qui lui sont infécciés. » c.La malacia du siècle dont souffre la société français est l'alignement de sa politique que la détention de militants dans ses prisons », ajoute le

«Il n'y aura pas de paix sur terre, ni de repos pour les peu-ples du monde, ni de sécurité pour les Etats-Unis et l'Europe, tant que nos peuples ne jouiront pas de la paix, de la tranquilité et de la sécurità», affirme le CSPPA.

Le CSPPA indique qu'il n'est pas concerné par les conflits cinternes du pouvoir bicéphale en France, le socialisme jaune et la droite hideuse». « Nous faisons assumer à M. Mitterrand la responsabilité du non-respect de ses engagements antérieurs et à M. Chirac, ses promesses non tenues. Le gouvernement français est responsable des ennuis des Français », ajoute le CSPPA.

Pour la CSPPA : « Qualifier de terrorisma l'action de nos mili-tants est de mauvaise foi. Le tare, c'est le bombardement eméricain cantra la Libye (15 avril 1986), ainsi que les complots ourdis contre le peuple

«Le peuple français subit une campegne d'intoxication », affirme cette organisation qui s'en prend à des journalistes qui « déforment la réalité en nous présentant comme une organisation guidée par une vision religieuse fanatique».

c Nous sommes les vrais héritiers du courant humaniste (...! de la Commune de Paris, oubliée Nous défendons des idéaux progressistes », déclare le communiqué. Le CSPPA conclut en affirmant : e L'islam, de l'avis de grands penseurs occidentaux et de renommée mondiale, est la religion monothéiste la plus toléune nouvelle fois manifesté son existence. Non pas en revendiquant le dernier attentat, mais en commentant, dans un communiqué rendu public à Beyrouth, ln situation politique et les raisons de son action (voir

A Paris, nprès l'attentat de la Défense, la police a interpellé un ressortissant syrien dont l'identité n'a pas été révélée. L'homme, dont le signalement correspondait à celui dn poseur de la hombe, n été enda de longues beures avant d'être mis hors de cause et rendu n la liberté. Une autre personne n également été interpellée, mais elle a été rapidement relâchée.

Le ministère de l'intérieur n décidé d'expulser de France dix des donze ressortissants originaires du Proche-Orient interpellés, jendi 11 septembre, à Paris et en province, dans le cours de l'enquête sur l'attentat de l'Hôtel de Ville (le Monde du 13 septembre 1986). Aueune charge u's été retenue contre eux et ils ne font l'objet d'aucune poursuite judiciaire. La mesure qui les frappe est une mesure strictement administrative, prise par le ministère de l'intérieur, ne une marque de fermeté mais qui n'nura nucune conséquence sur la réussite de l'enquête. L'invocat de l'un des expulsés, Me Claude Jouhet, protesté contre la mesure qui frappe son client, « un menuisier », qui, selon lui, « n'o strictement aucun rapport avec quelque milieu la crainte que son cliem, M. Rashat Ibrahim, citoyen jordanien, ne son expulsé dans un pays où il ne veut pas oller et où sa vie pourrait être

C'est vers 12 h 30, vendredi 13 septembre (nos dernières éditions), que la bombe a explosé dans la cafétéria du supermarché Casino, installée dans le centre commercial des Quatre Temps, sur le parvis de la Défense (Hauts-de-Seine). Selon premières constatations. bombe était placée dans une boîte en fer, sous une banquette de la cafétéria. A l'heure de l'attentat, la d'employés des pombreux bureaux du quartier et des clients du centre commercial, se pressait autour des tables. L'explosion a soufflé toutes les vitres du restaurant dont les débris, comparables à ceux des parebrise de voiture après un accident, jonchaient, milliers de morceaux de verre noirci, le sol du parvis, deux étages plus bas. Sous la violence du choc, les canalisations ont êté per-cées et les faux plafonds se sont esfondrés sur les clients du restau-

Très rapidement, pompiers et policiers sont intervenus. Leur tâche a été facilitée par l'espace qui. autour du centre commercial, leur a permis de déployer de puissants moyens de secours. Au rezde-chaussée, une pharmacie a pu fournir immédiatement une pre-

Si l'on tient compte de l'attentat manqué, jeudi 4 septembre, dans une rame du RER à la station Garede Lyon, et de l'explosion, lundi 8 septembre, contre le bureau de poste de l'Hôtel de Ville de Paris, c'est la troisième fois, en près de dix jours, que les terroristes frappent. La bombe posée à l'Hôtel de Ville, comme celle qui a dévasté la cafétéria du magasin de la Défense, était, estiment les artificiers, de puissance

Certains policiers y voient nn signe des terroristes, une sorte d'avertissement pour montrer qu'ils pourraient, s'ils le voulaient, nugmenter les charges et frapper beau-coup plus durement. Dans cette logique, les mêmes policiers n'excluent pas que l'on assiste, dans les prochains jours, à une gradation dans les attentats si les exigences des terroristes, qui demandent la libération de trois de leurs amis, ne sont pas rapidement satisfaites.

GEORGES MARION.

« Les Quatre Temps »

Cette année, la Défense a trente ans. L'acte de naissance de ce quartier d'affaires de l'ouest parisian ramonta, en effet, au mois d'octobre 1958. Deux ans plus tard, le CNIT (Centre national des industries et techniques), la première réalisation d'importance, était inauguré.

Aujaurd'hul, las quarants tours de la Défense reçoivent chaque jour environ quatre-vingt mille personnes, des salariés ce royaume du gigantisme 20 hactares — où les plus grandes sociétés françaises et social, le centre commercial des Quatre Temps est la promenade obligée at le restaurant selfservice Casino - plus de mille places. - dans lequel la bombe : explosé, est très fréquenté.

Les alertes à la bombe sont nombreuses à la Défense, dans la station du RER, sur le parvis ou dans les tours : l'une d'entre elles, la tour Winterthur, avait été visée en septembre 1985 par un attentat d'Action directe.

LES RÉACTIONS

L'organisation des JO de 1992

«Les attentats ne plaident pas en faveur de Paris»

estime M. Nelson Paillou

Comité national olympique et spor-tif français (CNOSF), estime que la menace du terrorisme en France est un handicap dans la candidature de Paris à l'organisation des Jeux olympiques de 1992. «Paris, c'est une magnifique ligne droite. Mais il faut bien reconnaître que les attentats terroristes en France ne plaident pas en faveur de Paris. Les membres du Comité international olympique sont encore traumatisés par les Jeux de Munich. Cela du, Barcelone n'est par mient. Barcelone n'est pas mieux lotie avec les Basques de l'ETA.

• La Fédération CGT du commerce et de la distribution : « Nous exigeons la réunion, sous l'égide du

M. Nelson Paillou, président du ministère de l'intérieur, d'une comité national olympique et spor- les concernées pour mettre fin à la situation très grave, créée par les attentats de ces derniers mois dans plusieurs magasins. Il faut que les directions d'entreprise prennent des mesures urgantes, non répressives, mais dissuasives, pour assurer la sécurité des clients, des salariés. »

> • Le MRAP à M. Charles Pasqua (télégramme). — • Apprenons que certains étrangers arrêtés dans le cadre enquête sur terrorisme sur qui ne pèse aucune charge, soni néanmains menacés d'expulsion immineme. Demandons annulations ces mesures, respect de leurs droits et droit défense. »

Quatre arrestations pour proxénétisme

STRASBOURG de notre correspondant

Quatre personnes vienneut d'être inculpées de « proxenétisme aggravé» et écrouées à Strasbourg après la déconverte d'un double reseau de prostitution. La principale inculpée, M= Madeleine Jacklé, soixante-neuf ans, dite «Madame Annie», accueillait dans sou appartement et deux studios proches dans

le quartier de l'Esplanade à Stras-

bourg, une cinquantaine de prostituées occasionnelles et leurs clients. M= Jaccklé recrutait des jeunes femmes entre trente et quarante ans. - bon chie bon genre ., et mettait les locaux à lenr dispasition. En échange, elle encaissait 400 francs des 600 francs que demandaieur les prostituées à leurs chents. Ceux-ci, hammes d'affaires, gérants de société on cadres supérieurs.

connaissaient le réseau grâce à un numéro de téléphone confidentiel. M= Jaecklé, ancienne résistante et qui touche à ce titre une pensian, a expliqué aux enquêteurs qu'elle avait besoin d'argent pour combler des pertes importantes dans les casinos de Niederbronn-les-Bains et Baden-Baden, en Alsace et en Alle-

De plus, la police judiciaire a arrêté M= Laure Arbogast, cinquante et un aus, qui, après avoir travaillé pour Mª Jaecklé, s'était établie à son compte dans un autre quartier strasbourgeois. Enfin. un restaurateur, M. Jean Wehrung, quarante-sept ans, et la patronne d'un institut de beaute pour bommes, M# Nuria Laffout, ant été également inculpés : rabatteurs de M= Arbogast, il semble qu'ils aient en outre organisé des rencontres à

JACQUES FORTIER.

Le projet de réforme du CNRS

Recentrage sur la recherche fondamentale et renforcement de la direction

Le Centre national de la en place d'une direction réduite gue nvec les laboratoires et, permetrecherche scientifique (CNRS) semble s'engager dans une nonvelle réforme. Il s'agirait de redéfinir les missions de l'établissement, en mettant l'accent sur la recherche fondamentale. et de réorganiser la direction générale, qui verrait sa cohésion et son rôle remorcés.

Voici de nouveau le CNRS en réforme. C'est sans doute pour ses nouveaux responsables, une manière de répondre nux critiques qui s'élevaient contre cet organisme, qualifié par certains de «technocratie». Les syndicats de chercheurs les plus à droite pronaient son démantèlement pur et simple, et le rattachement de ses laboratoires aux universités, alors que d'autres - toutes ten-dances politiques confondues - souhaitaient son éclatement en instituts

la recherche française doit s'ndap-ter. Mais sa nouvelle direction ne souhaite ui son démantèlement - le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, M. Alain Devaquet, s'y est opposé – m son éclatement, si l'on en juge par les informations qui ont filtré à l'issue da conseil d'administration tenu le jeudi 11 septembre. L'heure serait platôt à une redéfinition des mis-

Si le CNRS est en réorganisation,

l'un des principanx soucis de ses per-

sonnels comme de sa direction

concerne le sort du comité national.

Cette instance d'évaluation des labo-

ratoires et des hommes, parfois qua-

lifiée de « parlement de la recher-

che » a été dissoute à la suite d'un

arrêt rendu par le Conseil d'Etat, le

ment pour 1986, qui a laissé vacants

les cinq cent vingt-deux emplois à

Pour combler ce vide juridique, il

a été proposé nux candidats admissi-

bles au concours de recrutement des

contrats temporaires d'un an. Quei-

que trois cent quatre-vingt-cinq

iennes chercheurs et une soixantaine

d'enseignants du secondaire et du

supérieur souhaitant être détachés

au CNRS devraient en bénéficier.

les premiers à partir du 15 septem-

bre, les enseignants à partir du

1= septembre, ou du 1= octobre

selon les cas. La plupart des autres

ndmissibles, indique-t-on dans

l'entourage du directeur général, se

sout vu praposer des boarses

CHAMPIONNAT

DU MONDE

LONDRES-

LENINGRAD

1986

mene désormais par 8,5 à 6,5. Le match est prevu en vingt-quatre par-

du monde conserve son titre. Il lui

suffit danc de faire sept nulles d'affilée (soit trois points et demi) pour arriver à ses fins, ce qui arrête-

rait alars le match à la vingt-

deuxième partie seulement Ainsi

Karpov dait, abligatoirement,

gagner an moins une fois avant la vingt-troisième partie s'il veut que ne s'ajoute à la douleur de la défaite

l'humiliation de l'abandon forcé. Et

tout cela en n'ayant plus les hianes

que trois fois contre quatre pour

Vendredi où il avait justement les

blaues, Karpov u'a pes danné

l'impression qu'il pouvait encore revenir au score. Pourtant, il a

exhamé une partie de 1962 (Kaspa-rov n'était pas né) jouée aux Olym-piades de Varna (Bulgarie) entre

Botvinnik et Fischer. Deux autres

ties et, à dauze partout, le cham

DOULTOOL.

ÉCHECS

mais forte, qui déléguerait ses pon-

Sur le premier point, on s'oriente vers une réduction du nombre des missions. « Le CNRS est maintenant habilité à s'occuper de tout, dit-on, et cette politique tous azimuts est suicidaire. C'est pourquoi la direc-tion du CNRS souhaiterait recentrer le rôle de l'organisme, qui devrait avant tout contribuer au progrès des connaissances, pour répondre aux besoins de la communauté. nationale.

Poursuite de la « déconcentration »

Pour le second point, on pourrait modifier l'organisation de la direction. Actuellement, le CNRS est divisé en sept départements cou-vrant chacun une discipline et ayant à leur tête des directeurs scientifiques chargés à la fois de la définition des grands axes de recherche et de la gestion. A l'avenir, ces fonctions pourraient être mieux distinguées. La stratégie en serait confiée à quatre directeurs scientifiques, qui coifferment, en fonction de leurs compétences, une douzaine de chefs de département. Ces derniers, devraient être des hommes de terrain, gérant des ensembles de tuille humaine, ce qui favoriserait le dialo-

Tons devront cependant repasse

un concours de recrutement - sans

assurance d'être embauchés, souli-

gnent les syndicats - dès que le nou-

veau comité national sera mis en

place, an micax, an printemps pro-

chain. Apparavant, devront être

adoptés le décret simple relatif à sa

composition et à son mode d'élection

fonctionnement de cette instance

trait une meilleure délégation des DOUVOISE.

Les directions de la valorisation et de l'information disparaîtraient pour être regroupées dans une grande direction des relations extérieures chargée de la politique internatio-nale, des liens nvec les entreprises - y compris du secteur tertiaire et les régions, ainsi que de la communication. Disparaîtrait aussi la fonction de secrétaire général chargé des questions admin tives. Ainsi serait réduit le nombre des conseillers du directeur général, M. Serge Fenevielle, qui passerait à sept personnes : quatre directeurs scientifiques, un directeur des reistions extérienres, deux directeurs administratifs.

Il ne s'agit là que des grandes lignes d'un projet qui devra être approuvé par M. Devaquet, par le conseil d'administration du CNRS, puis suivre la voie administrative nvant d'entrer dans les faits. Cette réforme attendue reprend certaines idées avancées par le précédent ministre de la recherche, M. Hubert Curien, qui prônait la poursuite de la «déconcentration» de l'établissement et sonhaitait instaurer « une véritable délégation de la responsa-bilité de décision au CNRS » (le Monde du 20 décembre 1985).

Les représentants des deux syndicats des personnels de la recherche - le SNCS (FEN) et le SNTRS (CGT) (1) attendent, pour se pro-noncer, de voir « les applications concrètes de ce projet ». Ils no s'opposent pas o *priori* au renforce-ment de la direction générale, si cela va « dans le sens d'une meilleure efficacité » de la conduite du CNRS. A condition, toutefois, que les décisions importantes fassent l'objet de véritables concertations avec les personneis.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et ELISABETH GORDON.

(1) Syndicat national des cher-cheurs sciontifiques et Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifi-

dont un projet est entre les mains 12 mai dernier (le Monde da de M. Devaquet - ainsi que le 21 juin). Avec pour conséquence décret organique fixant le mode de essentielle un blocage du recrute-

MÉDECINE

Nominations en sursis

L'épidémie de SIDA s'étend en Europe

ciellement notifiés par 18 pays d'Europe a nugmenté en un an (du 30 juin 1985 au 30 juin 1986) de 142%: plus de 3 000 y sout recensés à ce jour. La plupart des 27 pays (dont 5 de l'Est) collaborant an Centre de l'Organisation mondiale de la samé (OMS) sur le SIDA « sont confrontés à une épidémic », sanlignent les signataires (D J.-B. Brunet, D R. Ancelle) da rapport que vient de publier ce cen-

L'augmentation est la plus forte en France, puis en Italie. Mais l'inci-deuce la plus importante par million d'habitants est toujours relevée en Suisse (21,2 cas par million d'habitants), suivie du Danemark (18,2) et de la France (15,6). Ces chiffres sont à comparer avec l'incidence américaine de 97 cas par million d'habitants.

La grande majorité des cas de SIDA (72 %) sont toujours observés chez des homosexuels, suivis par les toxicomanes (14%) chez lesquels la fréquence de la maladie s'accrost de façon très inquiétante, notamment au sud de l'Europe. En Italie, 64 % des cas de SIDA rapportés durant les trois derniers mois concernent des toxicomanes

La majorité des enfants atteints (93) ont été contaminés par leur mère (67 % des cas) ou lors de transfusions de sang on de produits sanguins (29 %).

Une nulle qui vaut une victoire

Karpov innova (65 à la piace de h3). Kasparov ne bougea pas et poursuivit comme Fischer. Karpov C'est en arborant le sourire du vainqueur que Kasparov a quitté l'hôtel Leningrad, le vendredi 12 septembre, après la quinzième partie. Paurtaut, il n'avait pas gagna alors un pion et, à vue d'œil, la possession absolue de la case éé. Illusion. Après le très fort (17... gagné, mais il savait, comme tout le moude, y compris le pauvre Karpov, que la nullité qu'il venait d'obtenir valait autant qu'une rictoire ou, comme le disait pudiquement Gou-feld, qu'elle uvait « une grande b6), le champion du monde allait faire santer ce bastion des blancs. Quelques échanges, le pion vite récupéré et il pouvait proposer tran-quillement la nullité. Ainsi s'était terminé d'ailleurs le choc Botvinnik-Car les comptes sont là. Kasparov

Quinzième partie

Seizième partie le lundi 15 sep-

Blancs: KARPOV Noirs: KASPAROV Quinzième partie Défense Gruenfeld Cf6 16. Cl5 (10) g6 17. Tc2 (30) d5 18. cx46 CIS (13) 56 Fx13 Fg7 19, Fg5 dxc4 20.63 e-8 21. Ft6 5. DL3 6. Dxç4 Fg4 22. Fx63 CN7 23. Fx65 Cx85 Fx65 8. FE3 Craf 23. Fxes Cc6 24. 8-6 Cb6 25. Tr21 Da6 26. Txag Dxe5 (19) 27. g3 5 Cc8 28. Rg2 Th8 (14) 29. Fe4 Tyes Txd2 Tcs Tc1+ Res 10. Fé2 11. De5 12.65 13. exe5 14. Ox5

15. Cxc7 (19) 66 (8) Name Les chiffres entre parenthèses reprégéants. Jusqu'au onzième coup, ce fut une répétition. Au douzième, sentent, en minutes, le temps de réflexion pour le coup joué.

EN BREF

 Luçon : le meurtrier du gendarme e'est rendu. - Patrice Picandet, vingt-cinq ans, qui s'était évadé, pendent la nuit du 17 au 18. acût, de la prison de Saint-Martin-de-Ré (Charente-Martime) et qui s'était barricadé, vendredi 12 septembre, vers 10 h 15, dans une maison d'accueil pour personnes sans domicile fixe à Luçon (Vendée), sans comicie toe a Lucor (Vendée), après avoir tué un gendarme, Pierre Barrois, quarante-neuf ans (le Monde du 13 septembre), s'est rendu aux forces de l'ordre vers 12 h 30,

• Grandes menosuvree mili-teires franco-allemandes. — La première division blindée du corps d'armée français installée outre Rhin, participera, avec ses 9 000 hommes et ses 600 blindes, à un important exercice qui aura lieu, du 17 au 26 septembre, dens la région de Wurzburg, en Allemagne fédérale, aux côtés du troisieme corps d'armée du ses allemagnes fédérale, aux côtés du troisieme corps d'armée du ses allemagnes fédérale, aux côtés du troisieme corps d'armée du troisieme de la corps de la ouest-allemend. Les forces allemandes engageront des forces de l'ordre de 50 000 hommes et 3 500 blindés, Participeront aussi i l'exercice, qui a reçu le nom de « Frankischer Schild » (ou « bouciler franconien »), une brigade d'infamerie mécanisée et une brigade d'artille-rie américaines, ainsi qu'une centaine d'avions d'appui appartenant à plusieurs pays membres de l'OTAN.





77.0

 $x_{1,\ldots,n}^{T_{n-1}} x_{n-1}$

mdamental_k ection MR 845C ES 15

* . * .

in the second

के अपन

بمبعود

·斯·斯·克·西斯·克斯·克·克·斯·斯·克·

The same



contre mauvaise fortune...

EPORTÉE à plusieurs reprises, la première visite R officielle d'un chef d'Etat français en Indonésie aura lieu du 16 au 19 septembre. « Géant endormi » à la frange méridionale de l'Asie, l'archipel indonésien a peu fait parler de lui ces dernières années. Après les troubles sanglants qui avaient marqué, en 1965-1966, la fin du régime de Sukamo, l'Indonésie s'est un peu repliée sur elle-même sous l'égide de M. Suharto et d'un gouvernement de militaires et de technocrates.

DEMISE en ordre politique, développement de l'agriculture et exploitation des ressources du sous-sol demeurent, encore aujourd'hui, les grandes lignes de force d'un régime qui semble garder son ressort en dépit des sérieuses difficultés financières auxquelles il est confronté depuis la chute brutale des prix du pétrole. Ce

pouvoir anticommuniste et conservateur, qui a déjà vingt ans, fait ègalement face à une montée, difficile à jauger, de l'intégrisme musulman au sein d'une population de quelque cent soixante-cinq millions d'habitants, dont les neul dixièmes au moins sont convertis à l'islam.

DARMI les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui regroupe, outre l'Indonésie, Brunei, la Malaisie, les Philippines, la Thailande et Singapour, l'Indonésie est le seul à entretenir des relations économiques suivies avec la France. Successeur de Sukarno, le président Suharto a amorcé, depuis deux ans, une très prudente relance de la diplomatie de son pays, renouant notamment des relations commerciales avec la Chine et l'Union soviétique. En novembre 1985, il s'était entretenu avec M. François Mitterrand à Rome, à l'occasion de la conférence de la FAO.

L'Ordre nouveau n'est plus tout jeune

JAKARTA - M. François Mitterrand anna été pré-cédé de trois semaines, dans la capitale indonésienne, par M== Cory Aquino, qui effectuait ainsi son premier voyage à l'étran-ger depuis son accession à la présideoce des Philippines. Cette visite, on l'imagine volontiers, n'a manqué ni d'intérêt ni de piment tant les deux archipels semblent évoluer, en dépit de leur voisinage, dans deux univers radicale-ment différents. Et elle en a dit long sur les hôtes du jour.

Qu'on y songe, les Philipppins, après vingt années sous la férule d'un couple devenu mégalomane, qui a mené son pays ao bord de la banqueroute et l'a plongé dans la guerre civile, sont de bons catholiques qui comptent sur «leur» Cory, populaire et libérale, pour asseoir certaines libertés et négocier un compromis viable avec une insurrection communiste bien organisée. Un pouvoir, donc, en gestation, transparent, avec ses querelles de clans, son absence provisoire de Parlement et de Constitution, et, pour toile de fond, quelques bruits de bottes, des slogans et des bilans d'opéra-

Là-bas, tout est carré, remuant, en devenir. Ici, tout semble rond, en demi-teinte, réglé pour un bon bout de temps. Dans cette Indonésie qui compte quelque cent cin-quante millions de musulmans, une tentative de prise de pouvoir appuyée par les communistes, voilà vingt ans, précipita la fin de l'ère sukarnienne et fit sans doute nn demi-million de victimes. Depuis, sous la houlette du président Suharto non seulement le communisme est hors la loi, mais la vie pubbque est strictement réglementée. Dotée, par la lol, d'une double fonction politique et militaire, l'armée demeure le principal levier d'un régime apparemment monolithique, qui peut se targuer, en imposant ses règles du jeu, d'avoir amorcé le développement de l'archipel tout en tirant notamment, pendant longtemps, de vastes profits de ses richesses pétrolières. Rien, ou presque, ne transpire publiquement.

Prudences et précautions

M= Aquino y a donc été reçue avec une courtoisie toute javanaise. On a, tout naturellement, parié coopération bilatérale et évoqué l'idée, sinon le réve, d'un marché commun » d'Asie du Sud-Est. « A ta lueur de vingt ans d'expérience », seloo un porte-parole indonésien, le président Suharto lui aurait consoillé de se débarrasser très vite des insurgés communistes, « faute de quoi ces derniers deviendraient trop forts . Mª Aquino hi aurait répondu, prudemment, que de façon générale, elle préférait une approche plux conciliante » à ce genre de problème. Et on en est resté là.

S'il y a eu, en Indonésie, un effet Aquino», il n'a pas eu l'occasion de percer. La hausse très sensible des ventes de journaux, annnnçant la conte de Marcos, a souligné un net intérêt du public. L'« Ordre nouveau » le label officiel du régime, le règne de Sukarno (1945-1965) étant qualifié d'« Ordre ancien » - a sans doute vieilli. Il affiche cependant une grande sérénité en dépit des difficultés financières actuelles – toujours la ebute du prix du pétrole, – de la montée du chômage et de l'apparition, dans certaines mosquées, d'un intégrisme religieux.

Comme ultime recours, l'Etat est doté d'une idéologie enseignée dans les écoles et rabâchée à chaque occasion, le Pancasila, un énoncé de cinq principes qui sont la croyance en un seul dieu, la démocratie, la justice sociale, l'unité nationale et l'humanitarisme. Depuis février 1985, les trois formations politiques autorisées - le Golkar (pro-gouver-nemental), le PDI (Parti démocratique indonésien) et le PPP

Comme par le passé, la campa-gne pour le renouvellement, prévu en avril prochain, de l'Assemblée législative sera contrôlée de près. Afin d'éviter des dérapages, la commission électorale vient de rappeler que les discours des candidats seront soumis non à la censure mais à un « contrôle », de même que leurs programmes, afin de s'assurer qu'ils sont en concordance avec le Pancasila.

Le système politique demeure bien ficelé. La prochaine Cham-bre basse comptera cinq cents membres, dont quatre cents seront élus, les cent derniers étant les représentants des furces armées. Le Golkar, qui avait rem-porté 246 sièges sur les 364

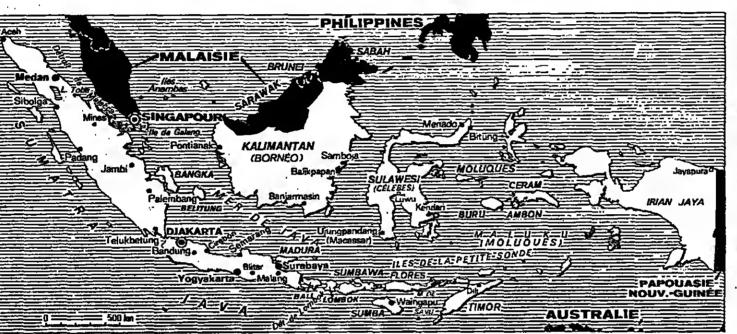
compte en obtenir 280 cette fhisci, ce qui permettrait au pouvoir de contrôler plus des deux tiers des sièges de la Chambre basse. Le Golkar. - groupe fonction-nel -, s'appuie sur la function publique, ce qui lui donne un poids considérable, surtout dans les campagnes. Mais ses deux concurrents, le PDI et le PPP, oot déjà émis le vœu, tout comme lui, que le président Suharto brigue, en 1988, un cinquième mandat présidentiel. En Indonésie, le chef de l'Etat est élu, tous les einq ans, par un Congrès firmé par l'Assemblée nationale et un Sénat dont les membres sont nommés

dictature ou de la » présidence à vie » d'un homme qui dépasserait les limites de ses pouvoirs constitutionnels, a estimé, fin août, M. Amirmachmud, président à la fois du Congrès et de l'Assemblée législative. « Nous n'aurons pas à nous inquiérer de ce genre de choses tant que nous nous en tiendrons fermement aux principes de l'Ordre nouveau et que nous appliquerons, avec consistance, le Pancasila et la Constitution de 1945 », devait-il ajouter. L'article 7 de la Constitution prévoit, seulement, l'élection pour cinq ans d'un président, et il appartient au Congrès de se prononcer sur toute éventuelle réélection.

Il ne semble toujours pas question, parallèlement, que l'armée se replie sur ses casemes, même plus de deux décennies après avoir réprimé un complot procommuniste et assumé le pouvoir. Le géoéral Murdani, commandant en chef des forces armées, qui passe pour le numéro deux du régime mais qui semble barré d'une éventuelle succession parce qu'il est de confession catholique, a annoncé, le 27 août, qu'une nouvelle génération d'afficiers pren-drait la relève eo 1987. Il l'a fait devant un parterre de généraux réunis pour discuter d'un thème sans ambiguité : - Les forces armées et le peuple, main dans la main, protègent le développement national et contribuent au succès des élections générates en 1987. » Les membres des forces armées, a déclaré, de son côté, M. Poniman, ministre de la défense et de la sécurité, doivent d'abord être de bons combattants afin de devenir, plus tard, des - hommes d'Etat et des - penseurs -.

A l'image de ses soldats, le régime n'entend donc guère changer, parce qu'il n'en seot pas le besoin. Il est vrai que, en dépit de quelques accès de fièvre, vingt années de stabilité sont un acquis considérable. Le président Suharto, lui-même un ancien général, a calmé le jen sur un archipel qui peut être sujet à de fortes passions, ainsi qu'on l'a vu lors du turbulent règoe de Sukarno, Certains trouvent à cet homme – ferme, sonriant et d'origine modeste - des allures de sultan. Agé aujourd'bui de soixaotecinq ans, il a prouvé son habileté politique, sacbant préserver ses atouts tout on privant ses adversaires des leurs.

JEAN-CLAUDE POMONTI. (Lire la suite page 12.)



trine afficielle. Le PPP, qui se réclamait de l'islam, a obtempéré, les mollahs s'en retirant. De manière générale, les textes

magistrat a interdit, tout à fait légalement, la poblication, sous forme de livre, de la plaidoirie prononcée devant un tribunal de Djakarta, huit mois plus tôt, par M. Dharsono, à la veille de sa condamnation à dix ans de prison pour subversion. Le procès de ce général en retraite, hatibuellement présenté comme un oppo-sant modéré au régime, avait poutant été public. Plus récemment, s'exprimant devant une quarantaine de journalistes locaux à l'occasion d'un sémioaire, le ministre de l'information, M. Harmoko, a rappelé que la presse ne devait être ni un groupe d'opposition ni le . contrôleur » du gouvernement, mais qu'elle devait avoir - une haute conscience morale de l'ideologie de l'Etat, le Pancasila ».

Les dirigeants do régime ont une réputation bien établie de · gestionnaires prudents ». Ce qui vaut pour l'économie est également vrai dans le domaine poli-tique. Même quand il est difficile de saisir les dessous de la politique à Java - société dominante et dont le goût pour le mystère est devenu un cliché, - les exemples de précaotions prises par le pouvoir abondent.

(Parti unifié pour le développement) - out di en faire leur doc-

T

production agricole, le plus grand importateur de riz du monde est

parvenu en 1980 à l'autosuffi-

sance, puis même à dégager un

léger excédent à l'exportation. Un

exploit peu commun au moment où l'on commençait à « redécou-

vrir > l'importance do secteur pri-

maire dans le développement des

pays du tiers-monde et dont la res-

ponsabilité incombe à des écono-

mistes, dont M. Ali Whardana.

ministre chargé de la coordination

des affaires économiques, finan-

cières et industrielles, est deveou

le véritable « gourou ».

d que. Celui de la chute des sien. Le reveou par habitant, même s'il s'est amélinré depuis les cours du pétrole pourrait pourtant être l'un des plus dangereux que dernières estimations internatiole président Suharto ait à relever nales de 1983, 560 dollars, reste en un peu plus de vingt ans de pouvoir. Le temps est bien révolu très faible. Et l'évalution de cet archipel surpeuplé de 165 miloù la manne pétrolière do débot lions d'habitants reste profondédes années 60 assurait une expanment déséquilibré : sur l'île de sion annuelle de près de 8 % do Java, 7 % du territoire, viveot ou produit national brut, permettant au chef de l'Etat de conforter son tentent de survivre plus de 60 % de la population. Les principales régions du pays oot bean avoir pouvoir auprès de la closse moyenne. Une période d'or, dont toutes profité du boom économil'équipe de techniciens dont que des années 70, les décalages M. Suharto a su s'entourer, avait predemment et intelligemment se sont même aggravés, Java, toujours elle, assurant près de la moitiré parti pour parvenir à un résultié de la riebesse nationale. tat spectaculaire : grâce à une croissance annuelle de 4 % de la

Le coût de la chute des prix pétroliers

Face à cette situation, la nécessité d'une diversification de l'économic poor assurer un essor plus harmmieux et dépendant moins du seul secteur énergétique s'était vite imposée aux esprits. La brutalité du retournement de tendance sur le marché du pétrole a pris de cours les experts. La chute des recettes pétrobères en 1982 et, surtout, depuis la fin de 1985, a tranformé en impossible équa-

toires, le mainties du posvoir d'acbat et l'ajustement des ficacees publiques, internes commencé par faire place à l'austérité. Pour la première fois depuis dix-sept ans, le budget 1986-1987 prévoyait une baisse de 7 % des dépenses publiques. La ebute persistante du prix du baril a vite prouvé les limites de cet assaut de rigueur. Fondé sur un pétrole à 25 dollars le baril, ce projet de loi de finances est apparu irréaliste à ses propres

Feu la croissance...

Pour un pays dont 71 % des ressources en devises et 60 % des recettes budgétaires sont assurées par le pétrole et le gaz naturel llquéfié, la oote, évaluée à 300 millions de dollars de pertes annuelles pour chaque baisse de 1 dollar le baril, s'aononee d'autant plus redoutable qu'elle se conjugue à la dépréciatinn du billet vert : au total, 85 % des exportations, mais 18 % seulement des importations, sont libellées en devise américaine. Le surcoût pour les achats de produits européens nu japonais, qui représen-tent près de la moitié des importations totales indonésiennes, est

estimé à quelque 700 millions de

'INDONÉSIE n'en est pas à Ce succès doit être ramené aux tion les eboix entre des options dollars pour l'année budgétaire en

Entrée en période de vaches maigres l'an dernier avec une croissance du produit national brut reduite à 1,9 %, un rythme iosuffisant pnur maintenir le revenu par habitant, l'Indanésie est aujourd'húi eo récession. La Banque mondiale escomptait au printemps dernier uoe maigre hausse de 1 % du PNB pour 1986. Désormais, les économistes, dont certains proches des milieux gouvernementaux, n'excluent pas une ebute allant jusqu'à 3 %. En tout état de cause, il s'agirait du plus mauvais résultat en vingt ans et 1987, année électorale, se présecte sous de sombres auspices.

Opter pour uo ajustement rapide à une épargne iotérieure anémiée et des recettes extérieures en forte baisse paraît exclu. Les risques sociaux et, par là même politiques, sembleot trop grands : le marché du travail devrait dans l'idéal pouvoir absorber 1,5 millioo de nouveaux venus chaque année. Des restrictions moins draconiennes mais prolongées dans le temps seront-elles plus supportables?

FRANÇOISE CROUIGNEAU. (Lire la suite page 12.)

Tout un monde d'opportunités en Indonésie.

Voir page 3 du supplément



Les relations avec Paris

Le poids de la crise

ILEGON (Java-Ouest). Dans quelques mois, sans doute au printemps prochain, les Français livreront à l'Indonésie l'un des plus importants et plus modernes laminoirs à froid construit ici, à deux heures de route de Djakarta, dans des conditions souvent difficiles et des temps records. Cilegon (le Monde du 25 mars) est l'une des vitrines de la technologie fran-çaise dans le tiers-monde. C'est ègalement un bon exemple des grands projets réalisés par la France ces dernières années en Indonésie et qui vont de l'aménagement de l'aéroport de Djakarta en passant par le barrage de

Saguling, l'usine d'engrais de Gresik, une unité de méthanol ou encore une papeterie (le Monde du 14 novembre 1985).

mille ressortissants français y résident aetuellement, dont une bonne moitié à Djarkata. De leur côté, six cents boursiers indoné-

Dans cette Asie du Sud-Est, où la France est bien peu représentée depuis son éviction d'Indochine, l'Indonésie offre un cas un peu à part. Si une visite de M. Mitterrand à Cilegon ne figure pas an programme, le chef de l'Etat français doit se rendre à Bali inaugurer un nouveau « Club-Med » de quatre cent treute chambres, ouvert à la clientèle le 12 décembre. Les investissements français en Indonésie demeurent saus doute faibles, mais plus de trois

mille ressortissants français y résident actuellement, dont une bonne moitié à Djarkata. De leur côté, six cents boursiers indonésiens poursuivent actuellement des études en France. Ils seront on millier au plus tard en 1988, dont 95 % de scientifiques ou techniques, contre 60 % cette annèc.

Il y a denx on trois ans, lorsque Djakarta a passé une série de grandes commandes (livraison de neuf Airbus en 1982-1983 et de vingt-quatre hélicoptères Super-Puma, ainsi que de trois Transall en 1983-1984), le déséquilibre commercial entre Paris et Djakarta était devenu d'autant plus

impressionnant que la France a mis fin, en 1982, à ses importations de pétrole indonésien. Mais ce déséquilibre s'est nettement réduit depuis, le taux de couverture français étant retombé à 140 % environ. De toute façon, si la France a encore été le sixième fournisseur de l'Indonésie en 1985, elle n'en a été, la même année, que le dix-huitième client, ce qui souligne la modestie relative des échanges commerciaux entre les deux pays.

عكذا من الاجل

Le « décret nº 8 »

Pour l'heure, le « contentieux » franco-indonésieu ne semble comporter que deux têtes de chapitre : le « décret n° 8 » et l'échec de la vente de Mirage-2000.

Le « décret nº 8 » - en fait, une instruction présidentielle en date du 10 octobre 1985 - impose la soumission à un appel d'offres international des projets financés sur crédits mixtes, sauf en cas de crédits d'aide particulièrement avantageux pour le pays récipiendaire (vingt-cinq ans de durée, sept ans de grâce et 3,5 % de taux d'intérêt, soit un élément-don de 48 %). Pour les Français en particulier, cette mesure indonésienne est catastrophique, car leurs projets sur crédits mixtes échappent, effectivement, à la concurrence internationale. Certains autres pays donateurs se sont d'ailleurs frottés les mains. Paris souhaite que Djarkarta, faute de revenir sur sa décision, accepte des modalités assez souples d'application de dispositions qui reviennent, grosso modo, à augmenter de 15 % la charge du Trésor français sur tout projet qui bénéficiait, auparavant, de crédits mixtes. Une négociation délicate et dont on ne prévoyait pas l'aboutissement avant la visite de M. Mitter-

Les Français ont été, d'un autre côté, « décus » d'apprendre, fin août, que les Indonésiens s'étaient engagés à acheter une escadrille de F-16, de préférence aox Mirage-2000. Le 18 juin, le général Murdani, commandant en chef des forces armées indonésiennes, avait déclaré que son pays allait acheter huit avions de combat F-16 aux Etats-Unis et en prendre quatre aotres en option. Deux Mirage-2000 français, accompagnés d'uo KC-135 de ravitaillement, étaient alors en route pour participer ao Salon aéronaotique qui allait s'ouvrir le 23 juin à Djarkarta. Apparem-ment, la démonstration qu'ils devaient y faire o'avait plus lieu d'être, les Indonésiens ayant fait leur choix et même annoncé la signature d'un engagement avec

Washington à l'occasion do Salon. Les deux appareils français n'ont pourtant pas, à l'époque, rebroussé chemin. La signature, avec Washington, a été reportée à la dernière minute, et le président Suharto s'est fait photographier non dans le cockpit d'un F-16. mais aux commandes d'on Mirage-2000. Que s'est-il passé? L'une des hypothèses seraient qu'à la demande de M. Habibie, ministre indonésien de la recherche et de la technologie, aucune décision n'ait été annoncée trop tôt, de façon à lui permettre de négocier, avec la partie américaine, de plus substantielles « compensations industrielles » en faveur de PTNI, société aérospatiale à Bandung, dont la visite figure d'ailleurs au programme du chef de l'Etat français, le 17 sep-

Sachant que Singapour a encore des problèmes dans la négociation de l'achat de F-16 aux Etats-Unis, la société Dassault-Breguet, qui produit le Mirage-2000, en a apparemment conclu.

en juin, que les options des Indonésiens demeuraient ouvertes. La signature de l'engagement avec Washington est, cependant, intervenue avant le 31 août, soit dans les délais donnés par le Congrès américain, qui avait autorisé, dès l'hiver dernier, la vente de F-16 (et d'un équipement classique seulement) à l'Indonésie. Pour la France, il s'agit de la perte d'un contrat de quelque 338 millions de dollars, sans parler de la pénétration d'une région où les Américains sont particulièrement bien implantés.

Des projets reportés

Ces deux affaires ne doivent as faire oublier que les relations pas faire outlier que les remunis bilatérales entre Paris et Djakarta vont souffrir, avant tout, dans les deux ou trois années qui viennent, des difficultés financières de l'Indonésie. L'époque des grands projets est révolue. Djakarta n'a pratiquement plus de budget de développement. Le président Suharto semble tenir à la réalisation de la deuxième phase de l'aéroport de Djakarta. Mais la denxième phase de construction de Puspitek, vaste centre d'essai de produits industriels, semble mise en veilleuse.

La France est étroitement liée à ces projets. Il en est de même en ce qui concerne une partie de la réalisation du « métro » du Grand Djarkarta, la participation française étant liée, cette fois-ci, soit à la somplesse d'application du décret numéro 8, soit à un effort supplémentaire du Trésor français. Seuls les Japonais, dit-on à Djarkarta, ont les reins assez solides — et des intérêts trop importants — pour faire face au creux de la vague du développement de l'Indonésie.



années 70, il y découvre du pétrole et du gaz.

promettent d'importants développements.

TOTAL aide à la formation des cadres et

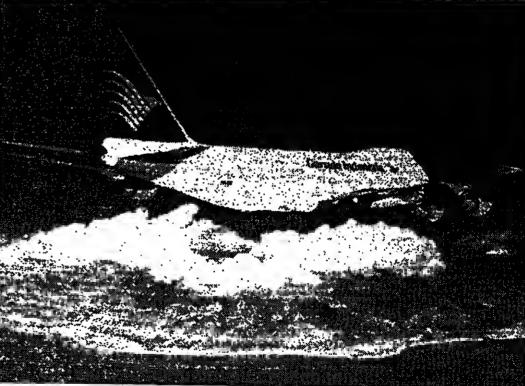
techniciens et transmet

son savoir-faire.

En Indonésie, comme dans de nombreux pays,

Plus récemment, du gaz encore dont les réserves

L'ILE DE BALI JOYAU DE L'INDONESIE



L'archipel indonésien abrite le plus de territoires, d'éthnies, de traditions et merveilles de la nature les plus extraordinaires dans leur cadre exotique.

Bali, l'île d'émeraude est le joyau de l'Indonésie où l'homme et la nature vivent en harmonie depuis toujours, où chacun est un artiste, où l'art est en chaque chose.

Venez découvrir l'élégance et le charme balinais en voyageant à bord des Boeing 747 de notre compagnie de standing international:



State of the State State of the state

the state of the state of

The second secon

Spart of the state of the state

40 M. ...

100 to 10

00 2 mg 1

Jan 3 5 ... 5

12577 Tree .

Series and the series of the s

Sumatra revisitée

L'éveil de « Java la petite »

PÉTARADES de cyclo-pousse à moteur, verdure moteur, verdure, béton, goût pour le clinquant. Quinze ans après, Medan, à la géographie près, semble méconnaissable au premier coup d'œil. Autrefois une vieille auberge aux boiseries finement ciselées et aux terrasses confortables, le Dharma Bhakti, rebaptisé Dharma Delhi, est aujourd'hui un grand hôtel de luxe - près de deux cents chambres et une galerie marchande - avec tour de béton, fénêtres montées sur aluminium, murs tapissés de contreplaqué et néons. Deux vastes centres commerciaux, climatisés et dotés d'escalators, témoignent de l'enrichissement d'une partie au moins de la population. Les populaires bouqui-nistes de la place Merdeka ne sont plus là. L'aire qu'ils occupaient a été tranformée en parking.

Le cœur de Medan - capitale du nord de Sumatra - n'y a pas que perdu. Chaussées et trottoirs ont été refaits. Pelouses et rues commerçantes sont nettes. De vieux bâtiments de style hollandais ont été préservés et même mis en valeur. L'aéroport, tont proche, a été refait. Les transports publies ont été dotés de petites camionnettes de fabrication japonaise dont les deux banquettes transversales accueillent jusqu'à donze passagers. L'ordre règne, comme si cette ville de près de deux millions d'habitants avait trouvé un équilibre entre le centre administratif et résidentiel et une périphérie faite de bourgs et de quartiers



Un certain ordre, cependant, car des barrières, discrètes mais efficaces, ont fait leur apparitioo. Des gardes de sécurité filtreot à l'eotrée des hôtels et des centres commerciaux. Les parkings sont souvent payants. Les Betjaks - traditionnels cyclo-pousse, sans moteur ceux-là, donc moins chers sont interdits de jour dans le centre. Pour punir ceux qui transgressent cette règle, les agents de police leurs dégonflent les pneus, fante de pouvoir leur faire payer une amende. Même les aires de jeux sont protégées par des droits d'entrée, très faibles mais qui en détourneot vagabonds et couchedehors. Les arcades du centre-ville ne sont plus des dortoirs, comme antre-

Cela dit, les retombées d'une douzame d'années de boom économique -



Le pays des Bataks.

avant la récession actuelle - sont sensibles un peu partout. La route de Belawan - un port très actif, sur le détroit, à 30 kilomètres de Medan est pratiquement entièrement cernée d'habitations et il y est rare d'y cotrevoir une rizière. A 21 h 30, dans les ruelles de ce bourg un peu nauséabond, les familles regardeot le journal télévisé avant le film du soir. On ne rencontre pratiquement plus d'enfants pieds nus et, le plus souvent, circurs de souliers et marchands de journaux à la criée sont des écoliers qui apportent ainsi, après la fin des cours, leur faible contribution à un budget familial il est vrai bien maigre.

de-Malaisie (Sarawak et Sabah), le sultanat de Brunei et le Kalimantan indonésien, Sumatra est la plus importante des îles de la Soode. Avec 34 millions d'habitants, elle est presque trois fois moins peuplée que Java. Elle est pourtant presque quatre fois

Après Bornéo, qui abrite des Etats

plus étendue. Eo outre, elle offre un întérêt stratégique indéniable — le contrôle du détroit de Malacca — et a contribué à l'expansion récente de l'lodonésie.

Sumatra semble, cependant, demeurer un peu bors eircuit malgré l'intérêt que lui porteot les planteurs, certains touristes et, plus récemment, les pétroliers.

On peut se faire une idée de l'économie de plantations, introduite par les Hollandais, sur la route qui remonte de Medan à Parapat, sur le lae Toba, le pays des Bataks, une ethnie qui fut évangélisée, ce qui lui permit d'accéder tôt à l'instruction et de jouer un rôle important parmi l'élite, notammeot après l'accession de l'Indonésie à l'indépendance en 1945.

Sur la route de Siantar, les plantations se succèdent sans fin. Au départ, pour les exploiter, les colons hollandais avaient fait appel, par un système de contrats, à une main-d'œuvre chicoise et indienne, ce qui explique l'impor-

tance de ces deux communautés dans la régioo. A partir de 1875, ils inaugurèreot le recrutement à Java, un courant qui s'est accentué ces dernières années - dans d'autres conditions et pour d'autres raisons - à l'initiative de Diakarta.

Le monde pétrolier s'intéresse aux réserves de l'île, les plus importantes de l'Indonésie. Quant aux touristes, après avoir transité à Medan, ils prennent, le plus souvent, la route du lac Toba, site naturel à la fois grandiose et inquiétant, avant de redescendre, sur la côte occidentale, sur Sibolga et atteindre par bateau, l'île de Nias. Le tourisme et les affaires vont de pair : trois ou quatre vols aériens, dont deux par Airbus, relient aujourd'hui Medan à Diakarta.

Sumatra, l'a île du futur », disent voloctiers les Indocésiecs. Parce qu'elle o'est pas surpeuplée et que d'autres ricbesses - charbon, terres vierges, bois... - pourraient en faire,

un jour, uo pôle régional de développe ment. Egalement parce qu'elle pourrait peut-être tirer profit d'une diversité qui en fait, pour l'instant, une terre de saisissants cootrastes.

A la pointe septeotrionale de cette île, longue de 1 700 km, Banda-Aceh fait figure de ville paisible et uo peu à l'écart du changement. Mais les Acchnais, dont le sultanat fut longtemps puissant, ont une réputation bien établie de guerriers. Ils se battirent contre les Portugais au dix-septième siècle et contre les Hollandais au siè-cle dernier. Si, en 1958, à l'époque de Sukarno, un « gouvernement révolutionnaire » fut proclamé à Padang, dans l'ouest de Sumatra, e'est à Acch qu'un mouvement sécessionniste se manifesta dix-huit ans plus tard, sous M. Snharto. Aceh passe pour un fief de l'intégrisme musulman et de l'opposition au régime actuel.

Un bel exemple de cosmopolitisme

Belawan offre, de son côté, un bel exemple de cosmopolitisme. Pour les Chinois, la répression de 1965-1966 n'est peut-être plus qu'un douloureux souvenir et ils y ont repris leurs commerces, comme partout ailleurs. Les Indiens sont également assez com-breux. Mais oo y trouve également des Bataks, protestants, catholiques et musulmans, et, bien cotendu, des gens de souebe malaise. Tout ce petit monde semble cohabiter sans trop de mal en temps oormal. La région de Medan correspond à l'ancien sultanat de Deli qui devint dépendant de celui d'Aceh à l'issue d'une guerre qui, selon la légende, fut particulièrement saoglante.

L'indépendance de l'Iodonésie, la montée du nationalisme et sa consolidation, n'ont sûrement pas effacé tous ees partieularismes. Même peodant la décennie du développement, les années 70, des turbulences ont eu lieu, rappelant que les problèmes étaient tous loin d'être réglés. A l'heure de la récession, mieux vaut donc éviter de prendre le calme pour argent comptant. Marco Polo, qui fut le premier Européen à se rendre à Sumatra, - une île qu'il connaissait mieux que Java, - y découvrit huit petits royaumes. Il l'appela « Java la petite ». Mais la « petite » île commence à s'éveiller et ses richesses sont telles qu'il faudra bien uo jour eo tenir davantage compte.

La Banque Indosuez en Indonésie.

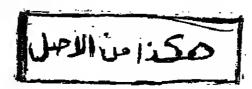
La Banque Indosuez est présente en Indonésie depuis 17 ans. Outre les services de son bureau de représentation à Jakarta, elle offre à ses clients, l'appui d'une société de leasing, Bapindo Loka Sentra Leasing, filiale créée en association avec la Banque Indonésienne de Développement.

Ce bureau et cette filiale s'intègrent dans un réseau international qui couvre aujourd'hui 65 pays, dont 22 pays d'Asie-Australasie. Du Japon au Pakistan en passant par la Nouvelle-Zélande et l'Australie, la Banque Indosuez vous ouvre tout un monde d'opportunités.



Paris: Siège Social, 96 boulevard Haussmann 75008 Paris. Jakarta: Wisma Bumiputera - Jalan Jendral Sudirman Kav. 75 - Jakarta 12910 - Tél.: 578.2949 - Télex 44950 INDOSU 1A - Représentant: Eric Louis

BANQUE INDOSUEZ.TOUT UN MONDE D'OPPORTUNITÉS



L'INDONÉSIE



La montée

La lutte

ANS la plupart des villes tions - du Rntary Club aux et des villages d'Indonésie, le jour commence et s'achève par le chant du muezzin, répété en écho par la télévision d'État: « Allah est grand. » Mais, à la différence des pays du Proche-Orient, les mosquées ne sont pas bondées, à part le vendredi; les femmes ne sont pas voilées et la pinpart d'entre elles sont vêtues à l'occidentale. Plus d'un musulman boit de l'aicool (ancune loi ne l'interdit) et certains, qui se disent de religion islamique, ne rechignent pas, de temps à autre, devant une tranche de ba-

Beaucnup d'étrangers l'nnt noté: l'islam en Indonésie, e'est l'islam des Tropiques, des palmes ondoyantes, pas celui des déserts de sable. Il s'y mêle, en nutre, sauf dans les écoles puristes, le traditionnel respect des pratiques spirituelles des ancêtres. Les rela-tions entre l'islam et l'Etat ne sont cependant pas plus simples aujourd'hui que par le passé. L'In-donésie, dont 90 % des 165 millions d'habitants sont musulmans ou du moins qualifiés de tels, est, en théorie, l'un des plus grands pays musulmans du monde, Mais les deux présidents qu'elle a connus depuis 1945 unt résisté à des pressions et à des rébellions armées dont l'objectif était la proclamation d'un Etat islamique.

La doctrine officielle de l'Etat, le Pancasila, est un ensemble de préceptes : justice sociale, croyance en un seul Dieu, huma-nité, unité, débat.

Sous le manteau

Croyance en un seal Dieu, cela reut dire que l'Etat n'est pas séculier, mais pas islamique nou plus; c'est une manière de prendre en compte les communautés ehrétienne, hindoue, bouddhiste, plus réduites mais significatives, qui peupleut des îles comme Timor, Bali, Irian, Jaya, Flores, ainsi qu'une partie de Sumatra, du pord de Sulawesi et des villes assez importantes.

Le gouvernement défend fermement l'idée que le Pancasila a épargné à l'Indonésie les luttes ethniques et religieuses qui ont déchiré le Sri-Lanka et l'Inde. En 1985, il a fait passer des textes imposant à toutes les organisa-

groupes religieux ou politiques de reconnaître le Pancasila comme principe fondamental. Ces textes out mis longtemps à être adoptés et ont laissé dans leur sillage, comme e'était prévisible, nne certaine amertume.

C'était l'époque où le bruit du rennuveau islamique dans le monde, et surtout en Iran, parvenait aux oreilles des musulmans indonésiens (qui ne furent d'ailleurs pas les seuls à s'émouvoir : les chefs religieux chrétiens, hin-daus et bouddhistes se joignirent aux musulmans pour émettre de sérieuses réserves sur ces textes). Ce bruit était particulièrement sé-duisant pour les groupes de jeunes les plus dogmatiques, aux prises avec les changements qu'entraîneut une modernisation rapide, le développement technique et le recul des valeurs traditionnelles.

Certains établirent un parallèle entre l'Iran et l'Indonésie, dénoncant la corruption et ce qu'ils qualifiaient d'effondrement des valeurs morales. C'était l'époque nu un penseur musulman comme Abdurachman Walid ponvait affirmer que Khomeiny était l'humme le plus populaire d'Indonésie après le président, et où l'un pouvait voir partout le portrait de

C'est aussi à cette époque que la police fit savoir secrètement qu'une littérature moyen-orientale (on découvrit plus tard qu'elle était iranienne) circulait parmi des groupes de jeunes dans le centre de Java, et que certains membres de ces groupes projetaient le renversement du gouvernement et la proclamation d'un Etat islami-

Les obsèques d'un important chef musulman dans la ville de Bandoung, à l'ouest de Java, drainèrent des milliers de fidèles. En 1983, pour la première fois en vingt années de présidence Suharto, un musulman radical, Imran Zein, âgé de 32 ans, fut passé par les armes, cela malgré les doutes qui subsistaient sur son implication dans une prise d'otage et l'attaque d'un poste de police.

Les tronbles les plus inquiétants et les plus tragiques survin-rent en septembre 1984, alors que le débat religieux, social et politique autour du Pancasila était le



BANK DAGANG NEGARA

(STATE COMMERCIAL BANK)

HEAD OFFICE: Jl. M.H. Thamrin No. 5, Jakarta. Phone: 321707 (18 lines)

Cable Address: STACOPUS - P.O. Bax: 338 JKT

Telex: 44149 8DNKP - 44148 8DNLN JKT. 46444 8DNLN JKT.

CIC-Union Européenne, International et Cie,

le Groupe CIC* apporte à ses clients le soutien dynamique de 12 succursales et filiales, aux États-Unis, en Europe et en Asie, d'une merchant bank à Londres, d'une société spécialisée dans le rapprochement d'entreprises aux États-Unis et de 32 bureaux de représentation couvrant le monde entier.

* SA Bonnasse Frères Banquiers, Banque Régionale de l'Ain, Banque Régionale de l'Ouest, Banque Scalbert Dupont, Banque Transatlantique, Banque de l'Union Européenne, Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, Crédit Industriel et Commercial de Paris, Crédit Industriel de Narmandie, Crédit Industriel de l'Ouest, Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial. Société Lyonnaise de Banque, Société Nancéienne et Varin Bernier, Union de Banques Régionales pour le Crédit Industriel.

CIC-Union Européenne, International et Cie

Banque en forme de société en nom collectif au capital de 1025 080 000 FF - Siège social: 57 rue Saint-Roch - 75001 Paris

JAKARTA

Représentation : Sky Line Building - 12th Floor-9 Jalan M.H. Thamrin - PO Box 3619 - Tél. : (62-21) 32.03.60 - Télex : (073) 44534 NORBANK IA Conseiller : Jl. Abdul Muis n° 42 - Pusat - Tél. : (62-21) 35.32.65 - Télex : (073) 46127 ILC JKT

SINGAPOUR Succursale: City House, 11-01 - 36, Robinson Road Singapore 0106 - Tél.: (65) 225.83.66 - Télex: (087) 29070 CIC SGP Rapifax (65) 224.49.34

....

1 71711 100 1 11 1

- X

.12 . .

Cic,

de l'intégrisme islamique

pour maintenir la religion l'écart de la politique

De jeunes musulmans s'étaient rassemblés dans une mosquée d'un quartier pauvre des docks de Diakarta pour protester contre le vol de deux bicyclettes. Après quelques sermons exaltés, ils décidèrent de marcher jusqu'au poste de police du quartier et de récla-mer contre les coupables une justice sévère. La manifestation se termina dans une ruelle obscure en un affrontement sanglant avec les militaires. Selon la version de l'armée, 30 des manifestants furent tués et de nombreux autres blessés. Un prédicateur figurait parmi les morts.

Dans le silence qui mivit le choc de l'« incident de Priok », de nombreux prédicateurs dans tout le pays firent l'objet de rafles, certains furent poursuivis et condamnés, de même que des jeunes gens qui avaient distribué des tracts donnant des événements une version différente de celle des militaires.

Afin de désamorcer la tension, le gouvernement dépêcha ses offi-ciers les plus populaires dans chaque ville pour expliquer qu'il u'avait rien contre l'islam mais sculement contre les extrémistes. Cette campagne du gouvernement avait un ton tellement sin-cère que certains diplomates en vinrent même, en 1985, à donner une interprétation assez étrange de la condamnation à mort et de l'exécution de quatre vieux diri-geants communistes. Le gouver-nement, estimèrent-ils, devait démontrer à la communauté islamique que sa cible n'était pas la religion, m' même l'extrémisme religieux, mais l'extrémisme sous

toutes ses formes. Il est patent que le gouvernement n'est pas anti-islamique. Le président et le vice-président sont ux-même musulmans; des milliers de dollars sont consacrés chaque année à la construction et à la restauration de mosquées, et les les jeunes de trouver un travail.

que année une aide pour se rendre à La Mecque et les contributions d'un pays modéré comme l'Arabic Saoudite aux institutions islamiques charitables ou éducatives sont saluées publiquement.

Mais la peur de l'extrémisme, ou plus exactement la crainte que la religion ne « corrompe» peu à peu la politique, reste l'élément-clé de l'attitude du gouvernement. Les sermons prononcés dans les mosquées sont régulièrement revus, des imams sont interrogés et parfois arrêtés s'ils excèdent les limites permises. Le ministre des affaires religieuses u annoncé récemment que les partis devraient bannir toute question religieuse de la campagne pour les élections générales de 1987. Le Parti unifié pour le développe-ment (le PPP) u dû, l'année der-nière, renoncer à son symbole: la Kaaba, la «pierre noire» sacrée de La Mecque.

Pour les opposants, le pouvoir en place se sert de la lutte contre l'extrémisme islamique pour étouffer toute forme de contestation. Le gouvernement, de son côté, fait valoir avec au moins autant de force qu'il évite au pays le destin sanglant du Pendjab ou de Sri-Lanka. Certains opposants l'accusent de se servir de l'islam comme d'un épouvantail et vont même parfois jusqu'à lui repro-cher d'alimenter ainsi les peurs de l'Occident pour obtenir de lui une aide indispensable.

Si l'aide - de l'Occident ou non - est nécessaire, rétorquent les diplomates, c'est pour les mêmes raisons qui font que les craintes de troubles s'accroissent, à savoir tout simplement les prix du pétrole et la récession qui affectent le pays et compromet-

1978, n'ont plus le droit d'exercer une activité politique sur les campus, se tournent vers les mos-quées. Dans certaines universités, on peut voir des jeunes femmes voilées obtoyer des étudiants en

jeans... Pour le gouvernement de M. Suharto, la voie est incontestablement très étroite entre la stabilité politique et le risque de s'aliéner les jenues musulmans. L'Occident oublie trop souvent les influences locales et régionales. Dans la Malaisie voisine, les conservateurs islamiques ont leurs partis; les musulmans rebelles du sud des Philippines sont eu train de négocier leur autonomie. Dans toute la région, les musulmans ont été à l'avant-garde des mouve-ments contre l'influence du pouvoir économique des minorités chinoises. En Indonésie, cela a eu pour effet la conversion de quel-

écoles islamiques abondent. Des D'autres analystes insistent sur le ques Chinois à l'islam, mais, milliers de fidèles reçoivent cha- fait que les étudiants, qui, depuis comme en Malaisie, cette convercomme en Malaisie, cette conversion ne concerne qu'une petite minorité et u est pas à l'abri du reproche d'opportunisme.

L'Indonésie est membre de la Conférence islamique, reçoit l'aide de la Banque islamique et cherche des appuis parmi les pays islamiques du Mouvement des non-alignés. Mais à l'intérienr bien que le muezzin chaque matin et chaque soir crie que « Allah est grand », et bien que l'avènement d'un Etat islamique soit désormais, de par la loi, un souvenir du passé – uul n'affirmerait que l'ambition du gouvernement – venir à bout de l'extrémisme islamique - sera aisée à réaliser. Nul u'affirmerait non plus que le gouvernement parviendra à séparer la question de l'islam de celle des activités politiques non reli-

GEORGES O'NEIL



Un mollah à Java en 1855. (Gravure d'E. Hardouin.)

Une étude de la revue « Archipel »

Originalités et influence d'une foi

ANS l'une de ses récentes livraisons (1), la revue Archipel, spécialisée sur le monde insulindien, consacre quelque cinq cems pages à l'islam en Indonésie. Ce travail, présenté en deux volumes, rassemble plusieurs permi les meilleurs spécialistes francophones et anglophones de la région, sans promote les contributions d'Indonésieur. compter les contributions d'Indonésiens. Non seulement il s'agit de présenter un « islam de la périphérie » mais également de « stimuler le réflexion sur une des composantes majeures de la culture sud-est asiatique ».

Les textes sont regroupés en quatre parties. La première traite de « la place faite à l'Insu-linde dans les études islamologiques occidentales ». Pourquoi est-elle encore si réduite ? William Roff et Denys Lombard, tour à tour, remettent en cause, après l'avoir expliquée, toute une perception. Dans une deudème section, dotée d'une bibliographie, cinq notices ont pour objet de présenter l'islem dans cette région du monde. Marcel Bonneff, Jacques Nepote et Ghislaine Loyre ont brossé ces tableaux destinés à un public plus large.

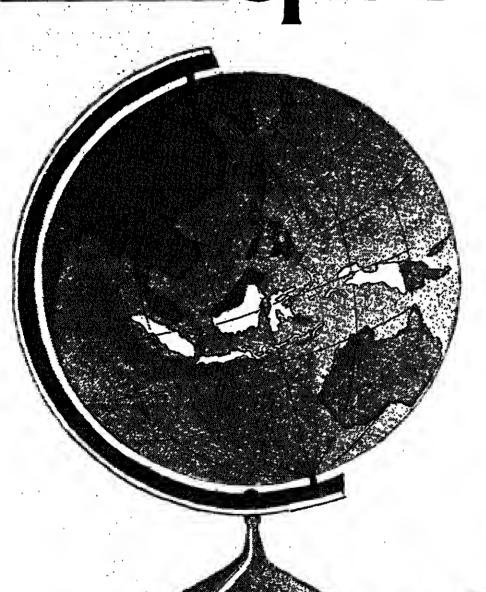
La deuxième partie traite de l'islemisation du monde insulindien, avec une série de textes consacrés à l'exemple de Célèbes sud (Christian Pelras, Henri Chembert-Loir, Hasan Ambary, et Gilbert Hemonic). Deux autres études (de Chris-tine Clément et Louis Bazin et d'Uka Candrapre clement et Louis Bazin et à Uka Candrassasmita) soutignent la permanence du substrat pré-islamique, notamment à Java. Suit une série de textes sur les mosquées, « lieux privilégiés », dont la Mosquée de pierre de Yogyakarta (Bonnett) et la grande mosquée de Banjarassia. masin, à Kalimantan (Denys Lombard).

Un tableau se dessine dans la troisième partie, qui traite de la religion et de la société.

Islam et sinité, communautés srabes, ancrages ruraux, étude d'un « village franc » è Java, écoles coraniques. Tout naturellement, la der-nière partie pose le problème de « l'islam en mouvement », de ses relations avec l'Etat. La religion se heurte, d'une certaine façon, à l'Ordra nouveau du régime Suharto dans un imbroglio expliqué par François Reillon. De leur côté, Pierre Labrousse et Ferida Soemargono présentent une ensiyse des bureaux de propagation de la foi è Surabaya. Les deux volumes forment un ensemble d'une grande richesse.

(1) Archipel, no 29 et 30. Cette revue, dont les textes sont en français ou en anglais, est publiée avec le concours du CNRS et de l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris, Cedex 06, Les deux volumes 148 F.

Spie Batignolles



Une entreprise pluridisciplinaire à vocation nationale et internationale structurée en 4 divisions :

- Division Electricité et Nucléaire
- Division Génie Civil et Bâtiment
- Division Ingénierie et-Entreprises Générales
- Division Pétrole et Canalisations

Présente depuis 30 ans en Indonésie, Spie Batignolles a participé avec sa filiale PT CITRA INDONESIA et des partenaires Indonésiens, à des projets prestigieux tels que:

- Les usines d'engrais superphosphatés de Gresik.
- La ligne de transmission 500 KV Bandung Suralaya.
- Des pipelines, des champs de collecte.
- Les tunnels du barrage de Saguling, etc ...

Elle termine actuellement le grand complexe de laminage à froid de Cilégon dans l'ouest de Java, et l'hôtel Club Méditerranée à Bali.



Citra Indonesia

Spie Batignolles

Tour Anjou, 33 Quai de Dion Bouton, 92814 Puteaux Cedex - France, Tél: (1) 47.76.43.64, Télex: Parel 620 834 F, Télécopie: poste 2188.



L'Ordre nouveau n'est plus tout jeune Feu la croissance

(Suite de la page 7.)

Parmi les aotres succès da régime figure, en premier lieu, une politique agricule qui a permis au pays de franchir le seuil de l'autosuffisance alimentaire alors qu'il était, aotrefois, le pre-mier importateur mondial de riz. En outre, dès le départ, le président Suharto s'est appuyé sur des économistes de formation américaine - la - maffia de Berkeley », dit-oo ici — qui ont sn exploiter les profits tirés du boom pétrolier de 1974 pour amorcer le développement de l'archipel.

Certes, l'infrastructure demeure légère, et il existe encore des poches de pauvreté. Vingt-trois millions d'enfants souffrent de manultritiun, estime M. Haryono Suyono, responsable du planning familial. D'un autre côté, la corruption demeure un grave problème. Si l'unité d'un Etat qui ne compte pas moins de treize mille îles et îlots s'est renfurcée, les disparités sociales demeurent considérables, la classe dirigeante s'étant enrichie, sans trop de vergogne, au fil des

Face aux « passions incontrôlables »

Mais le véritable problème de l'Indonésie d'aujourd'hui, c'est que tous les défis sembleut se préseuter en même temps. Les échéances électorales - et, sans doute, un besoin de renouvellement - coincident avec l'effondrement des recettes pétrolières. De 6,1 % en 1984, le tanx

taux inférieur à celui de l'expan-sion démographique. Même si les réserves de dollars dementent tune colossale a provoqué la solides - 10 milliards de dollars, - comment assurer une relance quand il fant procéder à de fortes coupes dans les programmes de développement, soutenir la rou-

fureur de Djakarta, le demi-frère du président indunésien prenant l'initiative, assez inhabituelle, de réfuter des informations qu'il a qualifiées de - mensongères et



Scène villageoise à Java au dix-neuvième siècle. (Lithographie hollandaise.)

pie, rembourser d'importantes dettes et s'accummuder d'un essondrement des investissements étrangers? Commeot trouver un emploi à près de deux millions de jeunes qui se présenteut aur le marché du travail chaque année ? Le système, qui tourne autour d'un homme rigide, peut-il faire preuve de la souplesse nécessaire face aux changements qui, sans doute, sont déjà en cours ?

En avril, la publication dans un d'expausion éconumique est journal australien, le Sydney tombé à 1,9 % l'an dernier, soit un Morning Herald, d'uo article

diffamatoires ». Les tooristes australiens se sout retrouvés, pen-dant vingt-quatre heures, interdits de séjour à Bali, faute d'un visa dont ils sont pourtant dispensés. Djakarta a refusé, fin avril, l'accès de son territoire aux journalistes australiens qui accompagnaient le président Reagan lors de sa visite officielle à Bali. Il y s quelques jours, les appareils de l'armée de l'air australienne ont été interdits de survol do territoire indonésien.

Cette réaction, apparemment disproportionnée, n'a fait qo'atti-

rer l'attention sur les rumeurs, qui courent depuis longtemps, sur les affaires de la famille présidentielle, notamment ses relations avec un richissime humme d'affaires d'urigine chiunise, M. Liem Sice Liong, dont le nom indonésien est Sudono Salim.

Dans un discours prononcé le 15 auût, 41º anuiversaire de l'indépendance, le présincui Suharto a clairement indique que les élections de 1987 - ne se dérnuleraient pas dans une ambiance de conflits idéologi-ques » et qu'elles ne serzient pas l'occasion d'exprimer des « passions incontrôlables liées à la religion ». En d'autres termes, les agitateurs sont priés uoe nouvelle fois, avec six mois d'avance, de ne pas se manifester, et les mollahs invités à se taire.

Pour sa part, le président du Golkar, M. Sudharmono, que certains considérent comme un successeur éventuel de M. Suharto, ne voit pas l'intérêt de modifier le système. Son parti, a-t-il récem-ment déclaré, devrait rester an pouvoir bien après l'an 2000. Il a même cité l'année 2019, ce qui laisse, effectivement, le temps de voir venir.

Les précautions prises par le régime laissent penser que, tant que l'Etat n'aura pas surmonté la crise financière actuelle, le pouvoir demeurera sur ses gardes. Il en faudrait sans doute davantage, cependant, pour s'interroger sur son avenir immédiat. Rien, en tout cas, ne laisse supposer pour l'iostaot qu'one opposition sérieuse est en train de s'organi-

JEAN-CLAUDE POMONTL

(Suite de la page 7.)

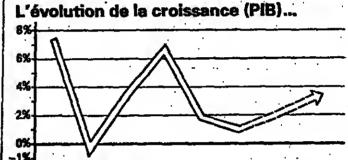
Djakarta ne semble guère avoir le choix, d'autant que les échéances conrant sur une dette globale de 28,3 milliards sont appelées à augmenter, passant de 5,2 milliards de dollars cette année à 6,1 milliards à l'horizon de 1988.

Une industrie très vulnérable

En ce domaine, les dirigeants indonésiens disposent heureusement de quelques atouts solides. Une inflation qui ne dépasse guère 4 %, des réserves monétaires toujours évaluées officiellement à 10 milliards de dollars, quelque 2,4 milliards de lignes de crédit non utilisées attestent une restion suffisemment prudente pour rassurer les créanciers du

publique et privée, qui représen-taient moins de 10 % des recettes à l'exportation du pays en 1981, atteindront 33 % cette année et sans doute autant l'an prochain. Mais le potentiel du pays en pétrole et en gaz comme en pro-duits de base encore inégalement exploités, allant de l'étain à l'huile de palme en passant par le caoutchouc, pousse les investisseurs à « garder un œil intéressé » sur cet archipel asiatique.

Vaincre les réticences qui persistent malgré tout pourrait passer per un programme plus ambitieux d'ouverture des frontières aux capitaux et aux produits étran-gers. Encore faudrait-il qu'une telle politique ne vienne pas détruire une base industrielle anssi récente que fragile. L'industrie automobile tourne à moins de 40 % de sa capacité de production, l'électronique à moins de





Après les mesures, modestes mais significatives, de libéralisa-tion des investissements étrangers (le Monde du 22 juillet), les principaux bailleurs de foods de l'Indonésie, réunis en juin à La Haye, oot renouvelé leor confiance en s'engageant à four-nir, en 1986-1987, une enveloppe d'aide équivalant à celle de l'exercice précédent, 2,4 milliards de dollars. Nul n'ignore que Dja-karta sera confronté à quelques années particulièrement rudes. Les remboursements sur la dette

26 %. Deux exemples d'une mauvaise passe qui frappe également l'industrie cimentière ou papetière. Cette vulnérabilité ne fait que confirmer la complexité de la tache des dirigeants indonésiens. « Il leur faudra plus que jamais prouver leur habileté à allier prudence et imagination », souligne on spécialiste européen. Une alchimic d'autant plus délicate que les groupes de pression n'abandonneront rien de leurs pré-rogatives eu période électorale.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.



EN INDONÉSIE

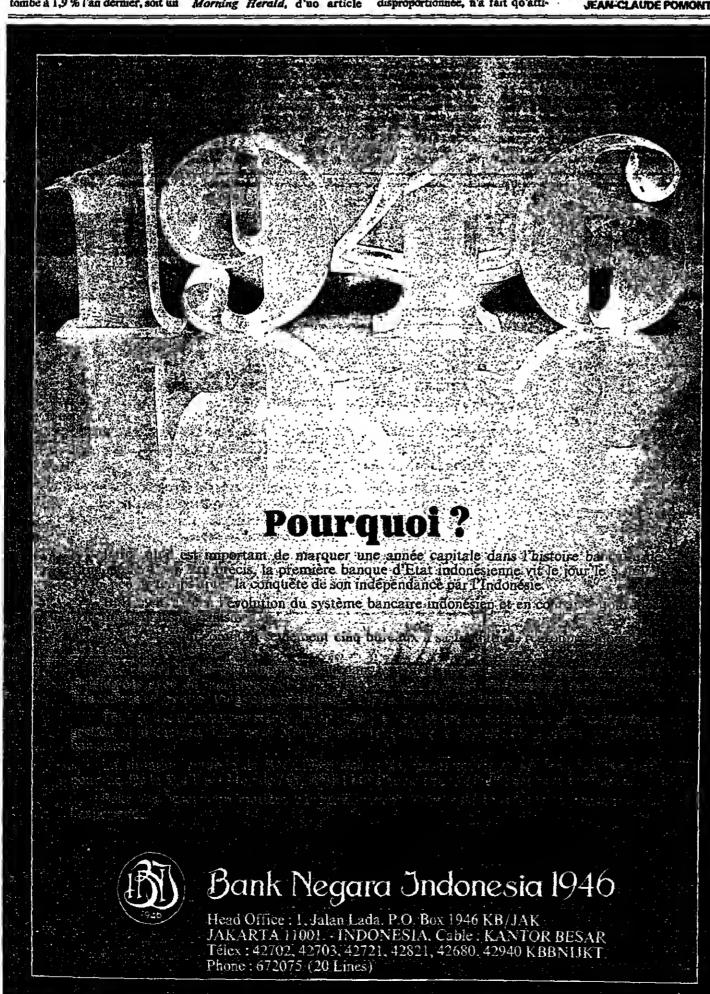
INDONESIAN FRENCH **ASSOCIATION**

Panin Bank Building 5th Floor — Ji. Jenderal Sudirman Senayan JAKARTA Tel.: 711176 - 713682 - Tolex: COMAT JKT. 46249



Union des chambres de commerce et d'industrie françaises à l'étranger.





Maring the an inches the second

Tripus 1 (47.44)

Les transferts de populations

Décongestionner Java

ces temps-ci. Ministre de la transmigration, il consacre une bonne partie de son temps à défendre un programme qui consiste, pour l'essentiel, à tenter de décongestionner Java, île surpeuplée, en transférant des populations sur les autres îles de l'archipel. Des erreurs ont été commises dans la définition et l'application des programmes, at-il admis encore fin août, devant un groupe de diplomates. Mais, at-il ajouté, c'est - un non-sens » de nous - avoir accusé de détruire la culture, les traditions et le genre de vie de tribus autochiones installées à Kalimantan et à Irian-Jaya .. Il a tout aussi catégoriquement réfuté l'accusation de - javanisation » de l'ensemble

L'équation est simple et l'entre-prise eolossale. Sur environ 165 millions d'Indonésiens, une centaine de millions vivent à Java, qui ne représente que 7 % du ter-ritoire indonésien et où la densité de la population est critique (plus de 700 habitants par kilomètre carré), alors qu'elle n'est, par exemple, que de 12 habitants par kilomètre carré à Kalimantan (l'ancienne Bornéo) et de 5 par kilomètre carré dans la province d'Irian-Jaya. Déjà à la fin du sièele dernier l'administration coloniale néerlandaise avait abordé le problème en recrutant des Javanais pour les employer sur les plantations des autres îles.

Un cauchemar démographique

Les autorités indonésiennes s'y sont attaquées à leur tour, notamment en lançant, en 1970, une campagne de planning familial, une opération difficile dans un pays comptant 90 % de musul-mans. L'Institut du planning familial est doté de gros moyens, puisque son budget annuel tourne autour de 100 millions de dollars, qu'il verse plus de trente mille salaires et compte près de huit mille cliniques. En 1985, selon son directeur, M. Haryono Suryono, plus de 3 millions de naissances ont pu alusi être évitées. Le taux de natalité est tombé de 4,4 % à 3,2 % en quinze ans, permettant de limiter le taux d'expansion démographique à 3,2 %; un chiffre qui demeure toutefois très élevé. En l'an 2000, Java comp-tera 120 millions d'habitants, soit 908 par kilomètre carré, a calculé, pour sa part, M. Emil Salim, ministre de la population et de l'environnement.

Aussi, parallèlement à la campagne de planning familial, une politique de transferts volontaires de populations a-t-elle été entreprise. Selon les statistiques officielles, depuis 1960, plus de 3 millions de Javanais - un total de 650 000 familles - ont été transférés, pour l'essentiel sur l'île de Sulawesi (Célèbes-Sud) et dans le sud et le centre de Sumatra. En l'espace de cinq ans, de 1986 à 1990, 750 000 familles doivent être transférées à leur tour, ce qui représente près de 4 millions d'individus.

Selon ce programme — anquel la Banque mondiale a déjà consacré quelque 600 millions de dol-lars et dont le coût global s'élèverait, à ce jour, à 3 milliards de dollars, - chaque candidat à la transmigration doit être marié, en bonne santé et âgé de moins de quarante ans. Dans les lieux de réinstallation prévus pour accueillir environ cinq cents familles, l'Etat doit fournir l'infrastructure (routes, écoles, services de santé...) et doter chaque famille d'une maison, de deux hectares de terre, d'une aide alimentaire pour un an, de matériel agricole et de semences. Le coût de la réinstallation d'un individu est ainsi évalné à 10 on 12 000 dollars.

Mais la réalisation, dans des conditions convenables, d'un programme si ambitieux se beurte à de nombreux obstacles, le moindre n'étant pas la complexité et l'apathie de la bureaucratie indonésienne. Un effort supplémentaire a été fourni depuis que, en 1982, des transmigrants ont battu à mort un fonctionnaire à Sulawesi. Des fonds ont été dégagés à

JAKARTA. M. Martono l'intention des communautés défa-est un homme très occupé vorisées ou victimes de désastres naturels. La localisation des sites a été mieux étndiée. L'idée de créer des centres industriels - et non de s'en tenir à la formation de communautés rurales - commence à faire son chemin.

> Les adversaires du programme avancent, en particulier, les risques encourus par les populations locales en raison de l'afflux de Javanais. Par exemple, à Irian Jaya, deux cent mille Javanais ont déjà été réinstallés sur un territoire peuplé d'un million deux cent mille Mélanésiens, en partie de foi chrétienne, qui sont des chasseurs sur de grands espaces souvent impropres aux cultures. Le gonvernement prévoit de transférer encore 750 000 personnes sur ce territoire, qui forme la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée. Un afflux si important de migrants javanais risque de poser de graves problèmes, surtout dans un archipel où le pouvoir très centralisé est déjà concentré entre les mains de Javanais qui ont tendance à afficher un sentiment de supériorité culturelle à l'égard des autres

déforestation, de l'avenir des ethnies locales les plus faibles ou encore du sort de la fanne, oublient trop facilement, selon M. Martono, la « condition désespérée» des millions de sans-terre à Java, une île où chaque parcelle de terrain est déjà utilisée et qui est menacée de désastre écologique. Ils ignorent également, ajoute-t-il, les besoins des tribus . de Kalimantan ou d'Irian Jaya en matière de santé et d'éducation. . Tous les Indonésiens ont le droit de bénéficier des vastes ressources encore Inexploitées de leur pays. La transmigration ne résoudra pas, seule, tous les problèmes, mais elle contribuera à le faire », a-t-il déclaré, fin aout, aux diplomates invités à visiter des communantés implantées à Sulawesi.

Ceux qui s'inquiètent de la

Dans les quatre ans qui viennent, six mille familles doivent être notamment transférées à Timor oriental, l'ancienne colonie portugaise annexée en 1975 et peuplée d'un peu plus de six cent mille habitants. Car le programme va se poursuivre, en dépit de la controverse qu'il suscite et des difficultés financières actuelles du pays. Djakarta a le sentiment qu'ancune alternative n'existe. Java risque de devenir un canchemar démographique, remettant encore plus rapidement en cause les succès d'une politique agricole qui permet, en ce moment, à l'Indonésie de se situer au seuil de l'autosuffisance alimentaire après avoir été l'un des plus gros importateurs mondiaux

Un livre de Jean-Luc Maurer

La modernisation de l'agriculture

A condition du paysan javanais s'est adoucle ces dernières années. tout le moride s'accorde à le dire. Encore fallait-il montrer dans quelle mesure et à quel prix. Pour le faire, Jean-Luc Maurer, chargé de cours et charcheur à l'Institut universitaire d'études du développe-ment à Genève, a fait, pendant dix ans, de longs et fréquents séjours dans quatre communautés rurales proches de Jogjakarta, dans la centre de Java. Son étude, passionnante, souli-gne la somme d'efforts fournis et la nécessaire adaptation des techniques de production pour parvenir à l'amélioration da cetta condition, Elle ast d'eutant plus intéressante que l'auteur replace son travail dans le cadre de l'évolution politique et sociale du pays, lui donnant ainsi se véritable dimension.

* Modernisation agricole, developpement économique et change-ment social; le riz, la terre et l'homme à Java, de Jean-Luc Man-rer. Préface de Pierre Gourou. PUF. 322 p., 180 F.

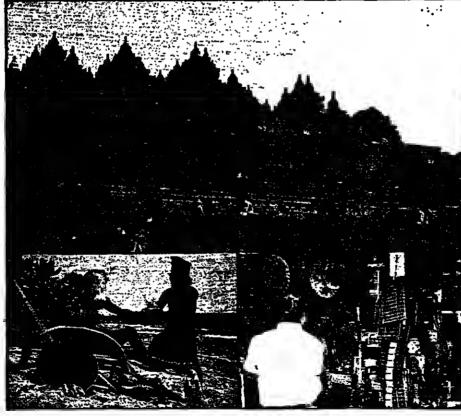


5° pays du monde par l'importance de la populainon, l'Indonésie est le point clé des relations commerciales entre la France et le Sud-Est Asiatique.

C'est ainsi qu'en assurant 2 liaisons hebdomadaires Paris-Jakarta, UTA confirme sa volonté de participer au développement de vos échanges avec une région économique en pleine expansion. Tous les vols UTA sont assurés par des Boeing 747 300 Big Boss.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez UTA ou votre agent de voyage.

NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.



BALI ET SES ALENTOURS: PLUS QUE DES VACANCES. **UNE EXPERIENCE!**

Venez en Indonésie et découvrez notre style de vie. Nos festivals at nos cérémonies. Notre art et nos cultures anciennes.

Contemplez au-delà du Borobudur. temple millénaire, les palmiers luxuriants at les majestueuses montagnes de Java. Ou alors lézardez sur nos plages au sable blanc à Bali. L'excitation de Jakarta, la tranquillité de nos villages. Tant d'expériences différentes à vivre en Indonésie. Tellement plus que de simples vacances. Una véritable expérience.



Priere de me faire parvenir toute information sur "l'expérience indonésienne".

Culture

La mort de Jacques-Henri Lartigue

La légende du siècle



es-Henri Lartigue,

«Août, La Baule, Zisson», 1929.

(Suite de la première page.)

Mais, si lui-même a beaucoup fait pour accréditer sa légende d'éternel ienne homme insouciant, joyeux, rieur et bondissant, de portraitiste mondain, ami des célébrités, peintre de la société élégazte (Van Dongen, Marlène Dietrich, Greta Garbo comptèreat parmi ses modèles), se situer dans l'histoire de la photogra-

Cunsidérant la phutugraphie comme un hubby, une activité confidentielle et secoadaire, puisqu'il véeut de son métier de peintre jusqu'en 1963, il déveluppait son œuvre à l'abri des regards, sans

phie ne l'intéressait pas.

aaiquemeat par se géaérosité d'esprit et sa gaieté, avec pour préoccupation essentielle de se souenir à chaque instant, de s'étonne de la beauté, et de se divertir en témoignant de son bonheur.

· Etre photographe, c'est attra per son étonnement », proclamait-il. On uurait tort pourtant de croire qu'en faisant un don universel de son rdin secret, en faisant découvrir ce qui sans lui serait resté méconnu, en nous moatrant ses jouets, sa chambre et son jardin, sa nounou Dudu. son chat Zizi ou sa bicyclette en bois, Jacques-Henri Lartigue se bornait à célébrer de façon toute personnelle l'aventure da familier.

Indépendant et romaatique, il était bien plus qu'un enfant riche et surdoné, le chroniqueur atteatif et galant de la vie bourgeoise pour qui l'actualité aurait eu la légèreté d'un fumet. Car, en faisant de l'album de photographies familiales une œuvre documentaire (doat l'intérêt sociologique, entre autres, est plus qu'évi-deat), il a constitué au jour le jour non seulemeat le modèle de l'album de famille (qu'il a doublé par l'écri-ture des 1900 en tenant toute sa vie un journal qui etteint enjourd'hui cinq mille pages), mais ce que l'ua peut considérer comme le plus fantastique des albums persuunels jamais réunis puisqu'il s'agit da vrai roman familial du vingtième siècle.

Ecrire, peindre, phutographier représentaient pour lui les trois volets d'une même activité. Ce n'est pas chaque photo qui compte, mais leur ensemble : dans leur totalité se rassemble le temps perdu. S'il défi-

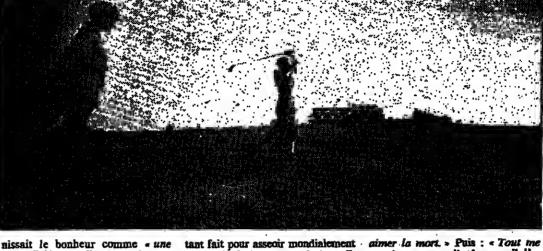
JEAN NEGULESCO

- OSCAR LEVANT

JOAN CRAWFORD · JOHN GARFIELD

SORTIE LE 17 SEPTEMBRE

LE (LOCHARD-de-BEVERLY HILLS



nissait le bonheur comme « une sorte d'élément, d'un genre à peine différent de l'air et de l'eau, qu'on peut rencontrer n'importe où », desrière les pirouettes et les déguisements, on ne peut s'empêcher de deviner l'inconsolable désolation de voir les choses qu'on aime passer, s'enfuir et disparaître.

Malgré ses vertus de rapidité, de curiosité et d'imagination - Lartigue fut un des premiers à oser déli-bérément photographier le mouve-ment, – comment ne pes sentir ce noyau crucial qui, comme un vertige à l'envers, constitue l'implacable ossature de son œuvre : la course an

On la retrouve dans ces images du début du siècle qui, a posteriori, ont

Un album, trois films, une

maieun de pruductiun, un

mariage, un enfant... Quand Bette Midler se remet en selle,

elle n'y va pas de main morte. Son double bang de Desuville

l'annonce haut et clair : le Clo-chard de Beverly Hills, Y a-t-il

quelqu'un pour tuer ma femme ?

En 1979. The Rose fait l'effet

d'un coup de tonnerre. Les critiques sont dithyrambiques, le public accourt, Bette Midler est

nominée eux oscars. Pourtant, darrière, rien... Etre rejetée, c'est

dur. L'être quand on est au som-

met, c'est pire. « Beaucoup ant

pie coup de chance. a-t-alle pre coup de tinance, s-r-eue récemment déclaré. Depuis, à chaque fois que j'ai tourné, j'ai eu l'impression qu'on me deman-dait de faire mes preuves. »

sé que The Rose était un sim-

redonné corps à sa carrière.

sa notoriété : les courses à Auteuil, les compétitions automobiles, les bicyclettes ailées, les cerfs-volants et les premiers aéroplanes. Malgré son don exaspérant du bonheur, on a trop souvent passé sous silence l'anxiété qui les sous-tend. Lartigue lui-même s'en est régulièrement fait

Aiusi de eet aveu si parlant lorsqu'il note en 1902, à buit ans, à la vue de ses parents : « Je sens, je ne sais trop pourquoi, que cette photo de mes parents sera la dernière. Ils ne seront plus là très longtemps pour poser. » Ainsi aussi, en 1929, dans son journal : « Je crois que j'aime tout dans la vie! Que j'en arriverais presque un jour à

passionne et m'intéresse d'elle. Alors, plus elle devient profonde, plus j'al envie de la regarder pas ser ». Et jusqu'à cette très surprenante et angoissante série sur les ombres réalisée en 1980, et qui confirme à quel point, sans jamais se perdre de vue, Lartigue est resté toute sa vie fidèle à lui-même : « Mon ombre est une compagne, pas une amie. Elle n'ira nulle part, elle

> Un modèle de liberté

Poussé par l'irrépressible besoin

Lartique une spiendeur formelle, un sens inné de l'exception et de la spontantité qui, des 1912, lui per-mettait de fixer la chute d'un plongeur avant même qu'il ait touche l'ean. Lui qui n'a cessé d'expérimen-ter n'aimait pas revoir ses photogra-phies et considérait la technique comme auxiliaire. Et lorsqu'on lui densandait pourquoi îl n'avait pas photographie la honte, la misère on l'injustice, il répliquait : « Je prends ce qui m'émerveille. Ce qui se passe dans mon cœur ne regarde per

> Défiant tout académisme, glissant de l'intime à l'universel, l'œuvre de Jacques-Henri Lartigue est bien plus qu'un beau fruit du hasard, et c'est bien pourquoi ou peut reprenmême portait sur son époque : « Je crois que bien souvent on juge une époque sur un échantillonnage rela-tivement restreint, toujours un peu le même, sur quoi on s'hypnotise comme on s'hypnotise sur les 30 joueurs d'un match de football en oubliant les 60 000 spectateurs qui les entourent. »

et la découverte du glisseur à hélices de Lesseps à Chamonix, les parkings

de Detroit en 1967 comme les

motarda sar les routes de Los Angeles en 1966. Et Bibi sur son bidet en 1920, pendant leur voyage

pourtant de moins indiscret, -image d'une audace et d'une moder-

nité surprenantes, tant par l'inst-

tendu de la pose que par la tingula-

Car il y a chez Jacques-Henri

Sous ses allures de mondain, Jacques-Henri Lartigue était un modèle d'esprit, de liberté, d'inde-pendance. Installé à Opio, dans la région de Valbonne, depuis 1960, en compagnie de Fleurette, sa femme depuis 1942, il continuait de peindre idéologies et détestait théoriser, ce qui pour lui revensit à une manière de tuer la vio.

Coquet et très croyant, dilettante, passionné de musique et amourcux des tableaux de Bonnard, il vivait réellement sa vie au lieu de la jouer ; ses célèbres pulls bariolés accrédi-taient sa silhouette facétieuse de Bibi Fricotin nonagénaire et, malgré les hommages rendus, les distinc-tions bonorifiques et la donation à l'Etat de son œuvre, transformée en exposition permanente, il restait dans son ame un amateur. Ce qui explique pourquoi, sans uvoir vécu sa vie, chacun pouvait se reconnaître

4

As and the same

. + --

A 232

postal best and tailing

PATRICK RŒGIERS.

* Les vees stéréoscopiques réalisées par Jacques-Henri Lartigue entre 1902 et 1928 sont exposées en Grand Palais des Champa-Elysées, avenue Winston-Churchill, Paris-8.

en lui.

Bibliographie

 J.-H. Lartigue, coll. "Photo Poche", introduction par Jacques Damade, éd. par le CNP, 34 F. • J.-H. Lartigue: l'Œil de la mémoire», éd. Carrère-Lafon, 496 p., 94 F. Deux volumes de ce journal ont déjà paru: Mémoire sans mémoire (1903-1921), chez Robert Laffont, et l'Emerveille (1903-1921).

(1923-1931), chez Stock. Henry Chapier: Lartique, coll. « Les grands phutographes », éd. Belfond.

• Lartigue, coll. «Les grands maîtres de la photo», éd. par Photo, 29 F. ● Le Passé composé, les 6 × 13 de Jacques-Henri Lari-gue, coll. «Photocopies», éd. par le CNP, avec les Amis de Larigue, 160 F.

Presque épuisés, les monographies: Instants de ma vie, I.-H. Lartigue et les femmes, J.-H. Lartigue et les autos, ont été publiées aux éditions du Chêne.

Les Autochromes de J.-H. Lartique (1912-1927), 6d. Herscher.

· Rectificatife. - Jean-Paul Farré se produit au théâtre Fontaine (10, rue Fontaine, Paris 9º) et non au théâtre La Bruyère, comme cele a été indiqué par erreur (le Monde du 13 septembre), dazs un uneman-show intitulé : Cent ens de pianos forcés.

• La planiste Magda Taglia-ferro, dunt la disparition a été annoncés dans le Monde du 12 septembre, était grand croix de l'ordre mational du Mérite et allait être éle-vée, le 23 septembre, per le prési-dent de la République, à la régulat de grand officier de la Légion d'honneur.

Deux films avec Bette Midler Après The Rose, Bette Midler a fait sa traversée du désert. Deux films lui permettent d'en sortir : au Festival de Deauville le Clochard de Beverly Hills et Y a-t-il quelqu'un pour tuer ma femme? « Le Clochard de Beverly Hills »

Boudu perdu Capra (du geure Vous ne l'emporte-rez pas avec vous), modèle toujours envié. Tout y invite : le sujet, le cré-pitement des dialogues, la mise en Fauchois, Boudu sauvé des eaux, dont Jean Ronoir avait, en 1932, tiré un film (avec Michel Simon, sorte d'anarchiste étourdissant) cher au cœur des cinéphiles. Quitte à tripa-

Dave Whiteman (Richard Drey-fuss), qui a fait fortune dans la fabrication de cintres, habite una iuxueuse villa de Beverly Hills, le paradis californien. Il conche avec la bonne mexicaine, faute d'inspirer du désir à sa femme Barbara (Bette Midler), qui se consacre à la médi-tation orientale et fait psychanalyser son chien nommé Matisse. Dans cette famille platôt cinglée arrive un clochard (Nick Nolte), qui, déses-péré d'avoir perdu son clebs bâtard Kérouac, a voulu se noyer dans la

On se demande bien pourquoi Paul Mazurski s'est fort kointainement inspiré de la pièce de René

pitement des dialogues, la mise en scène loufoque, un peu encombrée pourtant de scènes inutiles. Mais l'idéalisme d'autrefois a du mai à se moderniser. Nick Nolte joue avec Richard Dreyfuss à qui aura les meilleures scènes. Et Bette Midler, touiller, il aurait pu écrire un scénario original. Ici, le clodo (ancien pianiste virtuose qui a roulé en Rolls) intervient comme le sauveur pour réappreadre à ces riches dont l'argent ne fait pas le bonheur le seus de la vraie vic, des valeurs humaines, et la vérité, tant qu'on y

Plutôt que de regarder vers Jean Renoir, regardons du côté des comédics « rooseveltiennes » de Frank

solide comme une armoire nor-mande, évaporée, extravagante, à peine mal embouchée, est la seule fantaisiste capable de faire passer un gag aussi énorme que celui de l'orgasme libérateur explosant à tra-vers l'espace. vers l'espace._. JACQUES SICLIER

« Y a-t-il quelqu'un pour tuer ma femme?»

Humour bazooka

Le joyeux trio de réalisateurs (Jim Abrahams, David et Jerry Zucker), qui a à son actif Ya-t-il un pilote dans l'avion? et Top secret ne travaille pas dans le comique allusif mais gagne toujours en efficacité ce qu'il perd en finesse. Le nouveau film de Jim A brahams, David et Jerry Zucker, sur un soenario vaudevillesque de Dale Launer. démarre sur les chapeaux de roue et tient la distance sans un coup de frein, sans un dérapage. Cascade de quiproques, comme on dit. Et

Sam Stone, «roi de la minijupe» (Pimpayable Danny DeVito, vite dépassé par les événements qu'il croît contrôler), confie à sa maitresse Carol sa femme Barbara, fille da milliardaire. Il traîne depuis quinze ans cette « grosse dondon piaillante», sans pouvoir toucher à sa fortune. Il a décidé de la tuer pour hériter. Le crime sera parfait. Or Barbara a été enlevée, et ses ravisseurs réclament par téléphone une forte rançon. Faute de quoi, ils tueront l'épouse. Sam est ravi : pour-quoi ne pas leur laisser faire le tra-vail? Ce plan machiavélique va échouer... plusieurs fois.

Lorsque Barbara-Bette Midler apparaît, coiffée de la perruque de Louis XIV en fin de règne, elle est ficelée dans un grand sac qui la rend anssi séduisante qu'une tortue de mer. Mais prisonnière, clouée à la télévision, elle se met à faire de l'aérobie et maigrit de 10 kilogrammes. Bette Midler devient alors presque belle, une guenle, une nature, comme autrefois Mac West. Ua rôle plus avantageux pour elle que dans le Clochard de Beverly

Après The Rose, il y a eu Divine Madness, un film-concert. Puis Jinzad, de Don Siegel. Tournege ponctué de bagarres avec son metteur en scène, son partesont nectaur en scere, son parte-naire et, au bout, flop total. Ensuite, le trou, l'absence, la paranola, l'oubli, la déprime. Le seul encouragement lui vient de Dustin Hoffman. Il a connu les mêmes difficultés. Après la sortie de Macadam Cow-Bny, il a chômé pendant un an. « Il paraît que dans ce métier, la persèvé-rance importe plus que tout, même que le talent. Je me suis

Pour le Clochard de Beverly Hills, Paul Mazursky tire Bette Midler de sa retraite forcée. Tout de suite, ils s'entendent. Après tout, avant de se lancer dans la mise en scène, Mazursky était comique de cabaret. Bette Midler se sent bien parce qu'elle ne tient pas la rôle principal, et que ses pertenaires, Richard Dreyfus et Nick Noite, sont dens la même situation qu'elle. Ils n'ont pas tourné depuis longtemps. Avec le joyeux trio de Y a-t-il quelqu'un

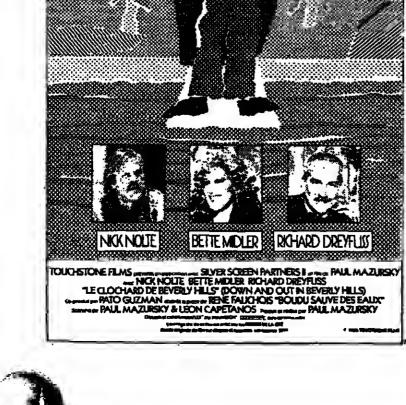
Double bang que le bon goût n'est pas de mise. N'empêche : à la première projection, elle est choquée par la tête qu'ils lui ont faite. Et puis, en bonne comédienne, elle se ressaisit : « Quand vous avez le sentiment que personne ne veut de vous, vous vous laissez afler. Ces deux parformances ont

Elle sait de quoi elle parle : pendant sa traversée du désert, elle avait pris 15 kilos. Meis Midler étant Midler, elle a fait la chanson d'entrée de son nouvel Tonight. Ce soir, on dit des ho reurs. Là, ca n'aat plus le bazooka, c'est la mitrai Midler-Rambo frappe tous azi-muts: «We are the world, we are the children «devient» We are the rich, we are the

Pour l'instant, c'est la trêve Bette Midler n'a rien d'autre à faira qu'à grossir : elle est enceinte. Mais d'autres travaillent pour elle. Elle a fondé avec deux copines sa maison de production : «Rien que des nanes inc. > Son slogen : « On est des rancunières. »

Premier projet : la vie d'ina Ray Hutton, la première femme à diriger un orchestre de jazz com-posé uniquement de femmes. « Elle avait du culot et de la pêche. Elle dirigeait l'orchestre, chantait, s'interrompait pour reconter des histoires. Oui, nous avona beaucoup en commun, et j'avais depuis longtemps envie de traiter le sujet. Cette femme a constamment été rabaissée. Elle a voulu devenir jazz-woman à une époque où on disait que les femmes en étaient biologique ment incapables. Elle a voulu forcer le cénacle réservé aux hommes, et elle a réussi. »

Un rôle en or, en effet, pour la HENRI BEHAR,



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués EMBRASSONS NOUS FOLLE-VILLE, Lucturaire (42-22-26-50),

Section 1981

10 mg

A special

Talentan

Branch Comments of the Comment Specific Control of the Control of t

The training of the state of th

ted to the second of the secon Section 2

Property of the second

The same of the sa

Section 12.

.

Charles 4-

F. Baldering of the

d∓, ..., ... tuşu ______

H' 1-1

19 h 30. SPLON TOUTE RESSEMBLANCE, dim. 15 h, Gahé Montpurname (43-20-60-56), sam. 20 h 45 (10).

LES LARMES AMÈRES DE PETRA VON KANT, Grevin (42-46-84-47), sam. 20 h 30. LE SILENCE ÉCLATE, La Made-leine (42-65-06-28), sam., 16 h 30, 21 h; dim. 15 h LA VILLA BLEUE, Espace Cardin (42-66-17-81), sam. 18 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

dist. 15 h.
CLÉRAMBARD. Comédie des
Champs-Elysées (47-20-08-24), sam.
17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.
LES ERUMES DE MANCHESTED,
Marigny (42-56-04-41), sam. 21 h,
dim. 14 h 30 et 18 h 30.
LOUP ENTOURÉ DE CEHENS A
LA TOMRÉE DU SOIR, Le Guichet Montparnasse (43-27-88-61),
san. 21 h.

Les salles subventionnées

BEAUBOURG (42-77-12-33), Vidén-murique: à 13 h, Moriques du Mali, de J.-F. Schiano; 25 h, Samson et Dalih, de Saint-Sañes; 19 h, le Meusic, de Haen-del.

Charles and Charle Les autres salles

ANTOENE (42-08-77-71), 2am. 20 h 30, dim. 15 h 30: Lily et Lily.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), 2am. 21 h, dim. 15 h 30: les Amoureux.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-11), 2am. 20 h 15: A. Seche.

COMÉDIE CAUMARTIN (42-42-43-41), 2am. 21 h, dim. 15 h 30: Reviers downin à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 2am. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30: Cléramberd.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).

COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Pol de carotte. CRYPTE STE-AGNES (47-00-19-31).

20 h 30 : Phètice. DAUNOU (42-61-69-14), sam. 21 h : An secons, elle me vert.

EDOUARD VII (47-42-57-49), sam.
16 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30; in Répétition.

ESPACE CARDIN (42-66-27-81), sam. 18 h 30 et 21 h, dim. 15 h : in Villa blevo (h partir du 12).

(a partir du 12).

ESSAION (42-78-46-42), 22m. 17 h et 20 h 30, dim, 17 h; Am atmes citoyous.

FONTAINE (48-74-74-40), 32m, 2 17 h et 20 h 30; Vingt Am de plano foros. GATTE-MONTPARNASSE (42-22-16-18), smn. 20 h 45, dim. 15 h : Salon toute

CUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61), sam., 19 h : P. Lientsind, ce vieit cafant perdu ; 21 h : Loap ensouré de chiens à la tombée de la mait.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), sam, 20 h 15: la Dragae; à 22 h : la Marise mise à nu par ses officataire, même. GRÉVIN (42-46-84-47), sam. 20 h 30 : les Larmes ambres de Petra von Kant. Sam.

HUCHETTE (43-26-38-99) sam.,
19 h 30: la Cantatrice chauve; à
20 h 30: la Leçon.

JARDINS DES ABBESSES (4262-40-93) 20 h 30: Fando et Lia. LA BRUYERE (48-74-76-99), sam. 18 h et 21 h : le Symbose Ribadier.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), sam. 1 :

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

lde 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés!

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 13 - Dimanche 14 septembre

21 h 15: l'Amour goût; H: 19 h 45:
Ariequin serviteur de deux maîtres;
22 h 15: Ecoute petit homme.
MADELEINE (42-65-07-90), sam.
16 h 30 et 21 h, din. 15 h : le Silence éclaté.

MARIGNY (42-56-04-41), sam. 21 h. dim. 14 h 30 et 18 h 30 : les Brumes de Man-

MARIE-STUART (45-08-17-80), sem. 18 h 30 : Dad.

MONTPARNASSE (43-22-77-74)
Grande salle, sam. 17 h 30 et 20 h 45,
dim. 15 h 30 : la Maison du lec; Petite
salle, sam 21 h, dim. 16 h : Violences.

NOUVEAUTES (47-70-52-76), sam.
18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mais
qui est qui?

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30: l'Amuso-gaoule.

POTINIÈRE (42-61-44-16), sum. 21 h: les Aventuriers de la gauche perdue. THÉATRE DE L'ŒUVRE (48-74-42-52), sam. 20 h 45, dim. 15 h: l'Escalier.

THEATRE D'EDGAR (43-22-11-02), sam. 20 h 15: les Babes cadres; , sam. 22 h + 23 h 30: Nom on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE SAINT-GEORGES (48-78-63-47), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Faisons un rève. TINTAMARRE (48-87-33-82), ram. 20 h 15 : A Star is Beur ; 21 h 30 : Poivre de Cayenne ; 22 h 30 : Mémoire à suivre.

TOURTOUR (48.87-82-48), sam.
18 h 30: Namouna; 20 h 30: le Petit
Prince; 22 h 30: la Nait des morts de
rire. TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 21 h : American Buffalo.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). dim. 17 h.: Zosquonaki.

MAIRIE. DU IV (42-78-60-56), place
Bendoyer, à 21 h.: Ballets historiques du
Marais.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), dim. 15 h 30 : Touche pas à

Opérettes. comédies musicales

DEJAZET, TLP (48-87-97-34), sam. 21 h 1h Petite Bostiogs des horrers.

ELYSÉE-MONTMARTRE. (42.52-2515), sam. 14 h 30 et 20 h 30, dim, 14 h et 17 h 30 : in Roi du Pacifique.

Festival estival de Paris

(42-27-12-68) Hateaux-Mouches, 15 h 30 : Trombacor (Gabrieli, Farnaby, Schutz...). Eglise Salas-Séveria, le 13 h 20 h 30 : Ca-pella Concinite, dir. K. Aosta.

XIII Festival

de l'Orangerie de Sceaux

Liszt) ; le 14 à 11 h : Quintette de cui-

(46-60-07-79)

Les concerts

SAMED! 13 SEPTEMBRE

La Table verbe, 22 h : G. et B. Picavet (Schubert, Debussy, Schmitt). Eglise Saint-Merri, 21 h : M. Benet, S. Dusseau (Bach, Britten, Telemann...). Temple Sainte-Marie, 20 h 30 : M. Michard (Bach, Purcell, Albi-

DIMANCHE 14 SEPTEMBRE Egine Sahu-Merri, 16 h : A. Gazarian, E. Lavothe (Conperin, Chopin, Debuny...).

Musée Carnavaiet, 15 h 30 : C. Joly (Liszt). Chapelle Saint-Louis de la Sulpétrière 21 h : P.-M. Fournier.

cinéma

Henri Langiois: 19 h, Paisa, de R. Rossel-fini; 21 h 15, Rashomon, de A. Kurosawa (Vostf). La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24) BEAUBOURG (42-78-35-57) SAMEDI 13 SEPTEMBRE

SAMEDI 13 SEPTEMBRE Carte blanche à Henri Langlois : 17 h, la Jenne Fille an earton à chapean, de B. Bar-net ; 19 h, A propos de Nica, de J. Vigo et B. Kaufmann ; l'Atalante, de J. Vigo ; 21 h 15, l'Impossible Monsieur Bébé, de H. Hawks (Vosti). Septembre 36, les films à l'affiche : 17 h, Je n'ai pas tué Lincoln, de J. Ford (v.o.); 19 h, L'homme qui faisait des miracles, de Lother Mendes (v.o.); 21 h, Tudor Rose, de R. Stevenson (v.o.)

DIMANCHE 14 SEPTEMBRE Septembre 36, les films à l'afficha : 17 h, Pasteur, de S. Guirry et F. Rivers; 19 h, les Yeux noirs, de V. Tourjansky; 21 h, En sui-vant la flotte, de M. Sandrich (vostf). Cycle : Les grandes restaurations de la Cinémathèque française : 15 h, la Maison du mystère, de A. Volkoff ; Carte blanche à

LES FILMS NOUVEAUX

A PROPOS D'HIER SOIR, film A PROPOS D'HIER SOIR, film américain d'Edward Zwiek, v.o.: Forum Orient Express, 1st (42-33-42-26): Hautefeuille, 6e (46-33-79-38); George-V, 3e (45-62-41-46); Marignan, 8e (43-59-92-82); v.f.: Français, 9e (47-70-33-88); Natiun, 12e (43-43-04-67); Fanvette, 13e (43-43-04-67); Fanvette, 13e (43-31-60-74); Moutparasse Pathé, 14e (43-20-12-06); Parassican, 14e (43-35-21-21); Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DIMANCHE 14 SEPTEMBRE

vres des pays de Vilaine (Gervaise, Hol-borne, Strauss...); à 17 h 30 : Quatuor Elyacen (Mozzart, Brahms, Fauré).

(45-22-46-01).

LE COMPLEXE DU EANGOUROU, film français de Pierre Jolivet;
Forum Orient Express, 1° (4233-42-26); UGC Damon, 6° (4225-10-30); UGC Montparnasse, 6° (4359-19-08); UGC Normandie, 8° (4563-16-16); UGC Boulevard, 9° (4574-95-40); UGC Gare de Lyon, 12° (4343-36-23-44); Mistral, 14° (4339-52-43); Montparnas, 14° (4339-52-34); Montparnas, 14° (4327-52-37); PLM St-Jacques, 14° (4589-68-42); UGC Convention, 15° (4548-06-06); Images, 18° (4522-47-94); Secrétan, 19° (4241-77-99).

LA COULEUR POURPRE, Illm américain de Steven Spielberg, vo. : Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Ganmont Opéra, 2 (47-42-60-33); Bretagne, 6" (42-22-57-97); Hantefeulle, 6" (46-33-79-38); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); Marignan, 8" (43-59-92-82); Publicis Champs-Hysées, 8" (47-20-76-23); 14 Juillet Beaugrenelle, 15" (45-75-79-79); Maillot, 17" (47-48-06-06); v.f.; Grand Rex, 2" (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6" (43-74-94-94); St.-Lazare Pasquier, 8" (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9" (47-42-56-31); Nation, 12" (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13" (43-39-52-44); Mistral, 14" (45-39-52-43); Caumoun Convention, 15" (48-28-42-27); Pathé Wepher, 18" (45-24-601); Gambetta, 20" (46-36-10-96). LA COULEUR POURPRE, film

CRITTERS, film américain de Ste-

97-53-74); Quintette, 5° (46-33-79-38); Genrge V, 8° (45-62-41-46); Marignan, 8° (43-59-92-82); Parnassiens, 14° (43-35-21-21); v.f.: Français, 9° (47-70-33-88); Maxéville, 9° (47-70-72-86); Bastille, 11° (43-07-54-40); Fauvatta, 13° (43-31-56-86); Mistral, 14° (45-39-53-43); Montparnesse Pathé, 14° (43-20-12-06); Convention St-Charles, 15° (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); Gambetta, 20° (46-36-10-96).

betta, 20° (46-36-10-96).

JE HAIS LES ACTEURS, film français de Gérard Krawczyk: Ganmont
Halles, 1= (42-26-12-12); Guumont
Richelieu, 2= (42-33-56-70); Impérial, 2= (47-42-72-52); SzintGermain Village, 5= (46-33-63-20);
Colisée, 8= (43-59-29-46); UGC
Biarritz, 8= (43-59-29-46); UGC
Biarritz, 8= (43-59-29-46); I-d-Juillet
Bastille, 11= (43-57-90-81); Fanvette, 13= (43-31-60-74); Miramar,
14= (43-20-89-52); Parnassieus, 14=
(43-35-21-21); Ganmont Convention, 15= (48-28-42-27); 14-Juillet
Beaugreneile, 15= (45-75-79-79);
Maillot, 17= (47-48-06-06); Pathé
Clichy, 18= (45-22-46-01).

MORT UN DIMANCHE INE

Clichy, 18° (45-22-46-01).

MORT UN DIMANCHE DE PLUIE, (int. = 13 ans), film francais de Joël Santoni; Foram, 1° (42-97-53-74); Rex. 2° (42-96-83-93); UGC Danton, 6° (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); UGC Ermitage, 8° (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44); Convention Scharles, 15° (45-79-33-00); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Images, 18° (45-72-47-94).

OTELLO, film français de Franco Zeffirelli : Forum Horizon, 1 « (45-08-57-77) ; UGC Champs-Elysées, 8 « (45-62-20-40) ; Bienvenlle Montpar-nasse, 15 (45-44-25-02).

AVANT-PREMIÈRE THERESE, film français d'Alain Cavalier : Club de l'Etoile, sm 20 h et 22 h, 17 (43-80-42-05). BALZAC • SAINT-GERMAIN DES PRÉS • FORUM LES HALLES SAINT-LAZARE PASQUIER • 7 PARNASSIENS IMPÉRIAL PATHE • GALAXIE • ROXANE Versailles

為LION D'OR 為

FESTIVAL VENISE 1986



COMEDIES ET PROVERBES

LES FILMS DU LOSANGE CA VAL+ LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION (C.N.C.) AAA CLASSIC

FÉLICITENT ET REMERCIENT ROHMER



VINCENT GAUTHIER / ROSETTE / CARITA MARIE RIVIÈRE BI ATRICI ROMAND / LISA HEREDIA

"Du grand art vraiment... et une technique irréprochable".

"Un grand moment d'émotion".

"La conleur pourpre est un de ces grands films romanesques comme on ne croyait plus possible d'en faire".

> C'est la vie. C'est l'amour. Il s'agit de nous.

UN FILM DE STEVEN SPIELBERG Couleur



WARNER 2ROS IN SPIELBERG "LA COULEUR POURPRE" (THE COLOR PURPLE) AND DANNY GLOVER - ADOLPH CAESAR - MARGARET AVERY - RAE DAWN CHONG WHOOPI GOLDBERG - IN THE COLOR PURPLE) AND DANNY GLOVER - ADOLPH CAESAR - MARGARET AVERY - RAE DAWN CHONG WHOOPI GOLDBERG - IN THE COLOR PURPLE) AND DANNY GLOVER - ADOLPH CAESAR - MARGARET AVERY - RAE DAWN CHONG CHONG WHOOPI GOLDBERG - IN THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

WHOOPI GOLDBERG - WALFER - MENNO MEYJES - IN THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

WHOOPI GOLDBERG - STEVEN SPIELBERG - KATHLEEN KENNEDY - FRANK MARSHALL - QUINCY JONES

THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE) AND PETERS. PETER GUBER

OCCUPANTION OF THE COLOR PURPLE PURPLE

Météo

Evolution probable du temps en France entre le samedi 13 septembre à 6 heure et le dimanche 14 septembre à

Le courant perturbé de sud-ouest continuera d'affecter notre pays, mais une hansse du champ de pression limi-tera à la moitié nord l'activité pluvieuse,

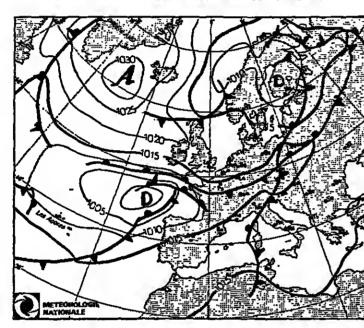
Dimanche, le temps couvert et faible-ment plavieux situé le matin de la Bre-tagne et des Pays de Loire an Nord, au Bassin parisien et à la Lorraine s'enfon-cera très lentement vers le sud. Il sera précédé par un ciel très nuageux des

Charentes au pord du Massif Central, à la Franche-Comté et à l'Alsace.

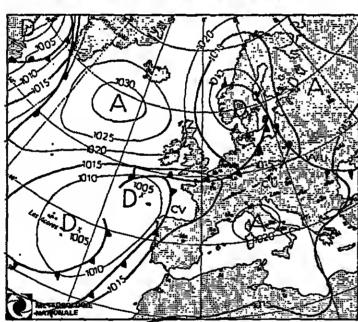
Plus au sud, le temps sera bien ensoleillé toute la journée. Cependant, en Aquitaine, le ciel se chargera en soirée, et quelques orages isolés pourront alors

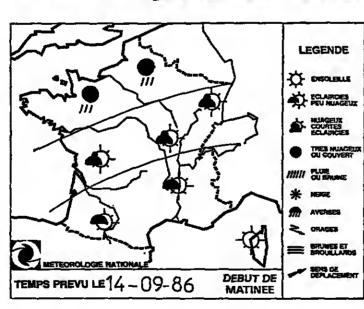
Côté températures : il fera au lever du jour 11 à 15 degrés du nord au sud, 16 à 18 degrés près des côtes méditerranéemes. Les maxima sur la moitié sud tourneront autour de 28 degrés, sur la moitié nord il fera moins chaud avec 15-16 degrés près de la Manche et en Bresant 12 à 23 degrés sur que que que la la contra la la contra sur la contra tagne, 18 à 22 degrés ailleurs du nord au sud.

SITUATION LE 13 SEPTEMBRE 1986 A O HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU





Val le 12 -9 -1986	ours	ext	rêm	maxima es relevée et le 13-9	s ent	Te			la	13-9 5 heu	-19	86)
FRAI	NCE			TOURS		13	12	P	LOS ANGEL	ES	25	17	5
AJACCIO		17	P	TOULOUSE		26	16	N	LUXENCOU	RG	11	9	1
MARRITZ	26	2)	S	POINTEAP.		30	24	N	MADRID		26	16	1
ORDEAUX	26	17	S	ÉT	RAN	Œ	D		MAZZANEC	B	31	18	1
OURGES		13	P		UHIN	ĢE	n		MEXICO _		27	14	(
CEST	13	12	P	ALGER			17	5	MILAN			15	
CAEN	14	9	P	AMSTERDAM			2	В	MONTREAL		23	10	-
CHERBOURG		10	P	ATRIDUS			20	S	MOSCOU		14		,
CLERIAL ONT FEEL L	21	16	N	BANGEOK				C	NAIRON		28	15	(
DEJON	Z2	14		BARCELONE			18	S	NEW-YORK			20	
SKENOWLE SHIPE	26	12		ELGRATE			26	S	050			0	ä
MIE	15	10	C	BERLEN			10	C	PALMADE	al.	22	17	
IMOGES	21	16	C	RUXELES.		12	8	C	PERM			13	3
YON		13	C	LE CARE			20	S	RIODE-JAN			17	3
MARSHILLIAM	26	20	P	COPPERGL			3	S	MONE			12	ż
NANCY	14	12	P	DAKAR		30	23	0	SINGAPOUR			21	à
NAMTES	17	15	P	DELH			25	•					
NICE	24	18	N	DEKIA		31	22	N	STOCKHOL	l	13	3	-
ZTYONIZIER	13	16	P	GENETE		22	13		SYDNEY		17	15	1
NU	26	16	S	HONGRONG.		31	27		TOKYO		26	21	(
PERPIGNAN	27	19	C	STANGEL		29	19		TUNE			22	N
RENNES	15	11	P	TERUSALEM.		23	18	S	VARSOVIE .		15	10	1
ST-ETHENNE	23	14	N	LESCHNE			21	C	VENSE		23	16	•
STRASBOURG	17	13	P	LONDRES		16	•		VERE			14	C
AE			;	N	0		F	,	S	T	•	1	k

* TU = temps universal, c'est-à-dire pour la Franca : haura légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver,

(Document établi avec le support technique spécial de la Métiorologie nationale.)

Sports

AUTOMOBILISME

Pirelli se retire de la formule 1

Deux ans après Michelin, la firme italienne Pirelli a annoncé, le 13 septembre à Londres, qu'elle se retire-rait du championnal du monde de formule I à la fin de la saison. Le manufacturier transalpin, qui équi-pait les onze monoplaces de six écuries - Brabham, Bennetton, Ligier. Minardi, Osella et AGS, - souhaits consacrer son budget à la recherche. Pirelli conservera sa présence dans les championnais mondiaux des rallyes en étendant en outre sa participation à certains champion-nats nationaux et événements internationaux comme support à des programmes sportifs de construc-teurs automobiles clients de pre-mière monte», à précisé la firme. Elle a assuré que son retrait de la formule 1 n'était pes dû à une insuf-fisance de résultats dans ce secteur (au cours des deux dernières sai-sons, la marque n'a obtenn qu'une victoire au Grand Prix de France 1985). Le retrait de Pirelli laisse le monopole de la formule 1 à la firme américaine Goodyear, qui équipera treize écuries la saison prochaine. Dernière conséquence de cet abandon : la disparition des pneus de qualification.

Tennis : résultate nationaux. --

dou (6-2, 6-2). Thierry Tulasne s'est qualifié le 12 septembre pour les demi-finales du tournoi de Genève, Henri Leconte menant pour se part un set à rien contre le Canadien Martin Wostenholm avant l'Interruption de la pertie par la pluie. A Tokyo, Catherine Tanvier s'est qualifiée pour les demi-finales en battant la Bulgare Katerina Maleeva (7-6, 7-6). A Vichy, les demi-finales masculines du National devalent mettre aux prises Benhabiles à Pham et Potier à Van den Daele, et la finale dames devait opposer Sybille Niox-Château à Nathalie Herreman.

 Football : chempionnets de France. - En match avancé de la neuvième journée du championnat de Frence de première division, le 12 septembre, Toulouse e battu Nice 2-0. Pour le compte de la huitième journée du championnat de decotième division groupe A, les résultats ont été les suivants : Niort et Mulhouse 1-1 : Reims et Saint-Dizier 0-0 ; Caen bat Orleans 2-0; Valenciennes et Angers 0-0; Guingamp bat Rad Star 4-1; Strasbourg bat Tours 1-0. Dans le groupe B, les résultats ont été les suivants : Cannes bet Thonon Vainqueur de l'Espagnol Jorga Bar- 3-0 ; Limoges bet Montceau 1-0.

Communication

Patrice Duhamel et Jean-Luc Gallini à Radio-Monte-Carlo

M. Pierrick Borvo, directeur général de Radio-Mnute-Carlo vient de nommer Patrice Duhamel directeur général adjoint de la sta-tion et Jean-Luc Gallini directeur de l'actualité. Les deux hommes pren-dront leurs fonctions des le lundi 15 septembre. Directeur de la rédaction depuis 1981, Jacques Garrat a été licencié. M. Jacques Taquet, qui était directeur de cabinet de M. Jean-Pierre Hoss, le prédécesseur récemment limogé de M. Borvo a, quant à lui, démissionné.

 Une grève dans l'imprimerie empâche cinq quotidiene de paraltre sur Lyon. - Cinq quotidie Matin, Libération-Lyon, le Quotidien de Paris, l'Humanité et les Echos, étaient absents des points de vente, ce samedi matin 13 septembre à Lyon, à la suite d'une greve à l'imprimerie de Haute-Roche, à Irigny (Rhône), Menée à l'initiative du syndicat du Livre CGT, la grève a pour but d'appuyer des revendications portant sur des aménagements des horaires de travail et l'octroi d'une journée de repos supplémentaire par mois, découlant, selon le syndicat, d'une surcharge d'activité due à la confection du nouveau quotidien Libération-Lyon. Le 4 septembre dernier, une grève identique dans la mema imprimeria aveit déià empeché le parution de quatre quotidiens (le Monde du 5 septembre).

a Création de RTL Plus-Allemagna Télévision. - La CLT (Compagnie fuxembourgeoise de télévision) vient d'annoncer le constitution d'une nouvelle filiale baptisée RTL Plus-Allemagne Télévision. Cette société a pour vocation de se mettre « sur les rangs pour l'attribution de fréquences terrestres et la location d'un canal sur TV SATs, k satellita ouest-allemend concurrent de TDF1. Ses actionnaires sont la CLT (48,1 %) et trois pertenaires ouest-allemends : la SARL Ufa-Film et Fernseh (39,9 %), le groupe de presse Waz (10 %) et la Deutsch-bank (4 %). Elle est dotée d'un capi tal da 25 millions de deutschemarks.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal official du samedi 13 septembre: **DES DÉCRETS**

 Nº 86-1028 du 9 septembre 1986 relatif aux modalités de calcul des retenues rétroactives prévues à l'article R. 7 du code des pensions civiles et militaires de retraite et modifiant l'article D. 3 dudit code;

■ Nº 86-1033 du 9 septembre 1986 modifiant le décret nº 86-883 du 28 juillet 1986 concernant l'octroi d'une prime nationale uni-que aux producteurs qui s'engagent à abandonner définitivement la production laitière.

FISCALITÉ

• Impôt sur le revenu 1986 : paiement reporté au 16 septem bre. - La date limite pour le paiement du solde de l'impôt sur la revenu de 1966, fixée au 15 septembre pour certains contribusbles, ast reportés au merdi 16 septembre à minuit.

Privatisation de TF 1

Le ministère des finances confirme l'appel d'offres

Le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation a confirmé et élargi, jeudi 11 septem-bre, l'appel d'offres pour expertiser les comptes de TF1 qu'avait lancé le ministère de la culture et de la communication le 20 août dernier. Cet appel d'offres, qui avait été lancé en direction de dix-huit cabinets d'audit, est désormais ouvert à tous ies cabinets désireux do concourir pour l'expertise jusqu'an mercredi 17 septembre à 18 beures. Le ministère des finances disposera ensuite de dix semaines pour effectuer son choix, la procédure adoptée étant conforme au processus normal pour les privatisations.

Chronologiquement, la vente de TF1 devrait se situer après celle des trois premières entreprises mises sur le marché (Saint-Gobain, Paribas et

aux cabinets d'audit

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 4312 HORIZONTALEMENT

I. Hommes de mains, Mot d'explication. – II. Personnel qualifié. Remise des prix. – III. Termes d'affection. – IV. Dans le champ ou dans le vent. Mesure étrangère. Va de troncs en troncs en volant. – V. Symbole chimique.

«Cœur» de palmiers. Fait le saccès d'une pièce. - VI. Son maître est tonjours à la maison. Cadeaux pour la naissance du pre-mier. - VII. Région da golfe Persique. Souches d'arbres. - VIII. Connaît la postérité. Service anglais. Réserve de pots rouges. -IX. Préposition. Rencontre d'un esprit fort avec un esprit doux. Saint normand -X. Fait une opé-

XIII XIV XV |

Exige une certaine maîtrise mais se passe parfois de formation. — XI. Joint le geste à la parole. Frais élevé. Pied à terre. — XII. Fauteuil souvent convoité par des personnes désirant avoir une position assisc. Changer de ton en tenant des propos plus graves. — XIII. Partie de campagne. Bien voir ou ne pas regarder suffisamment. Tourner à droite. — XIV. Centre de recyclage de certaine déchats. Valent mille. — XV. Rett noir Lingués i françant. clage de certains déchets. Valent mille. - XV. Etat noir. Inversé : frappent du droit.

1. Tube de plongée. Mis dans un tube. — 2. Ordonnance entrainant des soins à domicile Consentation. des soins à domicile. Conjonction.

3. Fait partie des travaux de la terre.
Rivière de Suisse. Tempête à toute
heure. — 4. Travail sur mesure. —
5. Morceaux de «filines». Plante des bois et des marais. - 6. En liesse. Spécialité italienne. Conjonction. -7. Extrême maigreur. Moteur à res-sort. - 8. Exercice de force. Enigme historique. - 9. Abréviation d'élu. Elément d'un réseau. - 10. Cause d'étranglement. - 11. Pièce de jeu. Nappe écossaise. Gaillard d'avant - 12. En train de se manifester. Dans l'auxiliaire. Point répété. -13. Arrive en se dandinant ou part en courent. Piante à fourrage. A

l'intérieur duquel on peut trouver de Fombre. - 14. Conducteur de con-

rant, Galette de bié. Côté d'un mur.

Horizontalement

L. Hammam. Oc (allusion à Jesane d'Albret et Henri de Navarre). - II. Areoles. -III. Roselière. - IV. Emiles. EM. - V. Marles. Ne. - VI. Tee. Eson. - VII. Cossant. - VIII. As. Ezc. -IX. Espère. - X. On. Ouvert. -XI. Nantie. On.

Verticalement 1. Harem. Canon. - 2. Aromates. Na. - 3. Mesures. - 4. Moelles. Sot. - 5. Alfée. Appui. - 6. Meis-sea. Eve. - 7. Sc. Stère. - 8. Reno.

Zéro. - 9. Clémente. Tu.

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

son épouse,

- M= Monique Guillaume.

Françoise, Lanrent, Jean-Marc et Bernard,

ont la douleur de faire part de la mort

M. Pierre GUILLAUME,

endormi dans la paix et dans l'attente de la résurrection.

La messe sera célébrée en l'église Saint-Louis, rue Fuys, à Vincennes (Val-de-Marne), le lundi 15 septembre 1986, à 9 heures.

Prière de u'apporter ni flours ni con

Le docteur Ysovi Emile Ran-dolph, socrétaire général du club d'Afri-

que, Et M= veuve Adeline Randolph, née

ont le grand regret de faire part du décès de lour père et époux

Léopold Pierre RANDOLPH.

inspecteur primaire honoraire, directeur-fondateur

du collège moderne Randolph, commandeur dans l'ordre du Mona de la République togolaise,

commandeur dans l'ordre des Palmes académiques de la République française,

urvenu à Lomé, le 28 août 1986, dans

sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation aura fieu an cimetière d'Aneho, le samedi 13 septembre, après une messe pontificale en la cathédrale du Sacré-Cour de Louie (Togo).

Une messe de requiem sera célébrée en l'église Saint-Antoine-de-Padoue de

Lomé (Togo), le samedi 20 septembre, à 7 heures.

Maison mortuaire : 28, avenue du liamp-de-Courses, BP 796 Lomé (Togo).

.Cet avis tient lien de faire-part.

- Aix-en-Provence

Ma Jacques Revault.

Ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques REVAULT, chevalier de la Légion d'homeur maître de recherches homeaire

au CNRS.

survena le lundi 8 septembre 1986. Les obsèques religieuses (dans la plus stricte intimité.

7, rue du Tahrs-du-Cours, 94160 Saint-Mandé.

servateur des hypothèques,

200

v

4 1 FT 3

7.0

MARK B. C

J . 7, 2007 77

: Electric

At de terrains

Fritzert und sa. - 'c

The group of the second of the second

1 - 100 m m m m

ينها الموادية أواد والموادي

The state of the s

The second secon

10/1/ 10 Ave 1/2

Car Carlo

Total and American

20 中央大学(10mm no 114) 140

E44. 15. 16.4...

2:30: 8: 500 gr 1-10)

to Charles to the first

a fee marks a common of

ELLSON.

M= André Badaire,
 Sa famille et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de Aume-Marie BADAIRE,

survenn le 10 septembre 1986, à l'âge de ciuquante-quatre aus, au CHR

92, rue du Bourg-Neuf, Blois.

Angers. Choist. Levallois-Perret.
 Saint-Cloud. Le Mans. Aleugon.
 Boulogne-Billancourt. Paris.

Marie-Odile et Jacques Genest, Steur Janine Books François et Xavier Chevallier, Geneviève, Bernard † Girand, Joseph et Ame-Marie Bouët, Marie-Magdeleine Bouët, Marie-Anne et Michel Girand, Ses enfants,

Ses vingi-cinq petits-enfants, Ses trente-neuf arrière-petits-enfants, Et toute la famille, font part du décès de

Mª Francis BOUET, née Generière Bourcier,

picusement endormie dans la paix du Scigneur, le 12 septembre 1986, dans sa quatre-vingt-donzième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 15 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Antoine, à Angers, suivie de l'inhumation au cimetière de Cholet, dans le cavean de famille, vers 16 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. 16, rue de Belgique,

- M= Patrice Dally, Sea enfants et petits-en Amis et proches, ont le chagrin de faire part du décès de

Patrice DALLY.

le 9 septembre 1986, à l'âge de saixante

Cet avis tient lien de faire-part.

Bussess, 77760 La Chapello la Reine. M= Samuel Elkrief.

Simone, Paul, Jean, Georges, Annie et leur famille, Les familles perentes et alliées,

ont la douleur profonde de faire part du décès de leur cher et regretté

M. Samel ELKRIEF. iour époux, père, beau-père, grand-père, parent et allié,

survena le jeudi 11 septembre 1986, à

La levée du corps aura lieu le lundi

15 septembre, à 11 h 30, à l'amphithéa-tre Laribossère, 41, boulevard de la Chapelle, à Paris-10.

157, rue de Rome, 75017 Paris.

2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

- M. François Ters. me Claire Fouye,

en religion Mère Marie Albert, M= Marguerire Pichon et ses cul'ants, Ser scrius,

1. Les Marronniers,

Val-Saint-André, 13100 Aix-en-Provence.

Sœur Yvonne Tera, sa belle-sœur. Les familles Alixant, Berroche,

Blejean, Bourel, Carzunel, Fouyé, Furcau, Gaudefroy et alliés, Guyon-nard, Lacassagne, Le Frico, Lindemann, Pechot, Raynand, Remand, Rolland, Wallart Toute la famille, ses amis et ses fil-

ont la douleur de faire part de la perte qu'ils viennent d'éprouver en la per-

M^{ms} Mirelle, Jeanne TERS, not Fonys, professeur d'université et géologue, officier des Palmes académiques,

bre 1986, dans se soixe

La cérémonie religiouse sera offébrée le mardi 16 septembre, à 16 heures, en l'église parciasiale centrale de Saint-Cloud, et l'infrumation au cimetière de Saint-Cloud, à 16 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. François Ters, 72, rue Henri-Regnault, 92210 Saint-Cloud. **Anniversaires**

- SOUVENIR Antre BARBEY.

1985.

15 septembre 1986. « Un battement de cœur ous sépare de l'Eternité. »

(Ta compagne.) — Il y a quarante quatre ans, le 15 septembre 1942,

Robert GOLDENBERG,

si bon, si généreux, était déporté à Auschwitz pour y être exterminé par la

Daniel - Il y a cinq sus, le 15 septembro

Georges MAZURELLE

Cenz qui l'ort simé évoquent son son-

F 2

W. L. torage of - Apr -

1 * FE P 102 . . 4

Signature We

180 kilomètres en 1987

M. Pierra Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'aménagement du territoire, a annoncé, le vendredi 12 septembre, è Périgueux, qua le rythme de construction des autoroutes augmenterait des 1987. Les crédits budgétaires permettront d'angager des chantiers da 180 kilomètres, alors que le rythme annuel était de 76 kilomètres en 1983, de 115 en 1985 et de 106 en 1886, et que le IXº Plan prévoyait d'engager de 100 à 160 kilo-

Changes

Dévaluation de 45 % en Indonésie

L'Indonásia a, le vandradi 12 septembre, dévalué de 45 % la roupie qui cote désormais 1,644 pour 1 dollar contre 1,134 précédemment. Selon le ministra des finances, M. Radius Prawiro, cette forta dévaluation a étà rendua nécessaire par la baisse des prix du petrole qui représente 70 % des recettes indonésiennes à l'exporta-

Progression aux Etats-Unis

Les ventes de détail ont progressé de 0,8 % en soût aux Etats-Unis, contre 0,3 % en juillet, à la suite d'une sensible hausse des achats d'automobiles (+ 3,2 % en août) encouragés per des crédita à baa taux d'interêt. De plus, à la suite d'une poussée des prix des produits alimentaires (+ 1,3 %), les prix de gros américains ont aug-menté – pour la deuxiema fois seulement cette année — de 0,3 % en août (+ 1,8 % par rapport à août 1985). Ce doubla résultat pourrait annoncer une reprise prochaine de l'inflation, et ranforcer en tout cas la prudence de la Réserve fédérale.

Désinflation

Pause

a marqué une pause en Grande-Bratagne. En rythme annuel, la poussée des prix à la consommation s'est maintenue à 2,4 % en août, comme en juillet, la renchérisse-ment da l'habillement, des automo-biles et des denrées saisonnières ayant entraîné une hausse men-suelle de 0,3 %. Toujours natte-ment inférieurs aux salaires qui pro-gressent à un rythme d'environ 7 % l'an, l'inflation devrait connaître une légère accélération au cours des mois à venir en raison de la dépréciation de la livre et de la récente remontée des cours du pétrole.

Les projets immobiliers de Renault

Vente de terrains à Billancourt

d'opérations immobilières dans le département des Hautsde-Seine pour financer le transfert à Billancourt de ses services des méthodes, installés jusque-là en grande partie à Rueil.

La Régie compte d'abord vendre une partie des terrains qu'elle pos-sède à Boulogne. Des discussions sont actuellement en cours avec la municipalité, qui, préparant une res-tructuration du centre ville, avec l'installation de nouveaux équipe-ments collectifs, est évidemment intéressée, et souhaite aussi éviter une flambée des prix. Ces discussions ont lieu en fait, à la demande de la municipalité, avec la SEM 92, la société d'économie mixte du département (dont le conseil géné-ral détient 75 %), qui serait l'acquéreur des terrains.

Les surfaces que la Régie mettrait en vente ne sont pas connues officiellement : la direction de Renault précise seulement qu'elles sont inférieures aux 38 hectares annoncés le 4 septembre par l'union locale CGT, et que ni l'usine de Billancourt, sur la rive droite de la Seine (31 hectares), ni l'île Séguin (11,5 hoctares) ne sont concernées, contrairement aux affirmations de la CGT. En fait, la vente pourrait por-ter sur une quinzaine d'hectares, en plusieurs morceaux (notemment près du siège social de Renault), sur les 80 que possède la Régie à Boulogne-Billancourt.

Congés de conversion

De même le programme de l'opération n'est pas encore fixe. La ville souhaite naturellement qu'il comporte la construction de bureaux, qui apporteraient des emplois et des recettes fiscales, de fecon à compenser, autant que possible, la suppression de trois mille emplois par Renault en 1986. Mais elle veut aussi maintenir un équilibre avec les logements, et peut-être récupérer une partie des terrains pour certains équipements. De toute façon, ne serait-ce qu'en raison de contraintes d'urbanisme, la totalité des surfaces ne peut étre ennszerée à des

Les projets immobiliers de la Régie ne se limitent pas à Billan-court. Si seules les discussions concernant cette ville sont avancées d'autres cessions sont déjà étudiées, semble-t-il : en particulier des terrains situés dans le bas Mendon (5,5 beetares) en face de l'ile Seguin, et, évidemment, ceux qui serent libérés à Rueil par le regroupement des services des méthodes, soit 6.5 hectares.

Ces discussions ont eu nuelques répercussions au cours de la réunion du conseil municipal de Boulogne du dimanche 7 septembre. M. Georges Duhamel, un des adjoints, ayant posé des questions sur cette affaire à

Consommation

en Grande-Bretagne

Après sept mois consécutifs de baisse, la désescalade de l'inflation

Renault prépare une série M. Georges Gorse, maire de la ville opérations immobilières dans et RPR comme lui, et regretté que · le conseil municipul suit mis devant le fait accompil », M. Gorse lui a retiré sa délégation.

Par ailleurs, la mise en congé de conversion de six ceuts salariés du centre industriel de Billancourt suit son cours. Un comité d'établissement extraordinaire devait se réunir vendredi 12 septembre pour examiner le cas de six salariés protégés figurant parmi cux, et qui, en vacances, n'avaient pu être prévenus avant le CE extraordinaire du 30 juillet (en effet, les salariés protégés ont la possibilité de s'exprimer devant le comité d'établissement). Comme à cette date, aucun des élus du CE ne s'est présenté vendredi et la direction a fait de nouveau dresser par huissier un constat de

La direction a aussi annoncé à d'avoir saccagé des burcaux de la direction du personnel le 1º août (le Monde du 4 septembre), M. Yves Perrin, par ailleurs secrétaire de la section Renault-Billancourt du Parti communiste, son intention de le licencier pour - faute lourde -.

La loi de finances pour 1987

Des mesures importantes pour les familles

meut réuni lundi 15 septembre doit examiner le projet de loi de finances pour 1987. C'est le premier budget du gouverne-ment Chirac. M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances de

Outre l'application de la « décote » aux couples et le double-ment de la déduction pour frais de garde confirmés par M. Balladur, ministre de l'économie, le mercredi 11 septembre, au cours de l'émission télévisée » L'heure de vérité », le projet de loi de finances pour 1987 comporte trois mesures importantes pour les familles.

Le - quotient familial - (part du revenu prèvu pour chaque enfant) sera porté à une part entière par enfant à partir du quatrième. Actuellement, il est normalement d'une demi-part pour le premier et le deuxième enfant, d'une part pour le troisième et d'une demi-part pour les suivants. La mesure, qui conte-rait 300 millions de francs à l'Esat, devrait bénésicier à cent mille soyers, en général aisés : sur les quatre cent mille familles comptant quatre enfants ou plus, trois cent mille ne sont pas imposables par le simple jeu du quotient familial.

Cette mesure sera compensée en partie par une autre réforme du quotient familial: le plafonnement de la demi-part supplémentaire accordée aux parents isolés pour le premier enfant. La réduction d'impôt qui en découle sera plafonnée à 3 000 F: cela correspondrait à un revenu supérieur à 10 000 F par mois, et

Depuis le 1ª juillet dernier, le

constructeur de motos japonais Yamaha a acquis 66,83% du capital

du fabriquant français de vélos et de eyelomoteurs MBK industrie, anciennement Motobécane, à la

faveur d'une augmentation du capi-tal passé de 50 à 100 millions de

francs. Les autres actionnaires de MBK sont le groupe belge leteren (12.6%), Picardie investissement et

la société de développement régional

des motos de toutes cylindrées, tandis que MBK produit chaque année 150000 cyclomoteurs de

moins de 50 centimètres cubes et 400000 bicyclettes. » Il est upparu

indipensable d'essayer d'enrayer la

chute du marché du cyclomoteur par le lancement de nouveaux pro-

duits susceptibles d'attirer un nom-bre croissant d'adolescents, afin de

garantir à terme le marché de lu moto », a déclaré M. Hisabiro Okawa, nouveau directeur général de MBK, à l'occasion d'une confé-

D'autre part, Yamaba a défini

une stratégie industrielle que

l'amène à implanter un centre de production sur chacun de ses mar-

chės principaux. La firme japonaise

a donc, dans un premier temps, signé des accords de coopération avec MBK (1980), puis elle a pris

rence de presse, le 12 octobre.

Yemaha fabrique essentiellement

(10%).

l'Assemblée nationale, a estimé, le vendredi 12 septembre à Toulouse, que « les urientetions budgétaires du gouvernement tiennent largement compte des engagements de la plate-forme électorale ». Il s'est en

Les réductions d'impôt accordées pour les intérêts des emprunts pour l'acquisition d'un logement seront presque doublées. Les sommes prises en compte, actuellement limi-tées à 15 000 F + 2 000 F par per-sonne à charge, seront portées à 30 000 F + 2 000 F par personne à charge pour les couples mariés qui auront souscrit un emprunt, à partir du 1= juin 1986, pour l'acquisition d'un logement en 1986. Le coût serait d'une centaine de millions de france.

Ces mesures visent à la fois à aider les familles nombreuses, fevoriser les couples mariés et à contribuer à une refence de la construction (en accroissant les déductions pour l'achat de loge-

Le bénéfice d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux parents isolés evait été décide à l'intention des femmes veuves, abandonnées ou divorcées élevant seules des enfants, . pour apporter une aide à des cas sociaux », selon les termes du rapport 1984 du conseil des impôts, qui en avait signalé les effets pervers . C'est l'une des dispositions les plus critiquées par tous

10% de son capital (1984). Le prise de contrôle du 1er juillet /986 lui donne la base industrielle qu'elle

Une douzaine de cadres japonais

sont à pied d'œuvre dans les usines

de Saint-Quentin (Aisne) et dans

les services de Pentin et de Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour redresser, en 1988, les comptes de MBk, qui a perdu, en 1985, 35 millions de francs. Les effectifs de la société

vont diminuer de 1 700 à 1 400 sala-

riès. Le regroupement et la moderni-sation des ateliers sont en cours. Surtout, la rentabilité de l'outil

industriel sera améliorée grâce à la fabrication par MBK de produits Yamaha pour le compte du réseau

On insiste beauconp, chez MBK, sur l'identité maintenue et l'indépendance de la société par rapport à son actionnaire principal. M. Anatole Temkine, président de MBK, a répété à plusieurs reprises que son

entreprise conservait son centre de recherche, ses marques (MBK,

Motobecane et Solex) et soo réseau

de vente tant en France qu'à l'etran-

est vraiment souhaitée par Yamaha

ou si les Japonais veulent peu à peu confiner leur filiale française dans

un rôle de sous-traitant.

ger. L'avenir dira si cette autonomie

Yamaha conservera les marques

MBK et Motobécane

convoitait.

Yamaha.

toucherait une grande partie des les défenseurs du mariage comme couples non mariés avec un enfant. défavorable aux couples mariès. bien que ses effets soient moins importants qu'on ne l'affirme genéralement («le Monde de l'économie » dn 10 juin).

Plusieurs propositions de loi ont été présentées par des parlementaires de droite comme de gauche -la dernière émanant de M. Jean Cluzel au nom du groupe sénatorial Union centriste pour y remédier. En réponse à une demande de M. Micbel Debré, avocat permanent du mariage et de la natalité, M. Alain Juppé, ministre du budget, avait promis, lors de la discussion du collectif budgétaire 1986 à l'Assemblée nationale, le 26 mai, de - franchir une étape significative - dans le rétablissement de l'- égalité fiscale - entre couples maries et cou-

ples non maries lors du budget 1987. Le système de réduction d'impôt pour les intérêts des emprunts était aussi l'un des point les plus fréquemment cités parmi les evantages dunt peuvent bénéficier les concubins, qui peuvent actuellement

déduire deux fois les intérêts versés pour l'acquisition d'un appartement. M[™] Dufoix, ministre des affaires sociales du gouvernement socialiste.

revacche déclaré opposé aux prélèvements sociaux « tels que les augmentations des cotisations sociales et les prélèvements sur les reveaus ». Il a également estimé que les diminutions d'impôts pour les entreprises lui paraissaient trop faibles.

qui a obtenu la • familialisation • de plusieurs réductions d'impôt dans la loi de finances pour 1986 (achats d'actions en compte d'épargne, frais de gros travaux dans les logements anciens, achats de logements pour la location) avait souhaité y ajouter celle-là. Mais la mesure avait été écartée en raison de son coût.

La même considération avait fait abandonner à l'époque le double-ment du quotient familial pour les familles de quatre enfants et plus, soutenu à la fois par le ministère des affaires sociales et par M. Christian Pierret, député socialiste des Vosges et rapporteur général du budget. Mais comme il devait être finance par un abaissement du plasond du quotient familial, le gouvernement y avait reponce, de crainte de mécontenter les eadres (1). D'autre part. il avait estimé que les cent mille fovers concernés avaient en général

GUY HERZLICH.

(1) Le plasond du nuotient familial correspond en 1986 à un revenu mensuel de 44 900 F pour un couple avec trois enfants.

M. Fabius: les Français paieront 35 milliards de francs Les prix ont augmenté d'impôts de plus en 1987

M. Laurent Fabius écrit dans Solidarités modernes, bulletin de l'association du même nom. que M. Edouard Balladur . est un hamme habile et techniquement compétent ., mais que · la réalité du budget 1987 risque de ne guère ressembler à celle qu'il a presentée à la télévisinn ». Selon l'ancien premier ministre, - par l'effet combine des nouvelles mesures fiscales et des décisions sur les conisations sociules, les cent mille contribuables les plus fortunés (ceux dont, en général, les revenus dépassent 55 000 fruncs par mois) pulerons, l'an prochain 7 milliards de francs d'impôss en moins, cependant que le reste des Français - et surtout les classes moyennes - paieront ? mil-liards de francs de prélèvement, en

M. Fahius écrit aussi que, « contrairement au discours gouvernementul, il est prévu que les dépenses au ementeront, l'an prochuin, en réalité, plus vite (3,1 %) - et non mains vite - que l'évolution annon cée des prix - et que « le déficit budgétaire, loin d'être massivement rédult, restera à peu près constant (environ 142 milliards de francs), si un neutrolise les astuces de prècroissance spontanée des recettes du budget, estime M. Fabius, les cuntribuubles - les purticuliers comme les entreprises – paieront non pas moins d'impôts, mais, au tutal, 35 milliards de francs d'impots de plus que cette année. »

En août

de 0.1 %

Les prix ont augmenté en France de 0,1 % au mois d'août, selon les premières estimations publices par l'INSEE, le vendredi 12 septembre. Cet execilent résultat, s'il était confirmé, porterzit la hausse à 2 % sur un an. Depuis le mois de mai 1985, l'indice mensuel n'a jamais progresse de plus de 0,4 %, 11 a même baisse de 0,2 % en février der-

La décélération des prix se poursuit done, même si certains craignent qu'une remontée des cours du petrole n'aggrave brusquement la siluation. Depuis le début de l'année, la hausse ne serait que de 1,2 %, alors qu'elle était encore de 3,9 % pour la période correspondante de 1985.

Le résultat du mois d'août est plutot meilleur que ceux enregistrés chez les principaux partenaires européens de la France (+ 0,3 % en Grande-Bretagne, + 0,12 % en Belgique, + 0,2 % en Italie). Toutefois, en RFA, les prix ont baissé de 0.2 % le mois dernier

Scion les chiffres de l'OCDE, la France se situait fin juin dans la boune movenne des pays membres de cette organisation. Avec 2,3 % d'inflation en rythme annuel, elle faisait mieux que le Royaume-Uni (+ 2,5 %) et l'Italie (+ 7,7 %), mais moins bien que la RFA (-0,2%), les Etats-Unis (+1,7%) et le Japon (+ 0,5 %).

ENTREPRISES

L'Air Liquide repousse la date d'expiration de son OPA sur Big Three

Le groupe français L'Air Liquide a annoncé, le vendredi 12 septembre, à New-York, qu'il avait repousse, du 11 au 25 septembre, la data d'expiration de son offre publique d'achet de l'ansembla du capital de Big Three Industries, une des premières entreprises de gaz industriel aux Etats-Unis. Cette décision a été prise à la suite de la demande, per la Commission fédérale américaine, d'informations supplémentaires sur ce projet. L'Air Liquide a indiqué qu'il n'éprouverait eucune difficulté pour financer l'achat de Big Three, una transaction qui pourrait s'élever à 1,05 milliard de dollars, au prix de 29 dollars par action. Selon un communiqué, plus de 90 % des 36,3 millions d'actions composant le capital de Big Three ont déjà été soumissionnées.

Départs chez Rhône-Poulenc:..

M. Michal Vaquin, directeur général adjoint du groupe nationalisé Rhône Poulenc, a annoncé qu'il avait démissionné. M. Vaquin était entre dans la groupe en 1982 lorsqu'il était dirigé par M. Le Floch Prigant, ancien directeur de cabinet de M. Dreyfus, ministre da l'industrie de M. Pierre Mauroy. M. Jean-Pierre Halbron, entré en 1983 dans le groupe, directeur financier puis directeur général adjoint à partir da 1985, va également quitter l'entreprise. M. Jean-René Fourtou, la nouveau PDG, nommé par le gou-

vernement Chirac, a annoncé par ailleurs la création d'un comité exècutif. « organe suprême de direction a du groupe, qui comprend, outre le PDG, cinq membres, tous arrivas chaz Rhona-Poulane

... et chez Sacilor

M. Pierre Juillien, secrétaire général de Sacilor, doit quitter l'entreprise à la demande du nouveau PDG. M. Francis Mar. M. Jullier était entre en 1983 chez Sacilor, alors présidé par M. Dollé.

• Grave CGT le 30 septembre dans le secteur public. - Les fédérations CGT des fonctionnaires, des PTT, des services de santé, d'EDF-GDF, da la SNCF, des transports, des mines, des travailleurs de l'Etat larsenaux), du spectacle et de la SEITA, réunies le vendredi 12 septembre, ont appelé à une journée de grève, le mardi 30 septembre, *e pour* la défense des revendications ».

avent 1982.

e Compagnie meritime Louis Dreytus: fin du conflit sociel. -Un accord est intervenu, le vendradi 12 septembre, sur l'application du plan social sur les suppressiona d'emplois liées au transfert d'une partie de la flotte de la compagnie Louis Dreyfus sous pavillon des Kerguelen : c'est la fin du mouvement de grave qui bloquait deux navires dans le port de Rouen et un autre à

Chantiers navals M. Madelin menace

Le ministère de l'industrie a rendn publie, le vendredi 12 septembre, un communiqué concernant les négociations en cours à la Normed, dans lequel il souligne que, en cas d'échec de ces négociations, » il appartiendra, fin septembre, au tribunal de commerce de Paris, sur proposition de l'administrateur judiciaire, de décider de la continuatina nu non de l'activité ». M. Madelin cherche ainsi à faire pression sar les syndicats et menace: « Dans l'hypothèse d'une liquidation de l'entreprise, poursuit le communiqué de son ministère, la convention sociale de branche per-mettant lu mise en œuvre des congés de conversion de deux ans ne serait plus applicable. L'administrateur judiciaire serait donc amené à décider de manière unilatérale d'un plan social pour l'ensemble des six mille neuf cents salariés de l'entreprise, dans les limites financières fixées par les pouvoirs publics. »

Le ministère de l'industrie confirme également que « l'admi-nistrateur judiciaire a fait savoir, lors de la réunion du 5 septembre entre les organisations syndicales et la direction de l'entreprise qu'il ne disposait pas de projet de reprise »

Montoir-de Bretagne. Selon le syndicat national das marins CFDT. l'accord prévoit notemment que l'indemnité complémentaire de licenciement sera portée de 70 000 à 80 000 francs pour les marins (con-tre 100 000 francs pour les officiers). Les marins an congé da conversion toucheront une rémunération mensualla d'au moins

Un rapport de l'OCDE

Belgique: la croissance freinée

Le programme d'assainissement adopté par le gouvernement belge en mai dernier aboutina à une baisse de la croissance (1,25 % en 1987 contre 2 % cette année), indiquent les experts de l'OCDE dans leur dernier rapport annuel sur la Belgique. Jusqu'alors la situation était allée en s'améliorant : hausse des prix à la consommation pratiquement nulle ou cours du premier semestre, redressement des bénéfices des entreprises, progression du revenu réel des ménages, légère baisse du taux de chômage.

Toutefois, en dépit d'un premier plan d'assainissement en 1984, les déficits publics représentaient encore 12 % du produit national brut en 1985. Les échéances d'une dette dont l'encours est, en pourcen-tage du PIB (120 %), l'un des plus élevés de l'OCDE, ont conduit les autorités de Bruxelles à arrêter un nouveau plan draconien, dont les ménages leront essentiellement les

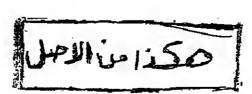
La balance commerciale pourrait dégager un excédent « très substan-tiel » (3,25 milliards de dollars) en 1987, mais les experts de l'OCDE voient mal comment éviter une nouvelle dégradation du marché de l'emploi alors que le chômage reste élevé (12,25 % à la mi-1986). Aussi les risques inhérents à la politique déflationaiste suivie par le gouverne-ment pour assainir les finances publiques poussent-ils l'OCDE à s'interroger sur le bien-sondé du maintien d'un taux de change stable depuis 1982 mais sans réponse nette.

Luxembourg: une situation enviable

Le Luxembourg connaît, à bien plus favorables - de l'OCDE. La croissance du produit intérieur brut u'a rieu d'exceptionnel (2,2 % en 1985 et sans doute 2,5 % l'an prochain), mais ce petit pays a. selon les auteurs du rapport. - particulièrement reussi - l'adaptation du secteur productif substituant à une sidérargie en déclin des activités nouvelles et rentables dans la chimie, la méiallurgie, le verre, et non pas uniquement, comme on pouvait s'y attendre, dans le seul secteur

financier. Le chômage a encore été rédnit, touchant 1,4 % de la population active, contre 1,6 % l'an dernier, et pourrait diminuer legerement à nouveau en 1987. La baisse des prix de l'énergie a renforcé la tendance à la désinflation, et 1986 devrait se terminer sur une inflation de 1.6 %. Quant à la baiance des compres courants, elle devrait continuer à être portée par l'importance des revenus bancaires et, son excédent pourrait dépasser 65 milliards de francs (1), soit un tiers du PIB.

(t) 1 FB = 0.16 FF.



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

FRENCH Without Fears > (« Les Français n'out pas à avoir peur ») titrait vendredi matin notre excellent confière britannique le ncial Times en tête d'un article consacré aux perspec-Financial Times en tête d'un article consacré aux perspec-tives favorables offertes à la Bourse de Paris à l'occasion de sa rentrée des classes. Le même jour, le marché pari-sien, qui avait déjà manifesté un sérieux flottement la veille, subissait une douche glacée dont elle gardera long-temps le souvenir. Une pluie d'ordres de vente, directement inspirés par le nouveau « jeudi noir » de Wall Street, où les cours ont dégringolé de près de 5 % le 11 septembre lors d'une séance à la fois historique et hystérique, a arrosé Paris jusqu'à faire chuter les cours de 2,5 % environ.

Si nous nous permettons d'évoquer la coincidence entre la publication par la célèbre « gazette saumon » d'une auslyse — an demeurant bien sentie — du marché parisien mais dans un sens haussier, et la contre-performance de ce même marché, c'est qu'elle illustre à merveille les retourmême marché, c'est qu'elle iliustre à mervaille les retour-nements de situation qui peuvent intervenir en quelques heures sur une Bourse. Y compris sur la première d'entre elles, celle de New-York, où les opérateurs, pris à contre-pied par des considérations techniques appelant à une cor-rection après en long parcours baussier, sont veuns buter sur les ordres de vente massifs en provenance de l'étranger et motaument du Japon. L'effet boule de neige o été immédiat et la communauté financière new-vorkuise, qui et, notamment du sapois. L'este nouve de large eté immédiat et la communauté financière neuvyorkaise, qui inaugurait ces derniers jours un système informatique han-tement sophistiqué destiné à accroître la liquidité du marché, n'a en d'autre recours que de laisser filer la haisse avec le résultat que l'on sait.

Car c'est ià, sans donte, le grand enseignement de ce très sérieux « comp de torchon » que les marchés mondiaux ont en à essuyer en quelques heures à l'approche du week-end. Au nom d'une « financiarisation » croissante des activités économiques (qui a en pour effet d'aspirer cinq cents diplômés sur les sept cents sortis de Harvard à l'occasion de la dernière promotion au détriment de l'industrie, souligne un observateur de la vie américaine), les grands figne un observateur de la vie americaine), les grands marchés se sont dotés d'instruments et de techniques visant à faire face à cette masse d'argent en transit. Mais, dans le même temps, l'internationalisation des marché de capitaux aidant, aucune place, fut-ce Wall Street, n'est à l'abri d'un vent qui a brusquement tourné et des écarts qui penvent en résulter sans commune mesure avec ceux que l'on comaissait jusqu'à présent.

C'est ce qui s'est passé cette semine. Les investisseurs japonais qui, depuis plusieurs mois, étaient de très importants acheteurs d'obligations américaines — un moyen d'employer les excédents de leur balance des paiments — out commencé à vendre progressivement au vu de considé-

Le consensus négatif

rations monétaires liées à la parité de change yen-dollar et à la perspective d'une tension sur les taux d'intérêt.

Justifiée, il est vrai, par la situation économique incer-taine que comaissent les Etats-Unis et n'en déplaise an porte-parole de la Maison Blanche, Larry Speakes, (hap-tisé «la voix de sou maître» par certains commentateurs qui suivent ses «briefing» de presse) lequel déclarait ingé-muement vendredi soir : «Les bonnes nouvelles out été si renses au cours des derniers mois qu'il est difficile de croire que quelqu'un sit des soucis à se faire sur l'éco-

Ce qui aurait pu apparaître comme une simple phase de consolidation, (tous les grands marchés qui se trouvent actuellement à la fin d'un cycle haussier où l'on raisonne à court terme sont dans le même cas), s'est brusquement transformé en maeiström sous l'avalanche d'ordres de vente justifiés par les incertitude liées à la situation économique avec, en perspective, la cralate de voir remonter les taux d'intérêt. Veudredi, Wall Street était encore fortenant d'inferet. Venureu, wan Street eint encore forte-ment secoué, et l'indice Dow Jones jouait au yo-yo entre une chate de 50 points pratiquement à l'ouverture, un quasi-équillore à l'approche de la mi-séance et un repli final de 34 points (soit 120 points en deux jours...) en clô-

Tokyo, Francfort, Zurich, Londres, Amsterdam, tous les marchés ont piqué du nez. Paris, qui a fait le pied de grue pendant plus d'une heure vendredi, à l'extérieur du palais Bronguiart évacué pour cause d'alerte à la bombe, a en tout le loisir de méditer sur ces événements. Déjà, la veille, le marché avait pris à contre-pied la communanté des investisseurs. En hansse de 1,2% lors de la « petite ties investisseurs. En hansse de 1,2% fors de la «petite séance» du matin (ce que l'ou avait interprété comme un «comp de calotte» à l'égard de la prestation télévisée du cardinal Balladur à « L'heure de vérité»), les valeurs fran-çaises perdaient finalement 1,6% de l'approche du son de cloche final. Tontes les raisons étalent bonnes pour expliquer, après com, cette volte-face : les questions que sonte-vait encore la discussion inter-gouvernementale sur le budget 1987, la nécessaire correction de l'indice CAC après ses emballements récents. Jusque y compris les points d'interrogation politiques que soulevaient les man-chettes de l'Express ou de l'Evénement du jendi à propos de cet étrange tandem Mitterrand-Chirac qui est loin de pédaler dans le même seus.

Mines d'or, diamants

Drief. Cons.

(1) Coupon 5,80

Pétroles

12-9-86 Diff.

50 inch. 114 + 2,50 96,90 + 3,40 53,56 - 2,50 79,10 + 2,60 623 + 23 93,80 + 3,80 254 + 19,80

12-9-86 Diff.

- 4 + 22 - 9

100 535 160

Semaine du 8 au 12 septembre

Vendredi matin, l'événement aurait été une hausse de la cote. Il n'en fut rien, en effet, et le marché, qui avait réussi à limiter les dégâts dans la matinée (avec un repli de 2,6 %, pratiquement inchangé au cours de la « séance normale »), laissuit au secteur obligataire et au Marché à terme d'instruments financiers (MATIF) le soin de pauser ses propres plaies. A l'heure du bilau — fortement déficitaire, — tous les titres sont à mastre dans le même reuser et les rantie de les titres sont à mettre dans le même panier et les replis de 15 % à 20 %. 19 % euregistrés sur l'ensemble de la semaine sur Sommer-Allibert, UCB, Europe 1 et Signaux, sont à sur Sommer-Ampert, OCA, Emope I et seguint, sous les l'image du jeu de massacre qui s'est déroulé sous les colounes. Seule une poignée de valeurs de second rang (SADE, Berger, Gerhand) out fuit preuve de résistance. De façon insuffisante, toutefois, pour permettre à l'indice CAC d'aller au-delà de ce niveau de 383,8 auquel il s'éta-blissait vendredi soir contre 411,4 la semaine précédente.

blissait vendredi soir contre 411,4 la semaine précèdente.

Comment la Bourse de Paris va-t-elle évoluer la semaine prochaine? se demandaient avec auxiété les familiers de la rue Vivienne. « Pour l'instant, le consensus est négatif pour l'ensemble des marchés », affirmait, avec raison, un spécialiste. « Les graphiques ont une sale tête et l'on devrait buisser encore un peu fundi ou martii sous l'effet des commentaires acerbes que ne manqueront pas de faire les journeux spécialisés en fin de sensine. » Mais, fout valoir d'antres professionnels, les SICAV vont peut-être devoir se racheter pour respecter leur quota en valeurs françaises. De plus, les investisseurs institutionnels qui sont déjà intervenus pour l'initer la casse ne peuvent laisser glisser le marché alors que s'amorce activement la privatisation de Paribas, des AGF et de Saint-Gobaia, le groupe de Jean-Louis Beffia étant certainement le premier à aller « au feu » avant la fin de l'apaée. « au feu » avant la fin de l'agnée.

A l'évidence, le marché restera très sélectif pendant quelque temps et certains titres pourraient en faire les frais. Ce serait notamment le cas des pétrolières, plutôt en cour ces derniers temps jusqu'à ce que les difficiles arbitrages budgétaires relatifs à la fiscalité applicable à ce secteur ne viennent perturber l'évolution des cours. Aux dernières manuelles le teve eure les finet bezerd deut les nières nouvelles, la taxe sur le fuel lourd dont les professionnels sommattaient la disparition servit simple-ment faiblement diminate. Quant au prélèvement sur les compagnies pétrolières opérant en France, institué en 1985-et reconduit l'année suivante (équivalant à 12 % des béné-tices), il scrait finalement reconduit. L'année dernière, rees, il serant innoement reconnuit. L'aunce dernice, cette disposition avait rapporté il milliard de francs à l'Etat et une recette de 1,12 milliard de francs est escomptée pour 1986. Un montant non négligeable si l'on vent boucler convenablement le budget 1987... et satisfaire les promesses de baisse d'impôts faites par le ministre de l'économie, des finances (et de la privatisation, on alluit

Bâtiment, travaux publics

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

12-9-86 Diff.

1 658 + 29 410 - 38 927 - 83 1 335 - 95 196 - 9 1 505 - 120 437,10 - 54,50 78 - 7,50

12-9-86 Diff.

12-9-86

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

Le Monde

ÉCONOMIE

299 - 40 65,85 - 3,95 90 - 3 3 100 - 290 47 - 1 63 - 2,40 1,34 - 6,12

cap. (F) 260 573 328 222 962 501

Diff.

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

7 % 1973 10,30 %1975 PME 10,6 % 1976 ... 8,80 % 1977 10 % 1978 9,80 % 1978 8,80 % 1978

10,80 % 1979 13,80 % 1980 16,75 % 1981

CNE 3 %
CNE 3 %
CNE bq. 5 000 F
NB Paritan 5 000 F
CNB Sucz 5 000 F
CNI 5 000 F

Mines, caoutchouc,

15,75 % 1982

outre-mer

RTZZCI

..... 100

(*) Da 5 an 11 sept

Ш	E I KANGERES
Ι.	NEW-YOR
ľ	Le plongeon
1	La craime d'ane remor

La crainte d'une remontée des trux d'imérêt et de l'inflation a suscité une retraite précipitée à Wall Stroct dans une intense activité. Cinq séances après que l'indice des valeurs industrielles est atteint le record absolu de 1 919,71, celui-ci a enregistré un record de basse (86,62 points) jeudi 11 septembre et est retombé au-dessous du cap de résistance psychologique de 1 800. Vendredi, le marché a encore baissé de 34 points, sus une chute de 120 points au total et de 140 points en une semaine par rapport à la clêture de vendredi dernier à 1 758,72. Cet effondrement s'est accompagné d'un volume record d'activité (237 570 000 actions) qui a été betin vendredi, 240 490 000 titres ayant été échangés.

Cours Cours Saept. 12 sept.	
Alous 39 1/8 36 1/2 ATT 24 7/8 23 1/1 Boeing 59 1/8 54 5/1 Chase Man. Bank 39 7/8 37 Da Poat de Nemours 86 5/8 31 Eastman Kodak 57 76 3/8 66 Ford 58 1/2 52 3/4 General Electric 77 1/2 71 1/2 General Motors 76 3/4 68 1/4 IBM 148 137 1/4 ITT 53 1/4 49 1/8 Mobil Off 38 7/8 35 7/8 Pfizer 64 3/4 59 Schlumberger 34 1/2 31 1/2 IERMO 57 55 5/8	
Union Carbide 22 1/2 21 1/2 US Steel 20 5/2 20 1/4 Westinghouse 57 7/8 53 1/2 Xereax Corp 57 3/4 53 3/3	

The second

STATE AND LONG. 30 2 1 11 mm

BLAKER A HOLA

Laws 3 retries to the

CENTRAL CONTRACTOR

True TOTAL WILLIAM

The state of the s Zi tota walla walla

Action to the second

Editable of the St.

Die a son

TO PER STATE OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAM

THES PREMIERE!

A 2 2 1 leave 1

30.5, to

LONDRES Forte baisse

Wall Street a exercé une influence prédominante sur le Stock Exchange, cette semaine. Sa chute record de jeudi a déclerché une baisse générale des valeurs à Londres. Les actions des sociétés favorites des investisseurs amé-ricains, telles que ICI, Glazo et Jaguar, ont été les plus éproavées. Mais, d'après les courtiers, la pression à la baisse a été dans l'ensemble modeste et, fondamentalement, la tendance très résistante. Indices «F.T.» : industrielles :

	1 755 9 223 104,60 107,25	+	5 43 100 0,15	Indices «F.T.» I 270,9 (contre 1 3 314,8 (contre 308 86,74 (contre 88,47)	38,4); to	ines d'or,
	122 106,30 107,15	=	1,15 0,35 0,15		Cours Saept.	Cours 12 sept.
	100,30 104,35 111,20 167,93 109,15 124,40 125,80 121, 4 570 103,98 107 105 104	1+1-	0,21 0,50 0,40 0,13 0,92 1,50 2,40 1,50 25 0,02 1,50 0,50 0,05	Bocchem Bowater Brit. Petroleum Charter Contraulds De Beess (*) FreeSanc Coded (*) Glexo Gt Univ. Stores Imp. Chemical Shoil Unilever Vickers	418 333 688 283 283 282 743 12 3/16 10 20/64 16 10 7/8 966 19 3/32 433	400 323 658 278 275 745 12 3/16 90 14 3/4 10 3/16 898 12 1/4 413
_		_		War Loan	38 7/8	37

FRANCFORT Irrégulier

(*) En dollars.

Après un début de semaine irrégulier, la Bourse de Francfort a réagi venduelle des

L'indice de la Commerchank a clô-turé à 2 035,7 points, soit 79,1 de moins que la semaine dernière.

	Cours 5 sept.	Cours 12 sept.
AEG BASF Bayer Commerzhank Deutschehank Hoechst Karstadt Mannennan Siemens Volkrwagen	321 50 287,40 314 345 839,50 280 453 189,50 701 549	309 279,56 384,28 334 786,56 269 426 1133,88 692 529
		4

TOKYO

de vendredl (- 460,73 yen), le phrecul historique pour une senie s L'indice Nikkei, qui avait progre terminé, vendredi, cette semains 18 100,52 year. L'indice général a perde 43,23 points à 1 498,87, contre 1 542 le

	Cours 5 sept.	Cours 12 sept
kar ridgestone anon	390 703 989	343 761 938
uji Benk londa Motors fatsushira Electric		1 600 1 290 1 620
freshishi Heavy ony Corp. oyota Motora		3 220 3 230 1 850

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements -45-55-91-82, peste 4330

Alimentation			Banques, assu	rances	
	12-9-86	Diff.	sociétés d'inve	stissen	rent
Béghin-Say	501	- 5		12-9-86	Diff.
Bongrain	1 960	- 5			
BSN GDanone)	4 210	inch	Bail Equipment (1)	565]- 18
Carrefour	3 440	- 245	Banceire (Cie)	1 230	- 120 - 148
Casino Suromarché	2 020 2 300	- 110 - 130	Cetelent	1 427	- 64
Guyenne et Gasc	799	- 21	CFF	1 360	- 142
Lesieur	1 034	- 41	CFI	516	- 44
Lesieur Martell	1 425	+ 5	Eurafrance	3 200	- 390
Moët-Hennessy	2 255	- 112	Hénin (La)	705	- 66
Nestlé	34 600	- 110 0	lmm, PL-Monceau	835	- 10
Occidentale (Gle)	1 020	- 66	Locafrance	1 128	- 46 - 82
Olida-Caby Pernod-Ricard	983	- 17 - 58	Locindus	1 589	- 162
Promodès	1 949	- 69	Midland Bank	573	- 24
St-Louis-Bouchon	590	- 15	OFP	1 452	_ 28
C.S. Saupiquet	750	- 101	Paris, de réese	889	- 45
Source Perrier	785	+ 10	Prétabail	1 720	- 3
Veuve Clicquot	4 930	- 170	Schneider	683	- 68
16 . c . 7 . 7	•	<u></u>	UCB	660	- 125
Matériel élect			(1) Droit 34		
services public	<u></u> -		Filatures, texti	les, me	ngasin
	12-9-86	Diff.		12-9-86	Diff.
Alsthon-Atlantique.	350	- 21	André Roudière	240	Inch.
CTT-Alcatel	2 945 259	- 175 - 38	Agache Willot	800	+ 10
Crouzet		- 56	Agache Willot BHV	605	- 76
BM (1)		_ 2,80	CFAO	1 738	- 67
Intertechnique		- 80	Damart-Serviposte	2 201	- 64
TT	343	- 16	Darty	3 700	- 118
Logrand	4 253	– 190	DMC	505	- 42
Lyonneise des Eaux .		- 75	Galeries Lafayette La Redoute	1 297 1 943	- 112 - 92
Matra	2 470 3 030	- 70 - 240	Nonvelles Galeries	506	- 54
Moteurs Leroy-Somer		- 98	Printemps	582	- 66
Moulinex			SCOA	117	- 8
PM Labinal	698	- 29			
Radiotechnique		- 49	Valeurs diverse	oe .	
SEB		- 40	/ titetra titera	-	
Siemens		- 19.50		12-9-86	Diff.
Signatux		- 118		12-5-00	Dut.
LEMMAN PLACETYCES.	14 300	- 265	Accor	430	- 26
Thomson-CSF	1 545	- 130	Agence Haves	1 820	- 90
(1) Commerce 6 20 P			Arjemari	1 828 630	- 92 - 36
(1) Coupon 6,20 F.			Bis	1 430	133
Produits chim	iaues		CGIP	1 160	- 98
			Chib Méditerrance .	582	- 53
	12-9-86	Diff.	Essilor	3 185	- 115
			Europe 1	920	- 191 - 225
ASF	926 984	- 14 - 41	Hachette L'Air Liquide	2 689 735	- 15
Rayer	890	- 25	L'Oréal	3 541	- 149
mp. Chemical	197	- 290	Navigation Mixte		- 85
nstitut Méricux	4 168	- 70	Nord-Est	196	- 8,5
aboratoire Bellon	1 869	- 168	Presses de la Ché	2 145	- 86 - 17
Norsk Hydro,	146	- 9,50	Senofi	746	- 17 - 65
Roussel-Ucief	1 572	<u> </u>	Skis Rossignal	1 210	- 8
		/P!	šietiė) —		
		•	84 pour offrir des		

et d'avenir.

CHERCHEURS **D'EMPLOI**

	UCB	660	- 125	Tit 4 - balan	-		Valcana	Transfer	Valcura	Dittanc	i
ue	(1) Droit 34			Elf-Aquitaine				1%		96	ł
_		_		Execon (1)	44	5 - 24,90	SADE	+ 6,3 Sign + 4,0 Em	opel	18.8 - 18.5	
	Filatures, texti	iles, me	agasins	Petrolina	[1 410		Alter Septem.	+34 IUC	B] - 16,6	
9-86 Diff.		1000	7.00	Pétroles B.P Primagaz	14		Gerland Dumez	+ 1.9 Sou + 1.8 Pro	mer-Allih evost		1
50 - 21		12-9-86	Diff.	Reffinage	190	0 -14	Source Perner	. + 1.3 Eur	UCUM	- 13	ļ
45 - 175 59 - 38	André Roudière Agache Willot	240 800	1sch. + 10	Royal Dutch Sogerap	59		Locabeil	+1,1 Mo	Let. Son	- 123 - 119	l
39 - 56	BĤV	685	- 76 - 67	Total	45		Sitie	+06 Se	piquet physique	ii3	
38 - 2,80 30 - 80	CFAO	2 701	- 64	(1) Coupo:	z 5.10.		Martell	+0,4 Géo	bhysique	11,3	1
43 - 16	Darty	3 700	– 118		,			-			7
45 - 175 59 - 38 39 - 56 38 - 2,80 30 - 80 43 - 16 53 - 190 60 - 75 76 - 76 - 240 105 - 90	DMC	585 1 297	- 42 - 112	Métallurgi	ie		MARCH	ie libr	E DE	L'OR	I.
78 - 79	La Redoute	1 943	- 92	constructi	_	nima	<u> </u>	1	Cours	Cours	1
30 - 240 05 - 90	Nonveiles Galeries Printemps	582	- 54 - 66 ·	CORSEI ACCE	on meca	uque	1		6 mapt.	12 sept.	1
73,88 - 0,28	SCOA	117	- 3		12-9	86 Diff.	Or fin (kild en	harre)	82 750 86 950	90 900 91 000	ŀ
51 - 49	Valeurs divers	-		Alspi	405		Pièce trançais Pièce trançais	(20 tr.) .	550	560	L
35 - 40	rateurs awers	<u>es</u>		Avious Dessault Chiers-Chitillo	t-B 1 386		Pièce suites (2	0 ft.)	360 572	409	j
15 - 19.50		12-9-86	Diff.	FACOM	1 535	5 - 75	Pièce latine (2 2 Pièce traini	0 fr.)	507 493	800 830	۱
11 - 118 - 265	Accor	430	- 26	Fives Lille Fonderie gen	15	- 25	Souversin		641	495 900	J
05 - 265 45 - 130	Agence Haves	1 820	- 90	Marine Wendel	409	- 39	Souverain Eliza	D000 #	328	631 350	l
	Arjemari Bio	630	- 92 - 36	Penboet Pengeot SA			Place de 20 de		3 320	3 400	•
es	Bis	1 430	- 135 - 98	Poclain Sagem	50	10 - 290	0 - Edd	Mars[1 076	1 000 1 000	ı
	Chib Méditerrance .	582	- 53	Strafor	550	3] - 31		eca	3 325 847	3 410 640	ľ
9-86 Diff.	Europe 1	3 185 920	- 115 - 191	Valeo Vallourec	536		- 10 fts	rim	517	545	t
26 - 14	Hachette	2 6RB	- 225	Vanoacc		1-1144	- 510	ubles	351	355	ı
84 - 41 90 - 25	L'Air Liquide L'Orfal	735 3 541	- 15 - 169			MA	TIE				
26 - 14 84 - 41 90 - 25 87 - 2,90 60 - 70 00 - 168	Navigation Mixta Nord-Est		- 85	Mariana	A 10 8	Cotation en		a du 12 a		hne	
09 - 168	Presses de la Cité	2 145	- 8,50 - 86	- HOGOIN	5. 10 /5	COLECON ON			Prom		ı
46 - 9,50 72 - 128	Senofi	746	- 17 - 65	COURS	-		ECHEANC				ı
7.5						Sept. 86		Mars 8		nin 87	ı
(Pub	Retokt			Premier		110,20	111	111		11	ı
-		£	one de	+ hant		110,60	111,85	111,85		11,60	١,
te des en 13	84 pour offrir des : cherchent un métie	A SSEC	ישבייתית	+ has		110,05	110,80	110,75		19,60	IJ
u a ceux qui c	Herchent un meue	n passa	Valentir	Dernier		110,50	111,70	111,65		11,40	H
•			- 11	Compensatio	<u> </u>	110,50	111,70	111,65	1 1	11,40	Н
-	une seconde d	nmné	tence	Nombres	de contrats	: 20 900.					.
COOL UZ-YUUS	THE SOUTH OF L	winha	COLOG	<u> </u>							П
narticinez à	une formation	rému	nérée	ILE VOLUM	ME DES	TRANSACT	TIONS (en	milliers	de fr	ancs)	П
berneher a	dig Torritation	TOTTICE	1		8 septembre	9 septembre	0 septembre	1 septemb	rel2se	otembre	Ιl
	par l'Etat		- 11	1 h		╅╼╧═			-		Н
			. 11	RM	1 402 674	1373 666	1 208 144	175132	8	-	Н
devenez SDÉ	cialistes en auto	matisa	ation	Comptant R. et obi.	9414297	9610207	8 623 105	6710019	.	_	П
			[]	Actions	544.425		415745	383 336		_ 1	П
Qes i	processus indus	attlels	- 11								·l
			- 11	Total	11 361 396	12540021	10246994	8 844 68	3	-	ıl
	ès : ingénieurs,		. 11	INDICE	e Ariama	DIENS (INSE	T here 166	31 J	L 19	84)	ı
diplômés de l	maîtrise, MST, DEJ	A, docto	rat]]		153.2		153,3	150.4	1	~ ,	Н
Durée : 9 ma	is - Début : lundi 6	octobre	1986	Françaises Etrangères		115.2	115.5	115.9	1 .	_	1
_	_			}					٠.		1
téléphonez	: au 90 -49 -62-	40	[]	•		NIE DES AC				- 1	ļ
			- 11	Tondo-	-	ise 100, 31 di		•		48,6	Н
INSTITUT SUF	ÉRIEUR D'AUTOMA	TIQUE		Tendance .		[153,5 [-	1 7	1 0,0	ŀ
ET D'INFORM	ATIQUE INDUSTRIEI	LLES]]	1		ase 100, 31 di				1	,
chemin du Ten	nple, 13645 ARLES	EN-PRO	VENCE	Indice gén.	404,6	1 400,4 1	402,3	3 99, 8	i 3	83,8	ı

L'EUROMARCHÉ

URSES

1:4:5:3

L'annonce d'une certaine érosion d'un privilège?

Record bette avec quatre mois d'avance. Le chiffre de 133 milliards de dollars pour l'amée der-nière tout entière vient d'être dépassé sur le marché eurnobligataire. Le volume des émissions nouvelles lancées depuis janvier porte déjà sur plus de 138 milliards Il est pen probable, toutefois, que l'activité se poursuive à un rythme aussi souteun durant le dernier trimestre. Un ralentissement s'annonce devant la grève du zèle des investis-seurs, qui redoutent une nouvelle remontée des taux d'intérêt dans le socieur à taux fixe et qui se détournent du secteur à taux variable.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant de voir les emprunteurs quasi permanents que sont certaines banques «supranationales» de dévo-loppement s'assurer l'accès au plus grand nombre possible de marchés locaux, favorisant ainsi la réalisation de transactions certes internationales, mais non sous forme d'euro-

Tout aussi significatif est le choix de la banque agricole allemande Landwirtschaftliche Rentenbank de lancer, dans sa propre monnaie, un emprunt domestique dont le carac-tère international sera souligné par la composition du syndicat bancaire de direction. De tels emprants sont fort rares outre-Rhin, où pout-être, pour de fausses raisons de prestige, la préférence des débiteurs locaux en deutschemaries est allée ces dermières années aux euro-emusions, malgré deux obstacles de taille : la sujétion à un calendrier et l'impossi-bilité d'aborder le marché da mark de façon directe, ce dernier point impliquant le recours à un véhicule financier domicilié à l'étranger. Les opérations domestiques en marks pour le compte de débiteurs alle mands échappent au calendrier de la Bundesbank, se font sans intermédizire et n'exigent qu'une autorisation du ministère fédéral des

Dans le socieur du sant des obliga-alors que les rendements des obliga-Dans le secteur du franc français, tions domestiques et des euroemprunts so rejoignent, l'attention s'est concentrée sur les deux opérations « Bull » et « Bear », liées aux performances de l'indice CAC de la Compagnia des agents de change. Le succès de celle lancée pour le compte du Danemark s'est confirmé de façon éclatante, conduisant à une augmentation de son montant de 500 à 800 millions. Il a appelé un second emprunteur à suivre son exemple. A la veille du week-end, Electricité de France, sous la garantie de la République française s'est présentée avec un emprent de 800 millions construit sur le modèle présenté la semaine dernière dans cet colonnes mais offert à des conditions initiales plus serrées étant émis à 100,75, au lieu du pair pour le

La base de l'indice étant la même du Trésor américain de référence. (405,7) et les autres conditions de l'intérieur des commissent techniquement fongibles. La sons totales de 17/8 %, les obligaconstruction particulièrement ingé-nieuse qui permet d'accroître la liquidité de chaque émission est le fait des deux chefs de file, la Société générale et Goldman Sach Interna-tional. Sur le « marché gris », les deux transactions se traitaient vendredi aux mêmes cours avec leurs deux tranches aux alentours du pair. Pour l'émetteur, l'emprunt est d'un coût particulièrement avantageux (7,53 % pour EDF au pied des commissions, qui totalisent 1-7/8 %).

Mais, tout autant que par leur bon accueil suprès des investisseurs, les duux émissions « Bull » et « Bear » se sont signalées par plusieurs traits typiquement nationaux : celui de la cotation exclusive à la Bourse de Paris, et celui de la publi-cité qui pourra être faite en France en leur faveur durant la période de escription et la soumission au droit français.

Il s'agit pourtant, sans conteste, d'émissions internationales et vraisemblablement euro-obligataires, comme le montrent non seulement la diversification d'origine des banques des syndicats, mais aussi un traitement fiscal spécifique impli-quant une exonération de la retenue forfaitaire à la source. L'intention politique de promouvoir le rôle de la Bourse de Paris est manifeste. Elle ne diffère guère, après tout, de celles qui font que les emprunts publics en marks sont pratiquement tous cotés sur une Bourse allemande, de même que ceux en florins le sont à Amsterdam, que ceux en francs suisses le sont à Zurich, à Genève ou à Bâle, et que la plupart de ceux libellés en livres sterling le sont à Londres... Ce qui lui confère une importance particulière en France, c'est qu'elle paraît égaledu privilège des agents de change.

Départ en trombe

En plus d'EDF, trois emprunteurs français sollicitent présentement le marché international des capitaux. La même Caisse centrale de coopération économique (CCCP), aous la garantie de la République française, vient de lancer sous la direction... du Morgan Guaranty et du Crédit lyonnais une émission de 113 millions de dollars, dont le montant inhabituel s'explique par la conclusion d'une habile transaction de « swap » impliquant des contreparties en francs suisses et en deutschemarks.

D'une durée de cinq ans et offerte à 160,75 %, la transaction est munic d'un coupon annuel de 71/8 %. ce qui correspond à un rendement brut de 6,94%. A l'émission, ses conditions se situaient à 47 points de base au dessus du niveau des obligations

Une pénurie factice d'aluminium

tions CCCE, comme tous les autres euro-emprunteurs de ce type ont dû subir la pression des avis négatifs en provenance de New-York, et leur réception était difficile à juger en l'absence de cours significatifs.

Sar le marché suisse, qui, tecini-quement, na connaît toujours pas d'euro-obligations, la Caisse natio-nale des télécommunications se pré-sente à des conditions particulièrement audacieuses, qui allient un coupon de 4,75 % à un prix d'émission de 100.25 % pour une durée de neuf ans, soit un rendement brut de 4,71 %. Le Crédit suisse est le chef de file de l'opération, qui, d'un mon-tant de 150 millions de france, est destinée à remplacer un emprant de 6% 1976/1991 que la CNT a dénoncé au remboursement anticin pour le 8 octobre prochain. L'exiguité des conditions du nanvel emprunt était soulignée la semaine passée par le fait que, sur le marché secondaire, des obligations d'Electricité de France, au bénéfice de la même garantie, offraient, pour la même durée, un reudement de

Le Crédit foncier de France s'est, pour sa part, adressé su marché elge pour un emprunt privé de 2 milliards de francs belges, d'une durée de dix ans. Les « notes » à taux flottants porterent intérêt à un uiveau qui sera de un trentedeuxième plus élevé que celui du taux interbancaire à trois ou à six mois offert à Bruxelles, Les commissions se portent à dix points de base. Il y a deux chefs de file, la succur-sale bruxelloise du CCF et le Crédit communal de Belgique.

Comment nu pas mentionner, pour terminer, le départ en trombe d'une transaction à taux flottants de 204 millions de dollars conçu par la hanque Paribas Capital Markets sur la base de bons du Trésor italiens lancés en ÉCU pour une durée de huit am en 1985 et portant des cou-pons de 9,60 % et de 9,75 %. L'émetteur est une société des îles Cayman, du nom de Republic of Italy Euro Repackaged Assets Ltd, ce qui, en faisant précéder ses ini-tiales de celle du mot « flottant », a permis d'appeler les « notes » FERARI, nu sigle qui a reçu l'approbation de la République itslienne. D'une durée de sept ans, les « notes » portent intérêt au taux du Limean (taux moyen) à un mois pour une brève période initiale, puis à trois mois. Les commissions totalisent 10 points de base. Comme les conditions sont nettement plus généreuses que celles qui auraient été posées si l'Italie sollicitait directement. les « notes » se traitaient la semaine dernière au-dessus du pair,

30 000 tunnes, ponr atteindre

3,724 millions de tonnes, soit plus du quart de la demande annuelle qui

stagne autour de 12 millions de

tonnes. Des chiffres qui, semble-t-il,

ne tiennent pas campte d'une réserve de 40 000 à 50 000 tomes constituée par la Corée du Sud, inquiète du quasi-abandon de la pro-

L'aluminium à Londres

(on Evros sterling per tonna, 2º échéance)

(Intérim.)

LES DEVISES ET L'OR

Crédits, changes, grands marchés

Rapide aller et retour sur le dollar

Quel hourvari cette fin de d'Allemagne intervint vigoureusesemaine sur le marché des changes ! Une hausse brutale et inattendue du dollar, sur des rumeurs un peu folies, puis une recirute, et des mar-chés bien seconés, moins toutefois que la Bourse de Wall Sreet, à l'ori-gine de ce turnulte.

One s'est-il done passé pour justifier un tel sursaut d'un dollar bien décrié pour l'instant ? Tout simplement des «fuites» concernant les chiffres de ventes an détail américaines pour le mois d'anût. Ces ventes suraient augmenté fortement, le bond attendu devant être de deux et demi à 4 %, contre 1,3 % préva par les experts et 0,1 % seulement relevé en juillet. En même temps, et de la même source, on chuchotait que l'indice des prix à la production aurait monté sensible-

Cocktail explosif ! Car - suivous bien le raisunuement - si ces rumeurs se révélaient exactes. l'économie américaine s'engagerait sur la qu'attendu. Donc, plus besoin, pour la Réserve fédérale d'abaisser à nouveau son taux d'escompte. Bien plus, une résurgence de la hausse des prix devrait la conduire, tôt ou tard, à relever ses taux pour contenir l'inflation. C'était un changement à vue complet, de nature à renverser spectaculairement la tendance, notamment sur le dollar, déprimé par une diminution éventuelle et supplémentaire des taux d'intérêt, et revigoré du coup par un renchérissement du

Le dollar monta brusquement jeudi soir et vendredi, jusqu'au début de l'après midi. Vis-à-vis du mark, il s'éleva de près de 2 %, pas-sant de 2,06 DM à près de 2,10 DM, coms auquel la Banque fédérale

ment pour stopper la hausse. Pas de fantaisie! A Paris, le billet vert pas-sait de 6,76 F à 6,85 F en un clin d'ail. Au début de l'après-midi en Europe, en début de matinée aux Etats-Unis, le verdict des chiffres tombait : plus 0,8 % sculement pour les ventes au détail en août et pour les prix à la production.

Ce fut un véritable coup de Trafalgar pour la spéculation. Les fuites se révélaient totalement erronées, l'économie américaine, décidément, n'était pas encore engagée sur le chemin de la reprise, l'hydre de l'inflation u'agitait pas encore ses têtes, très nombreuses comme cha-

Conséquence, le dollar retombait kourdement à son point de départ, soit 2,06 DM à Francfort et 6,75 F à Paris. A Tokyo, où la Banque du Japon veillait, la hausse ayant été plus limitée (plus 1 %), la baisse le fut anssi. «Un coup d'épée dans l'eau -, telle fut la réaction de nombreux spécialistes, et notamment des plus lucides, que la hausse éclair du dollar avait pen impressionnés et qui voient le billet vert toujours orienté

Ainsi M. David Kern, directeur des études économiques de la National Westminster, Pune des grandes banques britanniques, prédit que le dollar tombera à moins de 2 DM et de 150 yens au cours des prochains mois, puis fluctuera autour de ces cours, soutenu par la reprise de l'économie outre-Atlantique et par le raffermissement des taux d'intérêt. Mais, su-delà de 1987, estimet-il, l'élimination de l'énorme déficit commercial des Etat-Unis nécessitera de nouvelles baisses de la devise américaine, de 3 à 4% par an, pour

arriver, fin 1991, à 1,77 DM et 127 yens.

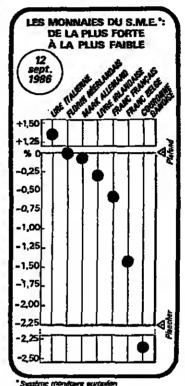
Il n'empêche, le brusque et rapide sursaut du dollar laisse à penser sur ce qui pourrait se produire si la croissance reprenait vraiment aux Etats-Unis, comme quelques indices semblent, prudemment, l'indiquer.

En Europe, le cours du mark à Paris, qui s'était approché de 3,28 F, son record absolu, a un pen reflué, en liaison avec la remontée du dollar observée tout au long de la semaine, de 6,68 F à 6,75 F, le bref sursaut de la veille du week-eud mis à part. Vendredi soir, la devise alleman La Banque de France u'a pas eu à intervenir pendant la période sous

Le même David Kern entrevoit un nouveau réalignement général du système monétaire enropéen avec une réévaluation de 3 à 5% pour le mark et le florin, mais pas avant le deuxième semestre de 1987. En revanche, la couronne danoise serait dévaluée de 4% d'ici à la fin de 1986. Ce dernier pronostic pourrait bien se révéler exact.

Sur le marché de l'or, très agité lui aussi, un léger repli a été obs en liaison avec le recul brutal des cours du platine, victime de ventes bénéficiaires abondantes. Le cours de l'once toutefois n'est pas redescendu au-dessous de 400 dollars. oscillant entre 405 et 415 dollars.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 AU 12 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Liene	\$ E.D.	Frank français	French	D. mark	Franci	Florie	Lite
	-	-	ı	Ī		ŧ	-	
Leadings		_	-	-	-	-	-	-
	1,4800	-	14,7820	-68.3865	48,4361	2,3364	42,5000	9,87%
Man York	1,4965	-	14,5583	60,5683	45,0196	2,3663	43,4484	BATTED.
	10,0122	6,7650	•	403.51	327,60	15,8861	290,22	4345
Paris	10,0041	6,6858	-	484,99	327,49	15,8187	290,40	4,7478
2mid	2,4509	1,656	24,4750	-	10,1937	3,8602	71,8425	1,162
	2,4787	1,6519	34,6914	•	80,9313	3,9067	71,7202	L1725
4 . 7	3,8562	2,8650	38,5243	124.76	-	4,8248	88,5886	2.449
Franciert	3,0523	2,8400	30,5166	123,56	•	4,8272	28,6185	1,4488
	63,3440	0.00		15,8454	267.26	-	18,3612	3.0004
Britishes	63,200	42,26	6,3216	25,5966	207,15	-	18,3579	3.8614
	3,4499	2,3310	34,4566	140.76	112,88	\$4463		1,000
Appeler fant	3,448	2,3020	34,4352	139,43	112,54	5,4472	1	14349
	2169	1425	210,64	868,51	694,67	33,2944	611,33	-
·	2187,87	1408	218.62	15Z.11	694.19	33,3175	611.64	
	239.36	155,65	23.0001	935915	75,3753	3,6367	66,7739	e feet
Takyo	237,10	155,10	23,2813	93,9436	76,8294	3,6701	67,3762	6,1161

A Paris, 100 years étaient cotés, le vendredi 12 septembre, 4,3463 F contre 4,3101 F le vendredi 5 septembre.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La crainte d'une hausse des taux

de semaine, les rendements s'orientant brusquement à la hausse et les cours des nbligations baissant de près de 2 % aux Etats-Unis, dans un climat assombri par les bourses de valeur en chute libre à Wall Street. La raison, annoucée par de nombreux opérateurs, est que non seulement la baisse des taux supplémentaires attendue par les Américains pour les prochaines semaines u'aurait pas lieu, mais encore qu'elle pourrait laisser la place à une hausse déclenchée par les autorités monéraires de Washington pour contenir

une inflation renaissante. Ce fut un bean chahut, décienché (voir la rubrique « devises et or »)
par des rumours erronées sur une augmentation soudaine des ventes an détail américaines en août. Une telle angmentation, on s'en doute bien, aurait constitué le signe précurseur de reprise de l'économie, laissant présager une remontée des taux. Horrible perspective qui pren-drait à revers toutes les spéculations engagées précédemment sur l'espoir de la diminution. Le plus fort est qu'après la publication des vérita-bles chiffres des ventes an détail en août, en progression très modeste — 0,8 % aeulement — les rendements ne retombèrent presque pas à New-York, les cours des obligations ne remontèrent donc guère, comme si les milieux financiers étaient per-suadés que la baisse des taux était bien tarminée, dans le meilleur des cas, et, qu'an pire, la renaissance de l'inflation était inévitable.

Ce qui s'est passé aux Etats-Unis Banquu fédérale d'Allemagne. Celle-ci, comme prévu, u'a pas modifié ses taux cette semaine et, selon les milieux financiers d'outre-

Comme les marchés des changes, mais bien plus fortement, les marchés financiers ont été socoués en fin de sa visite à Paris par M. Jacques de purs de l'échéance l'éc Chirac, qui souhaitait obtenir une diminution des taux allemands, le chancelier Kohl a fait une réponse significative. Pour lui, son gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait à ce sujet mais la Bundesbank est indépendante du postvoir politique et la volonté de ce pouvoir est de lui conserver son indépendance.

L'obstination de la banque centrale allemande à ne pas abaisser ses taux d'intérêt, inchangés depuis six mois, commence toutefois à soulever les critiques des banquiers d'outre-Rhin. C'est ainsi que M. Walter Seipp, pésident de la Commerz-bank, a pris publiquement à partie la Bundesbank, phénomène assez rare outre-Rhin. Il constate qu'en six mois les taux d'intérêt réels en Allemagne, compte tenu d'une inflation e négative », se sont élevés à 6 %, et qu'en éliminant l'effet de la baisse du prix du pétrole (1,5 %), ce taux réel est encore de 4,5 %, tout à fait en haut de la fourchette.

En outre, il s'en prend aux obsessions de la banque centrale, pour qui la masse monétaire augmente trop ia masse monetaire augmente trop vite. M. Seipp affirme que l'évolu-tion de la masse monétaire n'est pas une «vache sacrée» et que son contrôle à tout prix n'est pas une fin en soi. Il assure que le gonflement de cette masse, jugé trop important par la banque, est dû en grande par-tie à l'accumulation de liquidités par la spéculation dans l'attente d'un nouveau réalignement du système monétaire européen.

A Paris, le marché obligataire a devrait donner bonne conscience à la été, lui aussi, secoué en fin de semaine. L'échéance décembre du MATIF est revenue de 112 à 111, ce qui faisait remonter à près de 8,40 % les rendements sur les fonds d'Etat.

des opérations assimilables du Trésor, émises la semaine dernière pour près de 13 milliards de francs. a glissé en dessous du pair, malgré les efforts de la Caisse des dépôts. Quant à l'emprunt de 4 milliards de francs de la Caisse d'équipement des collectivités locales, CACL, lancé à 7,30 % nominal, et 7,70 % réel, il s'est très mal placé. Décidément, le marché u'a pas le moral et, comme aux Etats-Unis, le bel espoir de baisse prochaine des taux semble s'être totalement évanoui, du moins pour l'instant. Les déclarations de M. Balladur à l'Heure de vérité sur Antenne 2 ne l'ont pas rassuré, car les opérateurs redoutent toujours l'application de mesures rétrose-

Parents, Vous pennez, à fout pour la rentrée des classes, n'oubliez pos l'essentiel : l'ensurance scolaire et estra scolaire de vos enforts ? La littuiselle Accident Sièves les protège 28/24. Pour achieve en région posisione (2) à 77 F/an) appeiez le 42 46 36 75 léutuelle Accident Bièves,

don Metal Exchange (LME) connaissent, depuis juin, une hiérar-chie inversée que les spécialistes des marchés à terme qualificat de déport (« backwardation »). Suivant ce cas de figure, les prix de l'échange à trois mois - qui attei-gnaient 806 livres la toune le 10 sep-tembre - sont inférieurs à ceux du comptant, lesquels s'établissaient le

LES MATIÈRES PREMIÈRES

même jour à 836 livres la conne. Une telle situation renverse l'ordre normal des choses : les cours sur l'échange de livraison à trois mois doivent, en principe, dépasser ceux du métal immédiatement disponible en raison du coût de stockage qu'ils sout censés inclure. Cette configuration habitaelle des prix est alors baptisée report (ou « contango »).

PRODUITS	COURS DU 12-09
Cuivre le. g. (Landra)	936 (+ 12)
Trois mois	Livres/tonne
Alembian (Leuise)	207.5 (+ 17.5)
Trois mois	Livres/tonse
Nickel (Lades)	2 561 (- 5)
Trois mois	Livres/mme
Secre (Prix)	1 190 (+ 28)
Décembre	Franci/tones
Caté (Ladre)	2 395 (+ 38)
Novembre	Livres/tonne
Cacan (New York)	2 194 (+ 51)
Décembre	Dollars/tonns
Bié (Chicago)	259,75 (- 5)
Décembre	Cents/bossess
Male (Chicago)	162,25 (- 1,75)
Décembre	Cents/boisteau
Soja (Chings)	156 (- 0,90)
Septembre	Dollars/t, courte

Pourquoi l'alaminium a-t-il eu nées fondamentales du marché de tendance, ces derniers mois, à «marché de l'aluminium, jequel souffre, à l'échecher sur la tête », selon l'expression d'un courtier? L'actuel déport, qui a attein son paroxysme le 9 juin desirance munistes unt pragrussé de l'aluminium pragrussé de l'aluminiu dernier avec une prime de 92 livres du comptant sur le terme, traduit une relative pénurie de métal sur le marché européen. An LME, les stocks, qui atteignaient encore 220 000 tonnes fin 1985, sant tombés, au milieu de la semaine, à 130 325 tonnes. En vertu du contrat d'aluminium traité sur la place britannique (le degré de pureté stan-dard est de 99,5 %), la marchandise qui transite par les entrepôts du LME provient essentiellement de deux pays de l'Est, l'Union soviétique et la Roumanie. Or ces deux Etats ont récomment cessé de vendre à Londres, Moscou est au contraire acheteur. Bucarest préfère vendre directement son aluminium à ses clients comme l'Iran et l'Italie. Certains professionnels ont proposé l'introduction au LME d'un contrat traitant une qualité supérieure de métal (99,7 %) afm de desserrer l'étroitesse du marché et d'accepter une marchandine d'autres prove-nances (Amérique du Sud notam-ment). Mais les autorités anglaises, secouées par la crise de l'étain d'octobre 1985, ont d'autres chats à fouetter. La mise en place prochaine d'une chambre de compensation vient en tête de leurs priorités.

Dès lors, les opérateurs, qui avaient vendu il y a trois mois de l'aluminium « à découvert » (sans le posséder au présiable) en tablant sur une baisse des cours, doivent anjourd'hui « se racheter » en catastrophe et à grands frais. La supério-rité du comptant sur le terme reflète l'étranglement actuel (« squeeze »). Il reste que la structure des prix

an LME ne correspond pas aux don-

duction de métal primaire chez son voisin japonais. En confirmant, le 8 septembre dernier, que Pechiney allait investir dans la transformation et céder pour ce faire la moitié de sa participation dans la nouvelle usine d'électrolyse d'aluminium de Becancour (à l'américain Reynolds), son nouveau président, M. Jean Gan-dois, a exprimé le sentiment général des producteurs. L'aluminium de première fusion est en perte de

énergivores ». ERIC FOTTORINO.

vitesse. L'heure sonne déjà des pro-

duits à forte valeur ajoutée fabri-qués à base de métal récupéré et peu

ÉTRANGER

2 La fin du

- 3 La libération de M. Daniloff.
- ... La situation au Chili.

POLITIQUE

- 4 La projet de découpage élec-
- La préparation des

SOCIÉTÉ

6 L'attentat du quartier de la

Le projet de réforme du CNRS.

Echecs : Karpov ne passe pas

CULTURE

14 La mort de Jacques-Henri Lar-

- Deux films avec Bette Midler au Festival de Desuville. 16 Communication.

ÉCONOMIE

- 17 La loi de finances 1987 : des mesures pour les familles
- 18 Revue des valeurs. 19 Crédits, changes et grands marchés.

SERVICES

			 -
Carnet			 76
Météorologie			 76
Mots croises			
Programmes des si	Declar	des	 7.5

CHRONOLOGIE D'AOUT En reisan de l'abondance l'ectualité, la publication de chronologie des événaments du n

Dans une note aux recteurs de Paris, Nice et Poitiers

M. Devaquet rappelle que les universités ne peuvent augmenter les droits d'inscription

Les voies du libéralisme sont parfois déroutantes pour les libéraux eux-mêmes. Alors que le gouvernement a adopté, en juillet dernier, un projet de réforme universitaire dont le maître mut est l'autonomie. M. Alain Devaquet, ministre de l'enseignement supérieur, vient de rappeler sèchement aux universités qu'elles n'ont pas la liberté de décider elles-mêmes du montant des droits d'inscription que doivent acquitter les étudiants.

Dons une note adressée aux recteurs de Paris, Nice et Poitiers, le ministre précise que ce montant a été lixé cette année à 450 francs par un arrêté du 24 juin. Les dépassements par rapport à cette norme commune à toutes les universités françaises sont donc contraires à la réglementation et le ministre demande aux recteurs de veiller à faire rembourser aux étudiants le trop-perçu éventuel... Les trois rectorats destinataires de ce rappel à l'ordre ne sont évidemment pas choisis au hasard. L'université de Nice a en effet décidé à la majorité de son conseil d'administration - en avril dernier - de moduler la rede-vance étudiante à l'intérieur d'une fourchette de 400 à 800 francs (le Monde du 10 septembre).

La situation à Poitiers est plus complexe. A la demande de la tion ave la majorité du conseil d'administration de l'université qui a voté contre cette mesure le 4 septembre dernier, le président de l'université, M. Jacques Borzeix, a fixé les droits d'inscription des étudiants scientifiques entre 600 et 800 francs, ceux des autres disciplines étant régulièrement établis à 450 francs. Selon M. Borzeix, ce relèvement était destiné à renouveler des matériels scientifiques et à financer des stages de terrain pour les étudiants. Son annulation éventuelle par le rectorat entraînera évidemment la suppression de ces stages, estime le président de Poitiers qui ajoute, non sans amertume : « On ne peut pas jouer sur les deux tableaux : demander aux universités d'accueillir tout le monde et ne pas leur en donner les moyens. »

Un enien politique

A Paris, c'est l'université de Paris V (René-Descartes) qui semble visée par la note ministérielle. Son conseil a en effet décidé au printemps dernier de demander aux étu-diants, en plus des 450 francs régle-mentaires, 160 francs de « droits spécifiques ». A la présidence de l'université, on est manifestement stnpéfait d'être ainsi montré dn doigt : les universités, estime-t-on, ont le droit de décider une augmentation de la redevance étudiante, dès lors qu'elles peuvent justifier de

Où trouver le Glenturret? Pure single Highland Malt Jusqu'ici on ne pouvait se le plus ancienne d'Ecosse, finndee en 1775). Aujourd'hui on rares specialistes, passionnes de vieux whiskies, par exemple Au Diable des Lomba 64, rue des Lombards, Paris 1 .

l'attribution de ces recettes supplémentaires à des actions spécifiques et exceptionnelles. C'est d'ailleurs ce que devront vérifier en priorité les recteurs, avant de demander aux universités incriminées de corriger leur politique et de rembourser étudiants qui auraient payé plus de

La réaction de M. Alain Deva-quet n'est cependant pas vraiment surprenante. Le ministre a en effet réaffirmé à plusieurs reprises son refus de laisser libre cours à une ibération des droits d'inscription. Pour lui, qui nous déclarait il y a quelques mois : « L'argent ne doit pas être un mode de selection à l'entrée à l'université. Si tel avait l'été le cas je n'aurais pas pu faire les études que j'al faites », c'est d'abord une affaire de conviction.

Mais l'enjen est également politique, car le problème des droits d'ins-cription, qui représentent une part non négligeable des ressources propres des universités, est au cœur du débat sur l'autonomie financière des universités et constitue une des pommes de discorde entre M. Deva-quet et une partie de la droite universitaire. Or le ministre de l'enseignement supérieur semble bien décidé à ne pas céder sur cette ques-

Enlin, le fait de geler ainsi la controverse sur la libération des droits étudiants enlève à ces derniers un excellent motif de mobilisation. au moment où le projet de réforme va commencer son marathon parismentaire. Autant d'excellentes raisons de taper du poing sur la table pour éviter que les précédents de Nice, Poitiers et Paris ne fassent

Au comité directeur du PS

M. Jean Poperen: la cohabitation ne signifie pas que la gauche laisse la droite faire sa politique

M. Jean Poperen, membre da secrétariat national de Parti socialiste, chargé de la coordination et des élections, a présenté au comité directeur, le samedi 13 septembre, un rapport d'activité, dans lequel il a tenu, notamment, à « souligner l'activité du premier secrétaire », M. Lionel Jospin.

M. Poperen a fait, ensuite, un - premier bilan de ce que la droite a détruit - du travail législatif qu'avait accompli la ganche. S'agis-sant de l'emploi, le numéro deux du PS a observé que « le gouvernement de droite, par la voix de Séguin, n'affre d'autre perspective que « d'institutionnaliser», en quelque sorte, les trois millions de chômeurs ». « Il n'y a pas de réponse facile, mais la résignation est impossible », a commenté M. Pope-

Pour ce qui est de la sécurité, M. Poperen a relevé que, « depuis six mois, ni les multiples variantes de la délinguance, ni la violence se réclamant de motivations politiques n'ont siéchi». Le numéro deux du PS a souligné que les socialistes ne se serviront pas « des difficultés que montre le gouvernement pour instruire son pracès », mais il a demandé : « N'est-il pas indécent que les hommes de droite, qui, déjà, avaient exploité sans retenue la délinquance et le terrorisme à des fins politiciennes, cherchent à s'en prenant, à nouveau, à la gau-

Traitant de l'attitude des socia-listes depuis les élections de mars dernier, M. Poperen a déclaré : «Nous avons respecté la période que les différences de rythme : «probatoire», et, aujourd'hui, en provoquent (...) des distorsions.»

comme une attente par rapport au choix politique. »

« Le climat, a contimé M. Popo ren, pourrait entreterir le contre is sur ce qu'on appelle cohabita tion. Les Français ne souhaitent pas de crise, pas de drame, a-t-il dit. Mais qui donc les souhaiteratt? Pas les socialistes, en tout cas. Sim plement, pour les commodités de leur politique, les gens de droite om répandu l'idée que la cohabitation signifiait que la gauche laisserait la droite faire sa politique. Ce contresens interresse a pu, parfois, provoquer quelques interrogation à gauche. Cellex-cl paraissent, aujourd hui, effacées. Le jeu démocrotique, ce n'est pas se résigner à la politique de la droite. . Il a sjouté: heurtés par l'accélération de l'affensive d'une politique de droite matinée d'extrême droite, ne se mettent pas en mouvement d'un même pas : à chaque pas, il find veiller que les disserences de rythme ne

euses, hélas ! et, pour beaucoup de Français, con L'opinion - la majorité de l'opinion ou, pour être plus rigoureux, la partie, souvent incertaine, de l'opinion, qui « fait » la majorité, — a+elle basculé? Sans doute, non Les effets du reflux que nous avions éprouvé – et même s'ils s'étaient atténués des les derniers mois de la législature - ne sont pas tout à fait dissipés. Entre la maindre confiance, qui nous a atteint hier, et la perte de confiance du gouvernement de droite, aujourd'hui, il y a dans une partie déterminante de l'opinion, comme une hésitation et

> gica. Ces soldats apparticament au par l'Irak - (AFP, Router. AP.) La libération des prisonniers politiques en Pologne

Six «casques bleus» français blessés par une bombe au sud du Liban

L'un d'eux dans un état désespéré

Six -casques bleus - français out été blessés, dont deux sérieuse-ment le sameci 13 septembre, par l'explosion d'une bombe télécomnandée au passage de leur véhicule blinde sur une route du sud du Liben.

Les soldats français, du bataillon logistique de la FINUL, circulaient à bord d'un véhicule blindé sur une route menant de Barich à Arzoun (104 km an sud de Beyrouth) pour rejoindre leur position. Un bombe de 30 kg, déclenchée par télécommande, a explosé au passage du

Quatre des victimes, légèrement blessées, ont été soignées an bataillon français. Les deux soldats sévè rement atteints, des sergents, ont été évacués par hélicoptère sur l'hôpital suédois de la FINUL à Nakoura puis, derant la gravité de leurs bles sures, ont été transportés à l'hôpital Ramban, de Halfa (Israël). « Il n'y a rien à saire pour sauver » l'un des deux soldats français, a indiqué ce samedi le docteur Guilboard, chef du département de neurologie de l'hôpital Ramban de Halfa (nord d'Israel). Le militaire français est protiquément cliniquement mort, (...) la blessure se situe à la face,

elle est profonde et horrible et nous ne pouvons intervenir », a-t-il ajouté. En ce qui concerne le second solment atteint, sa blessure est également « grave, car elle a été provoquée par un éclai. A l'heure actuelle, nous procédons a un examen au scanner pour déserm

92. regiment d'infanterie de Clermont-Ferrand.

. Bleise 111

Enque le

Cet attentat intervient après celui qui a coûté la vie à trois après ceuts bleus prançais jeudi 4 septembre, près du village de Jounya, dans la même région. Depuis les affronte ments qui ont opposé à la mi-août les hommes du contingent français de la FINUL à des mificiens chittes, la France n'a cessé de réclamer à ronu un réexamen complet de la façon dont ceme force est amende à exercer son mandat.

> Vingt et un morts à Bagdad

L'Irak menace l'Iran de représailles

L'Irak a menacé, le vendredi 12 septembre, de rompre la trève ob-servée depuis plus d'un an dans la guerre des villes », après l'explosion à Bagdad, dans la nuit de jeudi à vendredi, d'un missile sol sol lancé par Teheran qui a fait, selon les lia-kiens, vingt et un morts et quatrevingt-un blessés parmi la pop civile. Un porte-parole de l'état-major irakien a souligné que « les forces irakiennes qui se sont abstenues jusqu'à présent de bombarder des zones civiles se réservent maintenant le droit de répondre ».

· Les autorités iraniennes ont expliqué, de leur côté, que le missile tiré sur Bagdad visait un « centre de renseignements militaires - et avait esl'étendue des lésions puis nous ten-terons d'opérer -, a précisé le chirur-quer à l'unilisation de gaz toxiques

M. Zbigniew Bujak est prêt à poursuivre la lutte

Varsovic (AFP). - Barbu, souent en bonne condition physique, M. Zbigniew Bujak, l'ancien dirigeant de la TKK, la direction clandestine de Solidarité, direction clandestine de Solidarité, encore sous le coup de la surprise après l'amnistie totale des prisonners politiques décrètée le jeudi 11 septembre par les autorinés polonaises, donnait, vendredi, sa promière conférence de presse non clandestine depuis le 13 décembre 1981.

A peine sorti de prison, M. Zbi-gniew Bujak, qui a regagné sa mai-son du village de Milanowek (à 30 kilomètres de Varsovie), s'est mis à la disposition de Solidarité: «Si la clandestinité me demande de la rejoindre, je le ferai. Si elle me confie une tâche au grand jour, je l'assumerai, et, si elle me dit de prendre des vacances, j'en profite-rai , a-t-il déclaré à un groupe de

Un geste adressé anssi à l'Eglise

Pour M. Zbigniew Bujak, le gouvernement cherche avant tout par cette amnistie (dont ont bénéficié deux cent vingt-cinq prisonniers politiques) à « affaiblir la clandes-tinité». Or, poursuit-il « les structures clandestines de Solidarité out toujours leur raison d'être (...); l'opposition ne dispose d'aucun moyen légal d'action; une possibité d'ouverture comme le Fonds d'aide à l'agriculture a été torpillée par le gouvernement (le Monde du par le gouvernement (le Monde du 5 septembre). Tant que ces facteurs demeureront, la clandestinité dott continuer d'être active. . M. Zbi-

gniew Bujak a annonce qu'il nvait l'intention de se rendre à Gdansk dans les prochains janes paur s'entretenir avec M. Lech Walesa.

Commentant, vendredi, cette mesure pour l'agence PAP, le géné-ral Czeslaw Kiszczak, ministre de l'intérieur, a déclaré qu'elle constituait « un test particulier du réa-lisme politique et de la bonne volonté des Occidentaux ». En clair, il est temps que l'Occident en vienne à de meilleurs sentiments pour la Pologne, et le manifeste par des faci-lités de crédit, alors que la dette s'élève à 31,3 milliards de dollars. Le ministre de l'intérieur a njouté, à l'adresse de l'Eglise polonaise: « Cette mesure répond aux appels publics de l'Eglise. C'est pourquoi nous nous attendons à une réaction constructive de sa part et à un sou-tien réel et actif [à la politique du gouvernement] (...) La Pologne peut rester un pays sans prisonniers politiques si les Eglises abandonnent leurs activités politiques, contraires à la loi.

A Washington et an Quai d'Orsay, à Paris notamment, on a salué l'amnistie et exprimé sa - satisfaction :, tout en formulant l'espoir que le pays s'engage récile-ment sur la voie de la - réconciliotion nationale ».

Anatoli Chtcharanski a été reçu par MM. Chirac, Léotard et Malhuret

A Paris depuis le début de la semaine où il assiste mux travaux du Conseil international de la conférence mundiale pour les juifs d'URSS, le mathématicien soriét-que Anatoli Chtcharanski, échangé en février dernier après nouf um de détention ou URSS, a été repu ven-dredi 12 septembre pendant une demi-houre par le premier ministre, M. Jacques Chirac.

M. Chtcharanski a Sgalement ren-contre vendredi matin MM. Léotard ct Malkeret, respectivement ministre de la culture et de la comm tion, et secrétaire d'Etat aux droits

a set tiré 4.512 745 exem BCDEFG

Le retour en France du prêtre expulsé

« Le régime chilien est responsable de la violence » déclare le Père Dubois

Les trois prêtres français, arrêtés le 8 septembre, puis expulsés du Chili sur ordre du gouvernement de Santiago, sont arrivés vendredi à Paris.

- Pierre, le Chili est avec tol . Quand il n entendu ce slogan scandé par un des opposants chiliens venus l'accueillir à l'aéroport de Ruissy, Pierre Dubnis a essayé ane larme. M= Danielle Mitterrand, M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, et des représentants de l'épiscopat se sont entretenus avec les trois expulsés. M. Malhuret a exprimé la - solidarité du gouvernement avec les trois prêtres et l'ensemble des victimes de la répression au Chili ., sans envisager toutefois - pour le mament - de mesures de rétorsion à l'encontre du régime chilien. La Ligue des droits de l'homme, par la voix de son président M' Yves Jouffa, n regretté la «frilosité du gouvernement français qui paraît même en retrait par rapport à l'atti-tude du gouvernement américain - et demande des mesures

que pour « sanctionner le régime

Les trois prêtres ont répété les conditions de leur arrestation et de leur détention (le Monde du 13 septembre), survenues après l'attentat manqué contre le général Pinochet.

Selna le Père Dubais, les forces de l'ordre qui ont investi la Victoria, le 8 septembre an matin, semblaient - persuadées que l'Eglise était engagée dans la lutte armée et que nous avions personnellement affaire avec l'attentat contre Pinochet ». L'arrestation de Pierre Dubois a'est opérée après une perquisition dans l'église de la Victoria et après que ce religieux ent refusé que sa maison - le presbytère où le Père Jarlan avait été tué par les forces de l'ordre chiliennes soit également perquisitionnée, en l'absence de tout mandat.

Mis à part cinq coups de poing portés au visage du Père Dubois par un « afficier supérieur », les trois Français n'ont pas été maltraités. Ils n'ont pas davantage

été interrogés nvant d'être expulsés pour « menées subversives - contre le régime militaire.

En réponse à ces accusations, le Père Dubois s'affirme - absolument apposé à la tentative d'assassinat de Pinochet. C'est d'ailleurs le régime militaire qui est responsable de cette violence. Le religieux présère quant à lui l'utilisation de la non-violence active , comme les protestas, pour renverser le régime chilien.

Il reste une vingtaine de prétres français au Chili, ainsi que des religieuses et des séminaristes, notamment dans le faubourg de la Victoria. Plusieurs prêtres de nationalité française avaient déjà été expulsés du pays peu après le coup d'Etat militaire de septembre 1973. Les trois prêtres expulsés dernièrement devaient se rendre samedi 13 septembre dans le diocèse de Rodez, où exerçait le Père Jarian, pour célébrer l'anniversaire de sa

ERICH INCIYAN.

